

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Les transactions internationales du Congo belge et du Ruanda-Urundi en 1948, 1949 et 1950 et leur incidence sur les réserves de change de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise — Les investissements belges et étrangers au Congo — Bibliographie — Législation économique.

LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES DU CONGO BELGE ET DU RUANDA-URUNDI EN 1948, 1949 ET 1950 ET LEUR INCIDENCE SUR LES RÉSERVES DE CHANGE DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Les puissances coloniales ont le choix entre deux méthodes d'élaboration et de présentation de la documentation statistique relative aux transactions entre les territoires placés sous leur souveraineté et le monde extérieur.

La première réunit dans un compte unique l'ensemble des règlements de la métropole et de ses dépendances d'outre-mer avec l'étranger; dans ce système, les opérations qui s'effectuent entre la mère-patrie d'une part, les colonies et territoires sous mandat de l'autre, sont considérées comme ayant un caractère interne et omises de la balance des paiements.

Le second procédé consiste à établir des relevés séparés pour la métropole et pour ses colonies, les opérations entre les territoires métropolitains et les territoires coloniaux étant dans ce cas incluses dans les recensements; ce procédé, qui présente l'avantage de permettre une analyse distincte des balances métropolitaine et coloniale, dont la structure est, par essence, fondamentalement différente et dont l'évolution dans le temps est fréquemment déterminée par des causes hétérogènes, a été adopté en Belgique.

La documentation complète relative aux comptes extérieurs des territoires sous souverainetés belge et luxembourgeoise comprend donc, outre les balances

des paiements de l'U.E.B.L., dont l'évolution depuis 1947 a été décrite dans ce *Bulletin* (1), celles du Congo belge et du Ruanda-Urundi.

Ces dernières sont établies depuis 1948 par les services compétents de la *Banque du Congo Belge* qui se sont attachés à inventorier les renseignements statistiques disponibles, à y apporter les corrections nécessaires, à combler les lacunes considérables de la documentation et à présenter sous une forme systématique les données finales obtenues.

Jusqu'ici, les résultats de ces travaux n'ont pas été publiés en Belgique (2). La présente information a pour objet d'en donner communication.

Après une analyse succincte de la méthode adoptée, on s'attachera à retracer l'évolution récente des balances des paiements globales du Congo belge

(1) Cf. les numéros d'avril 1949 (L'enregistrement des transactions internationales et l'établissement de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise en 1947); septembre 1949 (La balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise pour l'année 1948); juillet-août 1950 (La balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise pour 1949) et septembre 1951 (La balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise pour 1950).

(2) Les balances des paiements globales du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour les années 1948 et 1949 ont été publiées par les soins du Fonds Monétaire International (cf. *International Monetary Fund, Balance of Payments Yearbook*, vol. 3, 1949-1950, pages 67 à 69).

et du Ruanda-Urundi, ainsi que de leurs balances partielles avec l'U.E.B.L., avec les Etats-Unis et avec le reste du monde, au cours des trois années — 1948, 1949 et 1950 — pour lesquelles des données sont actuellement disponibles.

On mettra ensuite l'accent sur le rôle imparti au système bancaire belgo-luxembourgeois dans le processus de financement des transactions extérieures des territoires africains placés sous souveraineté belge : les interventions des organismes bancaires métropolitains ont, en effet, sur les réserves de change de l'U.E.B.L. une incidence appréciable qui mérite une attention particulière.

* * *

I

METHODE D'ETABLISSEMENT DES BALANCES DES PAIEMENTS DU CONGO BELGE ET DU RUANDA-URUNDI

La colonie et les territoires sous mandat sont considérés comme formant une seule entité du point de vue de leurs comptes extérieurs.

Ceux-ci recensent en principe toutes les transactions effectuées entre les résidents du Congo belge et du Ruanda-Urundi, d'une part, les résidents de l'U.E.B.L. et des pays étrangers de l'autre.

La notion de résident des territoires belges d'Afrique a été définie très largement : elle englobe les personnes physiques et les personnes morales de droit public ou de droit privé dont l'activité est orientée vers l'administration et la mise en valeur de ces territoires. Ceci comprend les personnes physiques retenues habituellement au Congo belge ou au Ruanda-Urundi par leurs occupations professionnelles, même pendant leurs périodes de congé en territoire métropolitain; sont incluses également les sociétés dont l'activité principale s'exerce à la colonie, même si leur siège administratif est établi dans la métropole, et les organes de l'administration coloniale, même s'ils sont localisés en Belgique, mais pour autant que leur activité ne soit pas financée par le budget métropolitain.

Les données statistiques sont, en principe, relevées et présentées selon les directives communiquées par le Fonds Monétaire International (3).

En raison de l'insuffisance de la documentation de base, il a été fréquemment nécessaire de substituer aux recensements précis dont il eût été souhaitable

(3) Les principes essentiels de la méthode de recensement proposée par le Fonds Monétaire International ont été analysés dans ce *Bulletin* (cf. numéro d'avril 1949. Article précité, spécialement aux pages 171 à 177). En ce qui regarde les territoires coloniaux, le Fonds a établi un schéma moins complexe que le schéma normal (cf. *International Monetary Fund*, « Balance of payments manual », janvier 1950. Appendix B, « Abbreviated Balance of payments schedule »).

de pouvoir disposer, des évaluations qui confèrent à l'ensemble des résultats obtenus un caractère approximatif qui ne doit pas être perdu de vue lors de leur interprétation. Ces réserves valent surtout pour les transactions avec l'U.E.B.L. : celles-ci s'effectuent fréquemment à l'intervention des sièges métropolitains des sociétés coloniales, sans laisser aucune trace dans le relevé des transferts de change entre la métropole et les territoires coloniaux (4); par ailleurs, il n'existe aucune statistique qui permette de suivre l'évolution des avoirs et des engagements à court terme du Congo belge et du Ruanda-Urundi envers l'U.E.B.L. (5), si bien qu'un élément de contrôle essentiel de l'exactitude du solde des mouvements enregistrés dans les balances fait défaut. En ce qui regarde, au contraire, les transactions entre les territoires coloniaux et les pays autres que l'U.E.B.L., les statistiques coloniales des mouvements de change se sont révélées une source précieuse de documentation.

* * *

Les procédés de recensement et la composition des opérations enregistrées dans les diverses rubriques des tableaux statistiques qui seront ultérieurement analysés appellent quelques commentaires.

Opérations sur marchandises

Sont portées en *recettes* dans cette rubrique les exportations f.o.b. (6), en *dépenses*, les importations f.o.b.

La documentation de base a été fournie par les statistiques du commerce extérieur de la colonie (7)

(4) Une société coloniale peut, par exemple, écouler des marchandises sur le marché métropolitain et consacrer le produit de la vente à financer ses achats en Belgique, à y couvrir ses frais d'administration ou encore à y assurer le service de ses dividendes. Elle peut aussi accumuler des avoirs liquides en francs belges. Dans aucun de ces cas, il n'y aura transfert de change de la métropole vers la colonie.

(5) Les avoirs des résidents coloniaux dans les banques belges ou luxembourgeoises ne peuvent en effet être distingués de ceux des résidents de l'U.E.B.L.

(6) En 1948 et 1949, les recettes d'exportations vers les pays autres que l'U.E.B.L. ont été enregistrées partiellement sur une base c.i.f., la ventilation des recettes résultant des ventes facturées c.i.f. n'ayant pu être opérée.

(7) En ce qui regarde les *transactions commerciales avec l'U.E.B.L.*, les statistiques du commerce extérieur constituent, en l'absence de tout relevé systématique des mouvements de change, la seule source d'information disponible.

Les statistiques douanières coloniales relatives au commerce avec l'U.E.B.L. ont été rectifiées soit en vue d'en exclure les transactions qui, selon les directives du Fonds Monétaire, ne doivent pas figurer à la rubrique réservée aux opérations sur marchandises (principalement les frets et les exportations et importations d'or), soit aux fins de corriger la sous-évaluation des exportations, qui sont recensées dans les statistiques coloniales sur la base de valeurs f.o.b. conventionnelles qui s'écartent fréquemment, en période de hausse ou de baisse des prix, des valeurs f.o.b. réelles, soit en vue de rétablir l'orientation géographique réelle des courants d'exportation (soustraction des exportations des produits coloniaux envoyés en U.E.B.L. pour y être travaillés à façon et être ensuite réexportés vers l'étranger).

et par les statistiques coloniales des mouvements de change (8).

Depuis 1949, le coût du travail à façon appliqué en U.E.B.L. aux marchandises coloniales est également porté au débit de la rubrique consacrée aux opérations sur marchandises, et les frais de traitement récupérés lors de la vente des produits sont portés intégralement au crédit de la même rubrique. En 1948, une partie des recettes (9) et l'ensemble des dépenses résultant des opérations de travail à façon étaient classées parmi les transactions courantes diverses (10).

Or non monétaire

Dans la balance globale, cette rubrique est créditée du montant des ventes d'or nouvellement extrait par les mines coloniales. Les quantités de métal écoulées depuis 1949 sur le marché belge sont portées au crédit de la balance partielle avec l'U.E.B.L.

Frets et assurances nets

Cette rubrique est débitée dans la balance globale du montant net des frets et assurances relatifs aux importations et à la fraction des exportations dont le produit a été enregistré c.i.f. en 1948 et 1949 à la rubrique des opérations sur marchandises.

Les inscriptions portées dans les balances partielles correspondent aux frets et assurance réglés aux transporteurs et assureurs de la zone géographique considérée, sous déduction des frets récupérés à charge des résidents de la même région (11).

Revenus d'investissements

Cette rubrique est créditée du produit des investissements des résidents coloniaux dans l'U.E.B.L. et à l'étranger; elle est débitée du montant net des dividendes et intérêts réglés par les sociétés coloniales,

(8) En ce qui regarde les *transactions commerciales avec les pays autres que l'U.E.B.L.*, les données inscrites dans la balance des paiements ont été puisées, en 1948 et en 1949, dans les statistiques coloniales des mouvements de change. En 1950, on a recouru aux statistiques douanières coloniales, auxquelles on a apporté des corrections similaires à celles qui ont été introduites dans les chiffres douaniers, relatifs aux échanges avec l'U.E.B.L. Même en ce qui regarde cette année, les statistiques coloniales des mouvements de change ont fourni d'utiles recoupements.

(9) Frais de traitement récupérés sur les marchandises revenues dans l'U.E.B.L. après y avoir subi un complément de main-d'œuvre.

(10) Les données relatives au travail à façon ont fait l'objet d'une estimation.

(11) L'évaluation des frets et des assurances a été obtenue principalement par l'application de coefficients au montant des opérations c.i.f. et, accessoirement, par le dépouillement des statistiques coloniales des mouvements de change.

les particuliers résidant au Congo belge ou au Ruanda-Urundi et le Trésor colonial à des résidents belgo-luxembourgeois ou à des étrangers (12).

Transactions gouvernementales non incluses ailleurs

En 1948, cette rubrique enregistrait à son crédit les dépenses du gouvernement métropolitain au Congo belge et au Ruanda-Urundi, à son débit, les dépenses du Trésor colonial dans la métropole, y compris la charge des pensions coloniales. En 1949 et 1950, les impôts perçus au profit de la Belgique sur les dividendes distribués par les sociétés coloniales ont également été portés en dépenses, alors qu'ils étaient comptabilisés antérieurement à la rubrique divers (13).

Transactions diverses

Sont recensés sous cette rubrique : les recettes et dépenses de la Loterie coloniale; les frais d'administration et de vente exposés en U.E.B.L. ou à l'étranger par les sociétés coloniales; les frais de voyage et, en 1948 seulement, les impôts perçus par la Belgique sur les dividendes distribués par les sociétés coloniales et les recettes et dépenses résultant du travail à façon (14).

Donations et transferts de migrants

Cette rubrique enregistre à son crédit les transferts de fonds effectués vers le Congo belge et le Ruanda-Urundi, soit pour couvrir des frais d'entretien, soit à des fins culturelles. Dans la mesure où il n'y a pas eu de transferts physiques, les biens des résidents belgo-luxembourgeois devenus résidents coloniaux, n'ont pas été repris dans la balance des paiements étant donné l'absence d'éléments d'appréciation. Au débit sont enregistrés principalement les transferts de fonds effectués par les résidents coloniaux en

(12) En ce qui regarde les transactions avec l'U.E.B.L., il a été nécessaire de procéder à des estimations. Les montants inscrits en recettes résultent principalement d'une évaluation du produit des investissements des sociétés coloniales et des organismes de droit public du Congo belge et du Ruanda-Urundi en U.E.B.L. Les chiffres portés en dépenses ont été calculés en ordre essentiel par référence à la statistique des dividendes et coupons d'obligations distribués par les sociétés coloniales : les impôts belges frappant les dividendes et coupons et la fraction des revenus nets distribués qui a été considérée comme encaissée par des résidents coloniaux ou étrangers ont été déduits des chiffres bruts établis par l'Institut National de Statistique et le solde inscrit au débit de la balance des paiements avec l'U.E.B.L. Les transactions avec les pays autres que l'U.E.B.L. ont été recensées sur la base des statistiques coloniales des mouvements de change.

(13) Les données relatives aux recettes et aux dépenses du Trésor colonial ont été fournies par le Ministère des Colonies. Le changement introduit depuis 1949 dans la nomenclature des opérations recensées provient d'une modification apportée par le Fonds Monétaire à l'intitulé de la rubrique et, par voie de conséquence, à la liste des transactions qui doivent y être classées.

(14) La documentation a été fournie en partie par des renseignements communiqués par les sociétés coloniales, le Ministère des Colonies et divers organismes coloniaux, ou puisés dans les statistiques coloniales des mouvements de change. Elle a été complétée par diverses estimations.

faveur de leurs ayants droit et l'incidence du rapatriement des avoirs des coloniaux qui reviennent s'établir dans la métropole (15).

Mouvement des capitaux privés — long terme

Cette rubrique recense principalement en recettes les apports de capitaux frais dont bénéficient les sociétés coloniales (16), en dépenses, les achats de valeurs mobilières et d'immeubles effectués par les résidents coloniaux à l'étranger (17).

Mouvement des capitaux officiels — long terme

Sont enregistrés en ordre principal sous cette rubrique les emprunts émis par le Trésor colonial, sous déduction de la fraction souscrite par les résidents du Congo belge et du Ruanda-Urundi (18).

(15) Ces données ont été puisées dans les statistiques coloniales des mouvements de change.

(16) Les apports émanant de l'U.E.B.L. ont été évalués en ordre principal en déduisant des émissions de sociétés coloniales calculées par l'Institut National de Statistique, le montant estimatif des participations coloniales et étrangères.

Les apports de capitaux émanant de pays autres que l'U.E.B.L. ont été relevés dans les statistiques coloniales des mouvements de change.

(17) Ces dépenses ont été évaluées sur la base des statistiques coloniales des mouvements de change et des renseignements communiqués par les sociétés coloniales.

(18) Les montants des émissions brutes et de la partie souscrite par les résidents de la métropole ont été communiqués par le Ministère des Colonies.

Evolution des créances nettes à court terme sur la métropole et sur l'étranger

Dans cette rubrique, qui correspond au solde général de la balance des paiements, est recensée l'évolution des réserves métalliques de la Banque du Congo Belge et des créances nettes à court terme sur la métropole et sur l'étranger détenues par le Trésor colonial, le système bancaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi et les autres résidents coloniaux (19).

* * *

II

BALANCE DES PAIEMENTS GLOBALE DU CONGO BELGE ET DU RUANDA-URUNDI

La balance des transactions courantes du Congo belge et du Ruanda-Urundi, qui s'était clôturée par un large excédent en 1948, est revenue à une position d'équilibre en 1949. En 1950, un important surplus s'est à nouveau dégagé.

(19) Les mouvements des réserves métalliques et des créances nettes sur les pays autres que la Métropole ont été obtenus par relevé direct. L'évolution des créances nettes sur la Métropole est déduite de la balance des transactions effectuées en francs belges. Comme on l'a indiqué déjà, il n'existe en effet aucune méthode permettant de recenser directement les fluctuations des avoirs en francs belges des résidents coloniaux, les avoirs maintenus par ceux-ci dans les banques de l'U.E.B.L. ne pouvant être isolés.

TABLEAU I

Balance des paiements globale du Congo belge et du Ruanda-Urundi (1)

(en millions de francs)

Sources : 1948 et 1949 : Banque du Congo Belge et Fonds Monétaire International (1) (cf. Balance of Payments Yearbook 1949-1950)
1950 : Banque du Congo Belge.

	1948			1949			1950		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
A. Transactions courantes :									
1. Opérations sur marchandises f.o.b...	13.173	7.711	+ 5.462	12.550	9.089	+ 3.461	15.776	8.804	+ 6.972
2. Or non monétaire (mouvement net)	457	—	+ 457	493	—	+ 493	633	—	+ 633
3. Frets et assurances nets	—	716	— 716	—	1.252	— 1.252	—	1.123	— 1.123
4. Revenus d'investissements	197	1.216	— 1.019	267	1.523	— 1.256	253	1.548	— 1.295
5. Transactions gouvernementales non incluses ailleurs	180	615	— 435	367	369	— 2	128	480	— 352
6. Transactions diverses	493	1.725	— 1.232	1.016	1.720	— 704	854	1.712	— 858
7. Donations et transferts de migrants	113	465	— 352	82	816	— 734	244	1.134	— 890
8. Total des transactions courantes	14.613	12.448	+ 2.165	14.775	14.769	+ 6	17.888	14.801	+ 3.087
B. Mouvement des capitaux à long terme :									
1. Capitaux privés	531	396	+ 135	336	681	— 345	876	498	+ 378
2. Capitaux officiels	4	31	— 27	—	36	— 36	2.564	7	+ 2.557
3. Total	535	427	+ 108	336	717	— 381	3.440	505	+ 2.935
C. Erreurs et omissions									— 158
D. Solde global correspondant à l'évolution des réserves métalliques et des avoirs nets à court terme sur la métropole et sur l'étranger (D = Solde de A + solde de B + C)	—	—	+ 2.273	—	—	— 375	—	—	+ 5.864

(1) Les données statistiques, identiques à celles qui ont été publiées par le Fonds Monétaire International, sont présentées ici sous une forme légèrement différente. Il y a lieu de signaler que le total des soldes partiels des tableaux IV, VI et VIII ne coïncide pas exactement avec le solde de la balance globale : en effet, les cessions d'or consenties par les producteurs à la Banque du Congo Belge ne sont pas enregistrées dans les balances partielles.

Ces mouvements s'expliquent, en ordre principal, par les fluctuations de la *balance commerciale*.

Ce n'est point ici le lieu de décrire d'une manière détaillée l'évolution du commerce extérieur des territoires coloniaux au cours de la période sous revue, cette analyse ayant fait l'objet de travaux antérieurs très complets (20). Rappelons que, en 1949, la demande des produits coloniaux est devenue moins intense et que les cotations de différentes matières premières qui tiennent une place importante dans le commerce d'exportation du Congo belge et du Ruanda-Urundi ont marqué une tendance plus ou moins sensible à la baisse.

En 1950, par contre, l'augmentation appréciable de la production agricole et extractive a coïncidé avec un développement marqué de la demande extérieure qui, perceptible dès le premier semestre aux Etats-Unis, s'est généralisé à partir de juillet sous l'influence des événements de Corée.

L'incidence de ces facteurs conjoncturels se marque plus nettement dans l'évolution des recettes portées dans la balance des paiements à la rubrique des opérations sur marchandises que dans les chiffres d'exportation recensés par la douane coloniale.

TABLEAU II

Balance des paiements globale du Congo belge et du Ruanda-Urundi

OPERATIONS SUR MARCHANDISES
(en millions de francs)

Comparaison entre les statistiques douanières et les chiffres portés dans la balance des paiements

Source : Banque du Congo Belge. Cf. spécialement, en ce qui regarde les chiffres douaniers, les *Bulletins mensuels d'information générale* de mai et juin 1951.

	1948	1949	1950
A. Recettes :			
Chiffres de la douane. Exportations f.o.b. (1)	11.172	11.171	13.595
Chiffres inscrits dans la balance. Rubrique marchandises (2) ...	13.173	12.550	15.776
B. Dépenses :			
Chiffres de la douane. Importations c.i.f.	8.392	10.320	9.559
Chiffres inscrits dans la balance (3)	8.427	10.341	9.927

(1) Or inclus. Valeurs conventionnelles. Travail à façon non inclus.

(2) Or déduit. Valeurs réelles. Travail à façon inclus.

(3) Rubriques marchandises, fret et assurances. Les chiffres de 1949 et 1950 englobent les dépenses de travail à façon.

(20) Voir notamment *Bulletin mensuel d'informations générales de la Banque du Congo Belge*, numéros de septembre 1949 (importations de l'année 1948); décembre 1949 (exportations de l'année 1948); avril 1950 (importations de l'année 1949); mai 1950 (exportations de l'année 1949); mai 1951 (exportations de l'année 1950) et juin 1951 (importations de l'année 1950).

La sensibilité moins grande de ces derniers est due au système de comptabilisation des exportations par la douane sur la base de valeurs conventionnelles : en période de hausse de prix, celles-ci sont souvent inférieures aux valeurs réelles, tandis qu'elles s'en rapprochent en cas de repli des cours; c'est ce qui explique que, bien qu'elles englobent les ventes d'or, les exportations comptabilisées dans la douane aient été moins élevées en 1948 et 1950 que les opérations portées en recettes dans la balance, tandis que, en 1949, l'écart a été plus réduit.

Les dépenses résultant des opérations sur marchandises se sont accrues de manière marquée de 1948 à 1949 et se sont maintenues à un niveau à peine moins élevé en 1950 (21). Parmi les facteurs qui ont provoqué ce mouvement, on doit souligner, à côté de l'augmentation des besoins des populations, l'essor industriel et l'incidence de la réalisation progressive du Plan décennal pour le développement économique et social du Congo belge : les importations de biens d'équipement ont enregistré le progrès le plus accentué par rapport à 1948 et ont représenté, pendant les deux dernières années sous revue, la moitié environ des importations globales exprimées en valeur (22).

Sous les effets cumulés de la récession des exportations et du développement des importations, l'excédent commercial observé en 1948 s'est résorbé en partie en 1949; par contre, l'essor des exportations a créé en 1950 un excédent dépassant largement celui de 1948.

La *production d'or* constitue pour le Congo belge et le Ruanda-Urundi une source appréciable d'approvisionnement en moyens de paiement extérieurs. Evaluée au poids de l'or fin, elle a atteint 9,3 tonnes en 1948, 10,4 tonnes en 1949 et 10,6 tonnes en 1950. En principe, l'or nouvellement extrait est vendu au cours officiel à la Banque du Congo Belge qui, après couverture prioritaire des besoins des territoires coloniaux, cède l'excédent à la Banque Nationale de Belgique. Cependant, depuis le 1^{er} juin 1949, les producteurs d'or sont autorisés à vendre en Belgique, au Congo belge et au Ruanda-Urundi, au cours du marché, à des fins médicales, industrielles ou artistiques une quotité limitée à 40 p. c. au maximum des quantités produites. Ces ventes se font à l'intervention de la Société coopérative des producteurs d'or « Congor ». Depuis le 1^{er} juin 1950, la fraction de la production pouvant être écoulee par « Congor » a été portée à 60 p. c. de la production totale.

(21) En ce qui concerne les dépenses sur marchandises, les chiffres portés dans la balance, majorés des frets et des assurances, se rapprochent de très près des chiffres douaniers. On sait que les chiffres inscrits au débit de la rubrique « opérations sur marchandises » en 1949 et 1950 comprennent outre le montant des importations f.o.b., le coût du travail à façon appliqué aux marchandises coloniales en territoire belgo-luxembourgeois (soit 325 millions en 1949, 330 millions en 1950).

(22) Cf. *Bulletin mensuel d'informations générales de la Banque du Congo Belge*. Juin 1951. Article précité.

En raison de l'accroissement de l'extraction, de l'incidence de la dévaluation de septembre 1949 et de l'écoulement d'une fraction des disponibilités à un cours supérieur à la parité officielle, les recettes portées dans la balance des paiements à la rubrique or non monétaire ont augmenté progressivement de 1948 à 1950.

Les opérations enregistrées dans les rubriques réservées aux *transactions invisibles sur biens et services* et aux *donations et transferts de migrants* se sont soldées par des sorties nettes au cours de chacune des années sous revue.

Les dépenses nettes résultant des *frets* et des *assurances* se sont accrues parallèlement à l'expansion des importations. Il en est de même pour le solde déficitaire des *revenus d'investissements*, influencé par la majoration des dividendes mis en distribution par les sociétés coloniales.

La comparaison d'une année à l'autre des malis résultant des *transactions gouvernementales*, des *transactions diverses* et des *donations et transferts de migrants* n'a qu'une signification relative, en raison de l'imprécision des relevés qui ont pu être établis et des modifications qui ont été apportées, au cours de la période étudiée, dans le classement des recettes et des dépenses. Les chiffres disponibles indiquent cependant que ces transactions, comme les frets et assurances et le service des investissements, se sont soldées par un déficit pour le Congo belge et le Ruanda-Urundi : les recettes qui résultent principalement des dépenses de souveraineté du gouvernement métropolitain en Afrique et de la loterie coloniale sont de loin inférieures aux sorties dues en ordre essentiel aux dépenses du gouvernement et des sociétés coloniales dans la métropole, aux impôts belges frappant les coupons et dividendes distribués par les entreprises coloniales et aux envois et rapatriements de fonds effectués vers la métropole par les résidents coloniaux.

* * *

Pour l'ensemble de la période sous revue, le *mouvement des capitaux privés à long terme* ne laisse apparaître aucun solde appréciable en faveur du Congo belge et du Ruanda-Urundi : les apports de capitaux frais effectués par la métropole et les pays étrangers trouvent leur contrepartie dans les placements effectués par les résidents coloniaux en Union économique belgo-luxembourgeoise et dans le reste du monde.

Quant au *mouvement des capitaux officiels à long terme*, négligeable en 1948 et 1949, il se solde par un apport net considérable en 1950 : le Trésor colonial a émis au cours de cette dernière année, dans la métropole et à l'étranger, différents emprunts dont le pro-

duit est destiné au financement d'une fraction des investissements à effectuer par le Gouvernement colonial et divers organismes de droit public dans le cadre du Plan décennal pour le développement économique et social au Congo belge (23).

* * *

Le solde global de la balance des paiements du Congo belge et du Ruanda-Urundi, qui correspond à l'évolution des réserves métalliques et des avoirs nets à court terme sur l'étranger, s'est établi à 2,3 milliards en 1948; en 1949, un léger déficit s'est dégagé; en 1950, les réserves en métal et en avoirs disponibles à court terme se sont accrues à concurrence de près de 5,9 milliards.

* * *

De la structure générale des balances des paiements globales au cours des années récentes, on peut déduire que l'exécution des premières phases du programme d'expansion de l'économie coloniale a pu être assurée sans apport net de ressources en provenance de l'étranger : les recettes résultant des transactions courantes ont suffi et au delà à couvrir toutes les dépenses courantes extérieures, y compris les achats importants de biens d'équipement qui ont été effectués à l'étranger; l'excédent qui s'est dégagé et le solde net du mouvement des capitaux investis à long terme ont permis d'augmenter substantiellement les réserves en or et en avoirs à court terme sur la métropole et sur l'étranger.

Ces avoirs liquides accrus, détenus principalement par les banques et les sociétés coloniales et par le Trésor de la colonie qui, à la fin de 1950, possédait en Belgique et à l'étranger d'importantes disponibilités résultant notamment du placement d'une partie du produit des emprunts extérieurs émis par lui, pourront être affectés au financement des déficits courants qui viendraient à se créer au cours des années à venir, sous l'incidence conjuguée d'une conjoncture moins favorable à l'exportation et de l'extension graduelle du programme de développement économique.

* * *

(23) a) Emprunt d'un milliard de francs belges représenté par des certificats de Trésorerie 4 p. c. à 5 ou 10 ans (arrêté du Régent du 1^{er} mars 1950).

b) Emprunt de 1.327 millions de francs belges représenté par des obligations 4 p. c. 1950-1960 (arrêté royal du 15 octobre 1950).

Sous déduction des souscriptions des résidents coloniaux, ces deux emprunts ont rapporté 1.896 millions de francs.

c) Emprunt de 60 millions de francs suisses à 4 p. c., remboursable en douze tranches annuelles égales à partir de la neuvième année (arrêté du Régent du 13 juin 1950).

Le produit de cet emprunt a été de 668 millions de francs.

III

EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DU CONGO BELGE ET DU RUANDA-URUNDI AVEC L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Les exportations vers la métropole, quoique fort importantes, n'occupent cependant pas, dans l'ensemble des recettes résultant des opérations sur marchandises du Congo belge et du Ruanda-Urundi avec le monde extérieur, une position aussi prépondérante qu'on ne le croit communément.

Les statistiques douanières coloniales, que l'on consulte généralement en vue d'analyser l'orientation géographique des échanges extérieurs de la colonie, surévaluent en effet considérablement l'importance des débouchés métropolitains en englobant dans les exportations vers l'U.E.B.L. des marchandises envoyées en Belgique en vue d'y recevoir un complément de main-d'œuvre et être ensuite réexpédiées vers l'étranger. Ces marchandises demeurent sous propriété coloniale jusqu'au moment de leur vente à l'étranger. A aucun moment, elles ne passent sous propriété belgo-luxembourgeoise. Comme elles ne font l'objet d'aucun transfert de propriété entre résidents coloniaux et résidents métropolitains, elles doivent être exclues des opérations portées au crédit de la balance des paiements du Congo belge et du Ruanda-Urundi avec l'U.E.B.L.

TABLEAU III

Balance des paiements du Congo belge et du Ruanda-Urundi avec l'U.E.B.L.

OPERATIONS SUR MARCHANDISES

(en millions de francs)

Comparaison entre les statistiques douanières et les chiffres portés dans la balance des paiements

Source : Banque du Congo Belge. Cf. spécialement, en ce qui regarde les chiffres douaniers, les *Bulletins mensuels d'information générale* de mai et juin 1951.

	1948		1949		1950	
	Chiffres absolus	En pourcentage du commerce global	Chiffres absolus	En pourcentage du commerce global	Chiffres absolus	En pourcentage du commerce global
A. Recettes :						
1. Chiffres de la douane. Exportations f.o.b. (1)	7.063	63	6.281	56	7.950	58
2. Exportations d'or (à déduire)	— 416		— 535		— 597	
3. Marchandises réexpédiées de Belgique pour compte de la Colonie	—1.892		—2.462		—2.700	
4. Rectification des valeurs conventionnelles	+ 550		—		+ 698	
5. Erreurs et omissions	— 6		— 27		—	
6. Exportations comptabilisées dans la balance des paiements (6 = 1 + 2 + 3 + 4 + 5)	5.299		3.257		5.351	
7. Recettes pour travail à façon	—		75		111	
8. Recettes totales inscrites à la rubrique des opérations sur marchandises	5.299	40	3.332	27	5.462	35
B. Dépenses :						
Chiffres de la douane. Importations c.i.f.	3.179	38	4.047	39	3.746	39
Chiffres inscrits dans la balance.....	3.276	39	4.772 (2)	46	4.308 (2)	43

(1) Après répartition des expéditions en consignation temporaire aux dépôts de Beira et de Lobito.

(2) Ces chiffres comprennent le coût du travail à façon : 325 millions en 1949, 330 millions en 1950.

Parmi ces marchandises figurent principalement des produits minéraux (cuivre, cassitérite, alliages cobaltifères) et accessoirement des produits végétaux (entre autres coton, huile de palme et fibres). Elles sont réexpédiées surtout vers les Etats-Unis, la France et divers autres pays européens.

L'incidence de l'omission de ces opérations et de l'élimination des envois d'or n'a été que partiellement compensée par celle des réajustements apportés

aux valeurs douanières (24) et de la comptabilisation, parmi les recettes provenant des opérations sur marchandises, de la valeur du travail à façon incorporée dans le prix des marchandises revendues en U.E.B.L. après y avoir subi un traitement pour

(24) Les valeurs conventionnelles ont été considérées comme inférieures à la réalité en 1948 et 1950, année de hausse des prix mondiaux. Pour 1949, il n'a pas été jugé nécessaire d'y apporter de corrections.

le compte des producteurs coloniaux. Aussi l'écart entre les chiffres douaniers relatifs aux exportations coloniales vers la métropole et les recettes sur marchandises portées dans la balance avec l'U.E.B.L. est-il substantiel.

En fait, ces dernières n'ont représenté respectivement en 1948, 1949 et 1950 que 40, 27 et 35 p. c. des recettes totales résultant des opérations sur marchandises, alors que, sur la base des statistiques douanières, la part de l'U.E.B.L. dans les exportations globales du Congo belge et du Ruanda-Urundi s'est élevée à 63 p. c. en 1948, 56 p. c. en 1949 et 58 p. c. en 1950.

Le fléchissement que les fournitures effectuées à la métropole ont subi en 1949 a mis en évidence l'intérêt que présente la diversification des débouchés des exportations coloniales. En 1950, les ventes se sont

redressées mais n'ont pas dépassé sensiblement leur niveau de 1948.

Les paiements faits à la métropole du chef des importations et du travail à façon se sont accrus sensiblement de 1948 à 1949; malgré un certain fléchissement en 1950, ils ont été plus élevés au cours de la dernière année sous revue qu'en 1948.

En raison des effets conjugués de la contraction sensible des débouchés métropolitains et de l'accroissement des fournitures belgo-luxembourgeoises, la balance commerciale avec l'U.E.B.L., en large boni en 1948, s'est clôturée en déficit en 1949; un excédent s'est dégagé à nouveau en 1950, mais il a été moins important qu'en 1948.

Les ventes d'or effectuées sur le marché libre métropolitain ont représenté un léger apport de ressources en 1949; en 1950, ces opérations se sont sensiblement développées.

TABLEAU IV

Balance des paiements du Congo Belge et du Ruanda-Urundi avec l'U.E.B.L.

(en millions de francs)

Source : Banque du Congo Belge.

	1948			1949			1950		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
A. Transactions courantes :									
1. Opérations sur marchandises f.o.b...	5.209	2.902	+ 2.397	3.332	4.024	- 692	5.462	3.545	+ 1.917
2. Mouvement net de l'or non monétaire	—	—	—	26	—	+ 26	408	—	+ 408
3. Frets et assurances nets	—	374	- 374	—	748	- 748	—	763	- 763
4. Revenus d'investissement	197	1.205	- 1.008	217	1.512	- 1.295	248	1.536	- 1.288
5. Transactions gouvernementales non incluses ailleurs	180	615	- 435	367	369	- 2	128	480	- 352
6. Transactions diverses	328	1.458	- 1.130	892	1.168	- 276	713	1.303	- 590
7. Donations et transferts de migrants	70	399	- 329	—	726	- 726	141	1.017	- 876
8. Total des transactions courantes	6.074	6.953	- 879	4.834	8.547	- 3.713	7.100	8.644	- 1.544
B. Mouvement des capitaux à long terme :									
1. Capitaux privés	505	371	+ 134	364	633	- 269	816	329	+ 487
2. Capitaux officiels	4	31	- 27	—	36	- 36	1.896	7	+ 1.889
3. Total	509	402	+ 107	334	669	- 335	2.712	336	+ 2.376
C. Solde global	—	—	- 772	—	—	- 4.048	—	—	+ 832

L'U.E.B.L. a bénéficié de la plus grande part des paiements nets effectués par le Congo belge et le Ruanda-Urundi au titre des *transactions courantes invisibles* et des *donations et transferts de migrants*.

Au total, la *balance des transactions courantes* avec l'U.E.B.L. s'est clôturée par des déficits appréciables, le mali observé en 1949 étant particulièrement élevé.

* * *

L'allure générale des *mouvements de capitaux privés à long terme* recensés dans la balance des paiements avec l'U.E.B.L. est parallèle à celle qui caractérise ces transferts dans la balance globale : la plupart des opérations enregistrées dans cette der-

nière ont le caractère de transactions entre résidents belgo-luxembourgeois et résidents coloniaux.

L'incidence de l'émission des deux emprunts en francs belges, dont il a été antérieurement fait mention, se retrouve dans le montant inscrit en recette, en 1950, sous la rubrique réservée au *mouvement des capitaux officiels à long terme*.

* * *

Dans l'ensemble, la *balance générale avec l'U.E.B.L.* — transactions courantes et mouvement des capitaux à long terme — se solde en mali en 1948 et 1949 et en excédent en 1950.

* * *

une physionomie très différente de celle qu'elles revêtent dans les statistiques douanières.

Les exportations coloniales sur le marché américain sont en effet fortement sous-évaluées dans ces dernières : la comptabilisation de valeurs conventionnelles insuffisantes conjuguée ses effets en ce qui les concerne avec ceux de l'omission des marchandises écoulées aux Etats-Unis après avoir subi en Belgique un complément de travail à façon.

EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DU CONGO BELGE ET DU RUANDA-URUNDI AVEC LES ETATS-UNIS

Comme dans le cas des transactions avec l'U.E.B.L., les opérations sur marchandises effectuées entre les territoires coloniaux et les Etats-Unis se présentent, dans la balance des paiements, sous

TABLEAU V

Balance des paiements du Congo belge et du Ruanda-Urundi avec les Etats-Unis

OPERATIONS SUR MARCHANDISES

(en millions de francs)

Comparaison entre les statistiques douanières et les chiffres portés dans la balance des paiements

Source : Banque du Congo Belge. Cf. spécialement, en ce qui regarde les chiffres douaniers, les *Bulletins mensuels d'information générale* de mai et juin 1951.

	1948		1949		1950	
	Chiffres absolus	En pourcentage du commerce global	Chiffres absolus	En pourcentage du commerce global	Chiffres absolus	En pourcentage du commerce global
A. Recettes :						
Chiffres de la douane. Exportations f.o.b. (1)...	1.000	9	1.271	11	1.728	13
Chiffres inscrits dans la balance (2). Rubrique marchandises	2.534	19	2.863	23	3.665	23
B. Dépenses :						
Chiffres de la douane. Importations c.i.f.	2.587	31	2.881	28	2.380	25
Chiffres inscrits dans la balance. Rubriques marchandises, frets et assurances	2.697	32	2.572	25	2.226	22

(1) Valeurs conventionnelles, réexportations de Belgique non incluses.

(2) Valeurs réelles, réexportations de Belgique incluses.

Les chiffres rectifiés portés dans la balance révèlent une tendance soutenue à l'expansion des débouchés américains, ceux-ci absorbant, en 1949 et 1950, près du quart des exportations de la Colonie; les importations en provenance des Etats-Unis ayant

plutôt fléchi légèrement de 1948 à 1950, un excédent commercial s'est dégagé depuis 1949 et est devenu substantiel en 1950. Ce résultat forme contraste avec le déficit persistant quoique en régression comptabilisé dans les statistiques douanières.

TABLEAU VI

Balance des paiements du Congo belge et du Ruanda-Urundi avec les Etats-Unis

(en millions de francs)

Source : Banque du Congo Belge.

	1948			1949			1950		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
A. Transactions courantes :									
1. Opérations sur marchandises f.o.b. ...	2.534	2.672	- 138	2.863	2.338	+ 525	3.665	2.160	+ 1.505
2. Mouvement net de l'or non monétaire ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Frets et assurances nets	—	25	- 25	—	234	- 234	—	66	- 66
4. Revenus d'investissement	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Transactions gouvernementales non incluses ailleurs	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Transactions diverses	62	20	+ 42	61	48	+ 13	82	31	+ 51
7. Donations et transferts de migrants ..	23	3	+ 20	55	1	+ 54	77	2	+ 75
8. Total des transactions courantes ...	2.619	2.720	- 101	2.979	2.621	+ 358	3.824	2.259	+ 1.565
B. Mouvement des capitaux à long terme :									
1. Capitaux privés	18	1	+ 17	1	9	- 8	31	35	- 4
2. Capitaux officiels	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Total	18	1	+ 17	1	9	- 8	31	35	- 4
C. Erreurs et omissions	—	+ 81							
D. Solde global	—	—	- 84	—	—	+ 350	—	—	+ 1.642

Les transactions courantes invisibles avec les États-Unis n'ont qu'une importance relative assez faible. Aussi le solde de la balance courante a-t-il suivi de très près les mouvements de la balance commerciale. Comme les mouvements de capitaux à long terme ont été très réduits pendant la période sous revue, il en a été de même pour le solde global de la balance des paiements avec les États-Unis.

* * *

V

**EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS
DU CONGO BELGE ET DU RUANDA-URUNDI
AVEC LE RESTE DU MONDE**

L'écart entre les chiffres douaniers et les chiffres inscrits dans la balance au titre des opérations sur marchandises s'observe également dans le cadre des transactions entre le Congo belge et le Ruanda-Urundi et les pays autres que l'U.E.B.L. et les États-Unis.

TABLEAU VII

**Balance des paiements du Congo belge et du Ruanda-Urundi avec les pays autres que l'U.E.B.L.
et les États-Unis**

OPERATIONS SUR MARCHANDISES

(en millions de francs)

Comparaison entre les statistiques douanières et les chiffres portés dans la balance des paiements
Source : Banque du Congo Belge. Cf. spécialement, en ce qui regarde les chiffres douaniers, les *Bulletins mensuels d'information générale* de mai et juin 1951.

	1948		1949		1950	
	Chiffres absolus	En pourcentage du commerce global	Chiffres absolus	En pourcentage du commerce global	Chiffres absolus	En pourcentage du commerce global
A. Recettes :						
Chiffres de la douane. Exportations f.o.b. (1)...	3.108	28	3.619	32	3.918	29
Chiffres inscrits dans la balance. Rubrique marchandises (2).....	6.340	41	6.355	61	6.649	42
B. Dépenses :						
Chiffres de la douane. Importations c.i.f.	2.626	31	3.392	33	3.432	36
Chiffres inscrits dans la balance. Rubriques marchandises, frets et assurances	2.454	29	2.998	29	3.393	34

(1) Valeurs conventionnelles, réexportations de Belgique non incluses.

(2) Valeurs réelles, réexportations de Belgique incluses.

TABLEAU VIII

**Balance des paiements du Congo belge et du Ruanda-Urundi avec les pays autres que l'U.E.B.L.
et les États-Unis**

(en millions de francs)

Source : Banque du Congo Belge.

	1948			1949			1950		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
A. Transactions courantes :									
1. Opérations sur marchandises f.o.b.	5.340	2.137	+ 3.203	6.355	2.727	+ 3.628	6.649	3.099	+ 3.550
2. Mouvement net de l'or non monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Frets et assurances nets	—	317	— 317	—	271	— 271	—	294	— 294
4. Revenus d'investissement	—	11	— 11	50	11	+ 39	5	12	— 7
5. Transactions gouvernementales non incluses ailleurs	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Transactions diverses	103	247	— 144	63	504	— 441	59	378	— 319
7. Donations et transferts de migrants	20	63	— 43	26	89	— 63	26	115	— 89
8. Total des transactions courantes	5.463	2.775	+ 2.688	6.494	3.602	+ 2.893	6.739	3.898	+ 2.841
B. Mouvement des capitaux à long terme :									
1. Capitaux privés	8	24	— 16	1	40	— 39	29	134	— 105
2. Capitaux officiels	—	—	—	—	—	—	668	—	+ 668
3. Total	8	24	— 16	1	40	— 39	697	134	+ 563
C. Erreurs et omissions	—	—	—	—	—	—	—	—	— 239
D. Solde global			+ 2.672			+ 2.853			+ 3.165

Comme dans le cas des relations avec les Etats-Unis et pour les mêmes raisons, les exportations coloniales vers ces régions sont fortement sous-évaluées dans les statistiques douanières. Les chiffres réels mettent en évidence une expansion graduelle des ventes sur ces marchés. En 1949, au moment de la contraction des achats métropolitains, elles ont représenté plus de la moitié des exportations coloniales; en 1950, un nouvel accroissement des fournitures a été observé, mais la reprise des ventes dans la métropole a réduit leur importance relative. Les importations en provenance des pays autres que l'U.E.B.L. et les Etats-Unis ont progressé également au cours de la période sous revue, si bien que l'excédent commercial est demeuré approximativement identique.

Cet excédent, diminué du solde des *transactions courantes invisibles*, déficitaire en raison de l'incidence des frets, des transactions diverses et des donations, a alimenté d'importants *excédents courants*. En 1950, ceux-ci ont été renforcés par l'encaissement du produit de l'emprunt émis en Suisse antérieurement mentionné.

* * *

VI

LE FINANCEMENT DU SOLDE DES TRANSACTIONS EXTERIEURES DU CONGO BELGE ET DU RUANDA-URUNDI ET SON INCIDENCE SUR LES RESERVES DE CHANGE DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Les réserves métalliques et les réserves de change du Congo belge et du Ruanda-Urundi sont distinctes de celles de l'U.E.B.L.

Il en résulte que les paiements entre les territoires coloniaux et les pays étrangers autres que l'U.E.B.L. peuvent s'effectuer — et s'effectuent en fait pour une part importante — sans aucun recours au système bancaire métropolitain, par le jeu des comptes en devises maintenus à l'étranger par les banques coloniales et des comptes en francs congolais des banques étrangères chez leurs correspondants au Congo belge et au Ruanda-Urundi.

Cependant, le système bancaire métropolitain, outre le concours qu'il apporte au règlement des transactions directes entre les territoires coloniaux et la métropole, intervient également dans une large mesure en vue d'assurer le financement des opérations du Congo belge et du Ruanda-Urundi avec le reste du monde.

Une première forme d'intervention résulte des arbitrages sur or, devises et francs belges entre la Banque Nationale de Belgique et la Banque du Congo Belge ou entre banques privées métropoli-

taines et coloniales. Ces opérations aboutissent à répartir au mieux des besoins les moyens de paiement sur l'étranger disponibles.

Plus important encore est le rôle joué par le système bancaire métropolitain dans le cadre du financement des opérations entre le Congo belge et le Ruanda-Urundi et les pays autres que l'U.E.B.L. lorsque le règlement en est prévu en francs belges. Les banques belgo-luxembourgeoises prêtent dans ce cas leur concours pour transférer au Congo belge ou au Ruanda-Urundi l'équivalent en francs belges des montants en devises qui leur sont versés par les étrangers pour compte des résidents coloniaux. Inversement, elles créditent les étrangers des versements en francs belges effectués pour leur compte par le Congo belge et le Ruanda-Urundi. Ces opérations s'effectuent principalement dans le cadre et en vertu des accords de paiement conclus entre l'U.E.B.L. et les pays de l'Europe occidentale.

Le processus de financement des soldes des balances des paiements du Congo belge et du Ruanda-Urundi apparaît donc, au total, comme assez complexe.

On peut cependant en donner une présentation synthétique sous la forme d'un bref commentaire des mouvements observés.

Opérations sur or

La production d'or des territoires coloniaux, sous déduction des ventes sur le marché libre de l'U.E.B.L. et des achats faits par la Banque du Congo Belge en vue d'assurer la couverture de l'émission, a été cédée contre francs belges à la Banque Nationale de Belgique. Des opérations d'arbitrages sur or ont été effectuées contre livres sud-africaines en 1948 et contre dollars des Etats-Unis en 1949 et 1950.

TABLEAU IX

Financement du solde des balances des paiements du Congo belge et du Ruanda-Urundi

A — OPERATIONS SUR OR
(en millions de francs)

Source : Banque du Congo Belge.

	1948	1949	1950
1. Or non monétaire	+ 457	+ 493	+ 633
2. Or vendu sur le marché libre	—	— 26	— 408
3. Arbitrages or contre francs belges	— 338	— 355	— 169
4. Arbitrages or contre devises	+ 176	+ 441	+ 400
5. Total égal à l'évolution de l'encaisse métallique	+ 295	+ 553	+ 456

Opérations en francs belges

Le solde des opérations en francs belges avec des pays tiers a été très élevé au cours des trois années sous revue; les acquisitions nettes de francs belges

contre or et devises ont représenté également un apport important en 1948. Au total, les avoirs en francs belges ont été renforcés considérablement en 1948 et à nouveau en 1950.

TABLEAU X

**Financement du solde des balances des paiements
du Congo belge et du Ruanda-Urundi**

B — OPERATIONS EN FRANCS BELGES
(en millions de francs)

Source : Banque du Congo Belge.

	1948	1949	1950
1. Solde total des transactions avec l'U.E.B.L.	— 772	— 4.048	+ 832
2. Solde des transactions en francs belges avec des pays autres que l'U.E.B.L.	+ 1.908	+ 3.767	+ 4.231
3. Solde des transactions en devises avec l'U.E.B.L. (à soustraire)	—	—	— 357
4. Solde total des transactions en francs belges	+ 1.136	— 281	+ 4.706
5. Arbitrages francs belges contre or et devises	+ 1.290	+ 112	+ 253
6. Total égal à l'évolution des avoirs en francs belges (6 = 4 + 5)	+ 2.426	— 169	+ 4.959

Opérations en dollars des Etats-Unis

Le solde total des transactions en dollars U.S.A. ne diffère guère dans les comptes de chacune des années sous revue du solde des transactions avec les Etats-Unis. Les arbitrages ont laissé un produit net en 1948, un déficit en 1949 et 1950. Les réserves en dollars ont été accrues en 1948 et surtout en 1950; l'accroissement observé au cours de cette dernière année a été déterminé en partie par l'incidence du placement provisoire, aux Etats-Unis, du produit de l'emprunt contracté en Suisse.

TABLEAU XI

**Financement du solde des balances des paiements
du Congo belge et du Ruanda-Urundi**

C — OPERATIONS EN DOLLARS DES ETATS-UNIS
(en millions de francs)

Source : Banque du Congo Belge.

	1948	1949	1950
1. Solde total des transactions avec les Etats-Unis	— 84	+ 350	+ 1.642
2. Solde des transactions en dollars U.S.A. avec des pays autres que les Etats-Unis	— 30	— 110	+ 247
3. Solde des transactions en devises tierces avec les Etats-Unis (à soustraire)	— 13	+ 1	— 444
4. Solde total des transactions en dollars des Etats-Unis	— 127	+ 241	+ 1.445
5. Arbitrages dollars U.S.A. contre or et devises	+ 553	— 381	— 131
6. Total égal à l'évolution des avoirs en dollars U.S.A.	+ 426	— 140	+ 1.314

Opérations en autres devises

L'excédent du Congo belge et du Ruanda-Urundi envers les pays autres que l'U.E.B.L. et les Etats-Unis ne s'est pas répercuté sur l'évolution des avoirs dans les devises de ces pays; en effet, l'incidence des règlements en devises tierces — en fait en francs belges principalement — et des arbitrages a été si marquée que c'est une contraction des avoirs dans les devises intéressées qui a été observée. La réduction s'est opérée essentiellement par prélèvement sur les avoirs en livres sterling constitués pendant la guerre et au cours des années immédiatement postérieures à la cessation des hostilités.

TABLEAU XII

**Financement du solde des balances des paiements
du Congo belge et du Ruanda-Urundi**

D — OPERATIONS EN AUTRES DEVICES
(en millions de francs)

Source : Banque du Congo Belge.

	1948	1949	1950
1. Solde total des transactions avec les pays autres que l'U.E.B.L. et les Etats-Unis	+ 2.672	+ 2.853	+ 3.165
2. Solde des transactions en devises de ces pays avec l'U.E.B.L. et les Etats-Unis	—	—	+ 423
3. Solde des transactions en francs belges et en dollars U.S.A. avec ces pays (à soustraire)	— 1.865	— 3.657	— 4.100
4. Solde total des transactions en devises de ces pays ...	+ 807	— 804	— 512
5. Arbitrages des devises de ces pays contre francs belges et dollars U.S.A.	— 1.681	+ 184	— 353
6. Total égal à l'évolution des avoirs dans les devises de ces pays (1)	— 874	— 620	— 865

(1) Y compris l'évolution des engagements en francs congolais envers les pays autres que l'U.E.B.L. et les Etats-Unis.

* * *

Dans le chef de la métropole, les opérations effectuées avec les territoires d'Afrique ou pour leur compte se sont traduites en dernière analyse par un léger apport d'or, un apport considérable d'avoirs sur l'étranger et un accroissement important des engagements à court terme envers le Congo belge et le Ruanda-Urundi.

La plus grande partie des recettes nettes en devises ont été acquises sur les pays de l'Europe occidentale, actuellement membres de l'Union Européenne de Paiements. Elles s'expliquent partiellement par l'incidence des opérations avec les pays tiers financées par le système bancaire métropolitain, partiellement par les opérations d'arbitrage.

TABLEAU XIII

Incidence des transactions effectuées avec le Congo belge et le Ruanda-Urundi ou pour leur compte sur les avoirs en or et les avoirs et engagements à court terme de l'U.E.B.L. envers l'étranger

(en millions de francs)

Source : Banque du Congo Belge.

Avoirs ou engagements de l'U.E.B.L. + = accroissement des avoirs, diminution des engagements. - = diminution des avoirs, accroissement des engagements.	1948	1949	1950
1. Encaisse métallique	+ 338	+ 355	+ 169
2. Avoirs sur l'étranger :			
a) Pays membres de l'UEP.	+ 2.870	+ 3.347	+ 3.941
b) Autres pays	- 10	+ 177	+ 17
c) Total	+ 2.860	+ 3.524	+ 3.958
3. Engagements envers le Congo belge et le Ruanda-Urundi ..	- 2.426	+ 169	- 4.959
4. Solde correspondant à l'excédent (+) ou au déficit (-) de l'U.E.B.L. envers le Congo belge et le Ruanda-Urundi...	+ 772	+ 4.048	- 832

L'ordre de grandeur des chiffres implique qu'une fraction non négligeable de l'excédent structurel de l'U.E.B.L. envers les pays intéressés est due à des transactions du Congo belge et du Ruanda-Urundi avec ces mêmes pays.

Ces transactions, même lorsqu'il s'agit d'opérations commerciales, ne sont pas nécessairement enregistrées dans les statistiques douanières belgo-luxembourgeoises : elles ne le sont que dans le cas où les marchandises importées ou exportées par le Congo belge et le Ruanda-Urundi ont passé par le territoire métropolitain et ont été recensées dans le commerce spécial de l'U.E.B.L. Elles ne le sont pas lorsqu'il y a eu commerce direct entre les territoires coloniaux et l'étranger ou lorsque les marchandises ont traversé la métropole sous régime de transit.

L'examen des comptes des territoires d'Afrique fournit donc un complément d'information utile sur les facteurs explicatifs de l'évolution de la position de l'U.E.B.L. vis-à-vis des pays de l'Europe occidentale.

LES INVESTISSEMENTS BELGES ET ÉTRANGERS AU CONGO

La présente information a pour but d'évaluer les sommes investies au Congo belge par la Belgique et par l'étranger depuis la création de l'Etat indépendant jusqu'à la fin de 1950. Les investissements financés au moyen des fonds propres de la Colonie n'ont pas été pris en considération. Toutefois, ainsi qu'il apparaîtra plus loin, ils n'ont pas toujours pu être éliminés entièrement de nos évaluations. Dans la mesure du possible, il a été fait une distinction entre les investissements belges d'une part et les investissements étrangers de l'autre.

SECTEUR PUBLIC

Notre évaluation des sommes investies dans le secteur public (1) est basée sur l'évolution de la Dette publique du Congo belge. Cette base, bien que la seule possible, est loin d'être entièrement satisfaisante.

Un certain nombre de transferts en provenance de la Belgique et de l'étranger, dont a bénéficié le Trésor colonial, n'apparaissent pas, en effet, aux situations de la Dette publique. C'est le cas, notamment, de l'emprunt à lots de 1888 (montant en circulation au 31 décembre 1949 : 77 millions) dont la charge n'incombe pas au Trésor colonial. Il en est de même des deux prêts consentis sans intérêts par la Belgique au Congo en 1890 et 1895. Enfin, la Belgique a accordé à diverses reprises au Congo des dons purs et simples. De 1933 à 1937, par exemple, un crédit important fut inscrit annuellement au budget métropolitain du Ministère des Colonies, à titre de subvention au Congo belge.

Même les chiffres de la Dette publique n'ont pu être utilisés tels quels.

Certaines augmentations de la Dette n'ont pas entraîné de rentrées de fonds correspondantes pour la Trésorerie du Congo. La partie de la Dette 4 p. c. 1937, émise en échange des dettes obligataires du Chemin de fer du Congo, a pour cette raison été éliminée. A également été éliminée la part de la Dette

4 p. c. 1936, remise aux porteurs d'anciens emprunts convertis, en compensation de la réduction du taux d'intérêt. Il a cependant été tenu compte des amortissements de ces deux emprunts, car ils ont donné lieu à des décaissements effectifs de la part du Trésor colonial.

Comme les investissements belges et étrangers sont les seuls qui nous intéressent ici, les émissions et les amortissements des emprunts placés sur le marché congolais ont été négligés. Il s'agit de la Dette perpétuelle de 1948, attribuée à titre de dotation au Fonds du Bien-Etre Indigène (1.000 millions) et à l'Institut pour la Recherche scientifique en Afrique centrale (200 millions), des Bons du Trésor d'un montant d'un milliard attribués, également à titre de dotation, au Fonds du Bien-Etre Indigène, et de divers emprunts en francs congolais émis en 1949 et 1950.

Par contre, l'Emprunt britannique de £ 3,6 millions a été maintenu par nous jusqu'à la fin de la période sous revue, bien qu'il ait cessé de figurer depuis 1937 aux situations de la Dette publique, le paiement des intérêts ayant été suspendu.

Aux situations de la Dette publique, les émissions et amortissements d'emprunts sont comptabilisés au pair des valeurs nominales. Pour obtenir le montant exact des fonds que le Trésor colonial a reçus et décaissés, il eût fallu comptabiliser les émissions aux prix d'émission et majorer les amortissements des primes de remboursement. Il n'a pas été possible d'apporter ces corrections aux chiffres de la Dette publique et il en résulte une certaine surévaluation de nos estimations.

Dans le cas du secteur public, une distinction a pu être faite entre les investissements belges et les investissements étrangers.

Ont été considérés comme investissements étrangers, les emprunts coloniaux libellés en devises étrangères et la part des emprunts belges libellés en devises étrangères, cédée sous forme de francs belges à la Colonie. Ces derniers emprunts comprennent des emprunts en dollars contractés en 1925 et un emprunt en francs français contracté en 1932. Tous les autres emprunts ont été considérés comme investissements belges.

(1) Cette évaluation porte uniquement sur les investissements effectués au Congo belge, à l'exclusion de ceux effectués au Ruanda-Urundi.

Il va sans dire, cependant, que les résultats obtenus de la sorte sont fort approximatifs. Tout d'abord, une partie de la dette coloniale est sans aucun doute détenue par des résidents coloniaux. Nous n'avons pu, en effet, éliminer que les emprunts dont l'émission avait été souscrite intégralement au Congo belge. De plus, les emprunts libellés en devises peuvent être détenus par des Belges et les emprunts libellés en francs belges par des étrangers.

Sous ces réserves, voyons quels ont été les résultats obtenus par la méthode d'évaluation décrite ci-dessus. Ils sont consignés année par année au Tableau-Annexe 1. En vue de les rendre comparables, nous les avons exprimés en francs-or, au moyen d'un indice des prix de gros. Toutefois, comme il n'existe pas de statistique complète de la Dette coloniale pour les années 1919 et antérieures, l'ensemble de la Dette existant à fin 1920 a dû être considéré comme représentant le montant, en francs-or, des investissements belges et étrangers dans le secteur public jusqu'à cette date. Comme divers emprunts ont été émis par la Colonie après 1914, à une époque où le franc avait déjà subi une certaine dépréciation, cette façon de procéder a pour effet de surévaluer les investissements véritables.

Les résultats auxquels nous arrivons pour l'ensemble de la période depuis la création de l'Etat indépendant jusqu'à fin 1950, sont les suivants :

	Francs-or
Sommes investies dans le secteur public par des Belges	759,4 millions
Sommes investies dans le secteur public par des étrangers	203,0 »
Total :	962,4 millions

Ces chiffres, ou tout au moins le chiffre global et celui des sommes investies par des Belges, sont très probablement inférieurs à la réalité. Car la surévaluation résultant de la comptabilisation au pair des émissions et des amortissements, de l'inclusion d'une partie de la Dette coloniale détenue au Congo et de la présomption que le franc n'a pas subi de dépréciation avant la fin de 1920, doit être plus que compensée par l'exclusion des transferts qui n'ont pas trouvé leur contrepartie dans une augmentation de la Dette publique.

Il est intéressant d'examiner de quelle manière le montant des investissements a fluctué au cours de la période sous revue.

Pendant la période d'entre-deux-guerres, les sommes investies par des Belges et des étrangers ont atteint leur montant le plus élevé entre 1929 et 1933. Le produit de l'augmentation de la Dette au cours de ces cinq années a cependant dû servir en grande partie, non à des investissements véritables, mais à

assurer l'équilibre des finances publiques coloniales, grandement compromis par la crise mondiale.

Par contre, l'aisance de sa Trésorerie depuis le début de la seconde guerre mondiale a permis à la Colonie d'amortir une partie de sa dette vis-à-vis de la Belgique. Ces amortissements ont atteint leur montant le plus élevé en 1947, lorsque le Trésor belge a remboursé au Trésor colonial les dépenses de souveraineté assumées par le Congo pendant la guerre pour compte de la Belgique.

L'importance des sommes investies dans le secteur public par des Belges et des étrangers en 1950 reflète la mise en exécution du Plan décennal.

SECTEUR PRIVE

Notre évaluation des sommes investies dans le secteur privé est basée sur les émissions d'actions et d'obligations par les sociétés coloniales (1).

Pour la période allant jusqu'à 1918, il n'existe aucun relevé des émissions. L'évaluation des sommes investies pendant cette période a été basée sur les renseignements que fournit le *Recueil financier* de 1919 concernant les différentes sociétés coloniales. La matière statistique n'ayant pas subi une première élaboration, comme c'est le cas de celle utilisée pour les années ultérieures, il a été possible d'isoler partiellement pour cette période les souscriptions effectuées par la Colonie (Gouvernement et sociétés privées) et celles effectuées par des étrangers.

Pour la période 1919-1926, il a été fait usage de la statistique des émissions établie par la Banque d'Outremer.

Pour la période 1927-1950, il a été fait usage de la statistique des émissions établie d'abord par la Banque Nationale et, plus tard, par l'Institut National de Statistique.

Cette dernière statistique étant, tout au moins pour les années 1931 et suivantes, plus complète que celle de la Banque d'Outremer, les sommes investies dans le secteur privé ont pu être calculées avec un peu plus de précision pour la période 1931-1950 que pour la période 1919-1930.

a) Période jusqu'à 1918

Pour chaque société coloniale mentionnée au *Recueil financier* de 1919, les données suivantes ont été relevées :

1. Montant nominal du capital à fin 1918 majoré des

(1) Les investissements effectués par voie d'autofinancement n'ont pas été pris en considération, car ils constituent des investissements financés au moyen des fonds propres de la Colonie. Les évaluations que nous donnons ci-dessous sont donc loin de couvrir toutes les sommes investies au Congo dans le secteur privé. Ainsi qu'il a déjà été dit, elles ne couvrent, ou tout au moins visent à ne couvrir, que les sommes investies par la Belgique et l'étranger.

réductions de capital effectuées antérieurement à cette date sans remboursement aux actionnaires. En d'autres termes, montant nominal des actions émises jusqu'en 1918, diminué des remboursements aux actionnaires;

2. Fonds souscrits mais non encore appelés à la dernière date connue;

3. Primes d'émission.

La somme des postes 1. et 3., diminuée du poste 2., donne le montant investi sous forme d'actions dans chaque société. Les « montants investis » dans toutes les sociétés coloniales mentionnées au *Recueil financier* de 1919 fournissent une évaluation des sommes investies sous forme d'actions au Congo belge jusqu'en 1918.

Cette évaluation n'est qu'approximative pour diverses raisons :

1. Elle ne tient pas compte des sommes investies dans les sociétés dont la liquidation aurait été clôturée avant 1919 et dont les actionnaires n'auraient pas été intégralement remboursés.

2. Le montant des fonds souscrits mais non encore appelés a été relevé au bilan des sociétés où il figure généralement à l'actif sous la rubrique « actionnaires ». Or, par suite de l'interruption des communications entre la Belgique et la Colonie, beaucoup de sociétés ayant leur siège d'exploitation au Congo ont suspendu la publication de leur bilan pendant les années de guerre. Le dernier bilan de certaines sociétés mentionnées au *Recueil financier* de 1919 remonte en fait au 31 décembre 1912. Pour toutes les sociétés dont le bilan au 31 décembre 1918 ne figure pas au *Recueil financier*, des appels de fonds ont pu avoir lieu entre la date de publication du dernier bilan et le 31 décembre 1918. Dans la mesure où pareils appels de fonds ont eu lieu, notre évaluation des sommes investies sous forme d'actions jusqu'en 1918 est inférieure à la réalité.

3. La méthode suivie suppose que la valeur de la monnaie n'a pas varié entre la création de l'Etat indépendant et 1918. Cette hypothèse est approximativement valable pour la période allant jusqu'au début de la première guerre mondiale. Elle ne l'est plus pour la période 1914-1918.

L'imprécision que les faits mentionnés sous 2 et 3 introduisent dans notre évaluation est cependant minime du fait que la création de sociétés nouvelles, les augmentations et réductions de capital et les appels de fonds se sont, en raison des circonstances, limités à fort peu de chose au cours de la période 1914-1918.

Sous ces différentes réserves, les sommes investies au Congo belge sous forme d'actions jusqu'en 1918 peuvent être évaluées comme suit :

en milliers de francs

Montant nominal des actions émises moins remboursements aux actionnaires	360.815
moins :	
Fonds non encore appelés	— 43.833
plus :	
Primes d'émission	+ 10.842
<hr/>	
Total des sommes investies au Congo belge sous forme d'actions jusqu'en 1918	327.824

Des appels de fonds sur actions émises au cours de la période sous revue ont pu avoir lieu après 1918, mais les versements ont alors été effectués en francs d'après-guerre. Traduits en francs-or, ces versements n'ont donc pas pu dépasser 6 à 7 millions. La correction qui devrait être apportée de ce chef à notre évaluation ne pourrait donc être au maximum que d'un ou deux pour cent.

Les sommes investies sous forme d'actions ne l'ont pas toutes été en espèces. Jusqu'en 1918, des actions pour un montant libéré de 18.264.000 francs ont été émises contre apports. Une partie de ce montant devrait pour bien faire être soustraite de l'évaluation de 327.824.000 francs. En effet, si certains apports représentent le produit de sommes investies en espèces dans le passé, d'autres n'ont même pas nécessité un investissement-travail antérieur, tels, par exemple, les « droits » accordés à la Société Internationale Forestière et Minière du Congo, par l'Etat qui recevait en échange des actions entièrement libérées d'une valeur nominale de 4 millions.

Il ne semble pas cependant que notre évaluation des sommes investies dans le secteur privé puisse être sérieusement faussée par l'inclusion de l'entière des apports. En effet :

1. Les actions émises contre apports ne représentent qu'un peu plus de 5 p. c. de l'ensemble des actions émises par les sociétés coloniales.

2. Certains apports représentent en fait le produit de sommes investies en espèces dans le passé.

3. Certains apports, et parmi eux des apports représentant le produit de sommes investies en espèces dans le passé et qui devraient donc logiquement être inclus dans notre évaluation des sommes investies dans le secteur privé, se sont faits contre remise d'actions sans valeur nominale, et ne sont par conséquent compris ni dans le chiffre de 18.264.000 fr. cité ci-dessus pour les apports, ni dans celui de 327.824.000 francs cité pour les sommes investies au Congo belge sous forme d'actions.

Les sommes investies sous forme d'actions ont dépassé les dix millions dans le cas de six sociétés.

Ces sociétés, avec les sommes investies dans chacune d'elles, sont par ordre d'importance :

en milliers de francs

Compagnie des Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs africains	74.585
Compagnie du Chemin de fer du Katanga	61.100 (1)
Compagnie du Chemin de fer du Congo	29.297
Huileries du Congo belge	20.999
Union minière du Haut-Katanga (dont 7,5 millions de primes d'émission)	20.000
Compagnie belge maritime du Congo	12.000

Les sommes investies dans ces six sociétés s'élèvent au total à 217.981.000 francs, soit aux deux tiers environ de toutes les sommes investies au Congo sous forme d'actions jusqu'en 1918.

Sur les 327.824.000 francs investis au Congo belge sous forme d'actions jusqu'en 1918,

24.727.000 francs ont été investis par des étrangers,
30.449.000 francs ont été investis par des sociétés coloniales,

75.590.000 francs ont été investis par le Gouvernement du Congo.

Ces chiffres appellent deux remarques :

1. Ils constituent des minima. En effet, la liste des souscripteurs n'est pas fournie pour toutes les émissions et elle est souvent incomplète.

2. Ils reflètent presque exclusivement la situation au moment des émissions. Les transferts qui ont eu lieu par la suite ne sont pas connus, à quelques rares exceptions près.

Les sommes que la Belgique a investies au Congo jusqu'en 1918, sous forme d'actions, se sont donc élevées au maximum à 197.058.000 francs.

Certaines sociétés coloniales ont procédé à des émissions d'obligations au cours de la période allant jusqu'à 1918. A fin 1913, la dette obligataire des sociétés coloniales s'élevait au total à 88.693.000 francs (2). Pour évaluer avec précision les sommes investies dans le secteur privé sous forme d'obligations, il aurait fallu déduire du chiffre de 88.693.000 francs, les amortissements postérieurs à 1913. Il n'a malheureusement pas été possible d'opérer cette déduction. Toutefois, comme les amortissements dont il n'a pas été tenu compte se sont effectués en francs dépréciés, la surévaluation qu'entraîne leur inclusion dans les sommes investies dans le secteur privé est moins importante qu'il pourrait sembler à première vue.

(1) Fin 1913.

(2) La Compagnie du Chemin de fer du Congo a, de plus, émis pour 10 millions d'obligations en 1918.

A la veille de la première guerre mondiale, la Compagnie du Chemin de fer du Congo était la société coloniale dont la dette obligataire était le plus considérable : 65.065.500 francs.

En résumé, les sommes investies dans le secteur privé, sous forme d'actions et d'obligations, jusqu'en 1918, se sont élevées à :

327.824.000 francs sous forme d'actions;
88.693.000 francs sous forme d'obligations,
————— soit au total à
416.517.000 francs.

Dans ce montant, les investissements étrangers interviennent pour un montant minimum de 24.727.000 francs et les investissements belges pour un montant maximum de 285.751.000 francs.

b) Période depuis 1919

Pour la période depuis 1919, la méthode qui a servi à évaluer les sommes investies dans le secteur privé a été la suivante :

Le montant des émissions d'actions d'affaires nouvelles et des augmentations de capital a été relevé pour chacune des années 1919 à 1950.

Il en a été déduit les apports en nature et le montant des réserves incorporées au capital.

Il y a été ajouté les primes d'émission.

Il y a été ajouté les émissions d'obligations, déduction faite le cas échéant des emprunts de conversion.

Les chiffres obtenus de la sorte pour chacune des années 1919 à 1950 fournissent la meilleure évaluation possible des sommes investies dans le secteur privé au cours de ces années, exprimées en termes de la monnaie de l'année d'investissement.

Ils ont été exprimés en francs-or au moyen d'un indice des prix de gros sur base 1914 = 100.

Pour les années 1931 à 1950, deux évaluations ont été établies, l'une basée sur le montant nominal, l'autre sur le montant libéré des émissions d'actions. Pour les années 1919 et 1927 à 1930, le montant nominal est seul connu, tandis que pour les années 1920 à 1926, les statistiques de la Banque d'Outremer sont apparemment basées sur les montants libérés.

Voyons maintenant comment se justifie la méthode décrite ci-dessus et quelles sont ses limitations.

Sociétés dont les émissions ont été relevées

Les statistiques de la Banque d'Outremer (années 1919 à 1926) portent sur les sociétés anonymes et les sociétés coopératives belges, à l'exclusion des sociétés en commandite ou en nom collectif. Les statistiques de la Banque Nationale et de l'Institut National de Statistique (années 1927 à 1950) portent tant sur les sociétés anonymes que sur les sociétés en commandite par actions, et à partir de 1935, date de créa-

tion de cette forme de société, sur les sociétés de personnes à responsabilité limitée. Elles ne portent, par contre, sur les coopératives et unions du crédit que pour les années 1927 à 1930. Toutefois, les émissions des coopératives et unions du crédit coloniales sont tellement faibles que l'erreur qui résulte de leur exclusion, à partir de 1931, est négligeable.

Pour les années 1919-1930, le relevé statistique n'a pas porté exclusivement sur les sociétés ayant leur siège d'exploitation au Congo belge, mais sur l'ensemble des « valeurs coloniales » pour les années 1919-1926 et sur les « plantations et sociétés coloniales » pour les années 1927-1930. Toutefois, la surévaluation qui résulte de cette inclusion des émissions des sociétés coloniales non congolaises est peu importante, comme le montre une comparaison entre les émissions des « plantations et sociétés coloniales » et celles des « sociétés exerçant leur activité au Congo » pour les années où les deux statistiques ont été établies.

Constitutions de sociétés et augmentations de capital

(Montant nominal
en millions de francs de l'année d'émission)

Année	Plantations et sociétés coloniales	Sociétés exerçant leur activité au Congo belge
1929.....	1.433	1.406
1930.....	489	489
1931.....	597	597
1932.....	142	136
etc.	etc.	etc.

Déduction des apports

On notera que les apports ont été déduits pour la période depuis 1919 alors qu'ils ne l'avaient pas été pour la période jusqu'à 1918. Cette différence de méthode s'explique comme suit.

Les apports peuvent provenir soit de particuliers, soit de sociétés. Parmi les apports de sociétés, un cas très spécial et fort important est celui de l'apport par une société de son actif net à une autre société comme cela a lieu lors de la fusion de deux sociétés ou lors de la transformation d'une société d'un type donné en une société d'un autre type (transformation par exemple d'une société de droit belge en une société de droit congolais). En pareil cas, l'apport correspond *grosso modo* au capital émis par la société apportatrice depuis sa fondation. Il est clair qu'il ne peut être question de comptabiliser à la fois cet apport et ce capital, car ils ne représentent à eux deux qu'un seul investissement.

Pour la période jusqu'en 1918, les émissions des sociétés ayant fait apport de leur actif net à d'autres sociétés n'ont pas été comptabilisées, puisque ces sociétés ayant par définition été dissoutes, elles ne figuraient plus au *Recueil financier* de 1919. Leurs apports (actifs nets) devaient donc être compris dans les émissions des sociétés existant en 1919.

Au contraire, pour la période depuis 1919, toutes les émissions ont été relevées, même celles des sociétés qui avaient cessé d'exister à fin 1950. Sous peine de comptabiliser deux fois ce qui ne constitue qu'un seul investissement, il faut donc soustraire des émissions effectuées par les sociétés au cours des années 1919-1950 celles qui se sont faites contre l'apport de l'actif net d'autres sociétés. Comme il n'est pas possible de distinguer cette espèce d'apports des autres types d'apports, et comme, d'autre part, ces derniers ne représentent pas tous la contrepartie de sommes investies en espèces dans le passé, nous avons soustrait tous les apports des émissions de la période 1919-1950.

Déduction des réserves incorporées au capital

Les incorporations de réserves au capital ont surtout eu lieu au cours des années d'après-guerre en vue de rétablir entre le capital nominal et la valeur réelle des entreprises, la concordance qui avait été rompue par l'inflation des années de guerre. Comme nous avons déjà éliminé les effets des variations survenues dans la valeur du franc en exprimant en francs-or les émissions de chaque année, ce serait procéder à une double réévaluation que d'inclure dans les émissions celles qui n'ont eu d'autre but que de compenser la dépréciation de la monnaie.

Emissions d'obligations

Pour les années 1919 et 1927 et suivantes, seul le montant nominal des émissions d'obligations est connu. Ce montant nominal peut naturellement différer en plus ou en moins des sommes effectivement souscrites, lorsque l'émission ne s'est pas faite au pair. L'erreur qui résulte de cette divergence est probablement minime.

Une disparité beaucoup plus sérieuse résulte du fait qu'il n'a pas été possible de tenir compte des amortissements, sauf, pour les années 1937 et suivantes, dans les cas où l'amortissement s'est fait par voie d'émission d'un emprunt de conversion.

Il s'ensuit que notre évaluation des sommes investies dans le secteur privé sous forme d'obligations, au cours de la période 1919-1950, est sensiblement supérieure à la réalité. Cette surévaluation ne peut cependant sérieusement vicier notre évaluation globale des

sommes investies au cours de la période 1919-1950, car les émissions d'obligations des sociétés coloniales, au cours des années 1920-1947, ne se sont élevées qu'à 69 millions de francs-or.

Evaluations basées sur le montant nominal et évaluations basées sur le montant libéré des émissions d'actions

Pour arriver à une évaluation exacte des sommes investies, au cours d'une année donnée, il faudrait ajouter au montant libéré des actions émises au cours de l'année, les appels de fonds sur émissions effectuées au cours des années antérieures. Les appels de fonds ne sont malheureusement pas connus séparément pour les sociétés qui exercent leur activité au Congo. La méthode qui vient d'être décrite est donc inapplicable et l'on se trouve placé devant le dilemme suivant : ou bien baser l'évaluation des sommes investies sur le montant libéré, auquel cas on sous-estime manifestement la réalité, puisqu'on ne tient aucun compte des appels de fonds; ou bien baser l'évaluation sur le montant nominal, auquel cas on surestime non moins certainement la réalité, car d'une part, certaines souscriptions peuvent ne jamais être appelées ou ne pas encore avoir été appelées à fin 1950 et, d'autre part, les souscriptions peuvent être appelées à un moment où la monnaie n'a plus la même valeur qu'à l'époque de l'émission.

Pour les années 1919-1930, le montant nominal ou le montant libéré est seul connu, et le dilemme se trouve donc automatiquement résolu dans un sens ou dans l'autre; mais pour les années 1931-1950, où les deux montants sont connus, deux évaluations ont été établies : la première, basée sur le montant nominal, peut être considérée comme un maximum, la seconde, basée sur le montant libéré, comme un minimum.

Dissolutions, réductions de capital

Pour bien faire, il eût fallu soustraire des émissions, les remboursements dont ont bénéficié les actionnaires à l'occasion de dissolutions et de réductions de capital. Malheureusement, il n'est pas possible d'isoler les dissolutions et réductions de capital qui ont donné lieu à pareils remboursements et, en conséquence, la correction dont il vient d'être question n'a pu être apportée à notre évaluation des sommes investies dans le secteur privé entre 1919 et 1950.

Après cet examen de la méthode suivie, voyons les résultats obtenus. Ils sont consignés au Tableau-Annexe II. L'évaluation maximum des sommes inves-

ties dans le secteur privé, sous forme d'actions et d'obligations, au cours des années 1919-1950 (somme de tous les chiffres de l'avant-dernière colonne du Tableau-Annexe, et des chiffres de la dernière colonne pour les années où il ne figure aucun chiffre à l'avant-dernière colonne), est de 1.212 millions de francs-or, et l'évaluation minimum (somme de tous les chiffres de la dernière colonne du Tableau-Annexe et des chiffres de l'avant-dernière colonne pour les années où il ne figure aucun chiffre à la dernière colonne) de 1.103 millions de francs-or.

Le Tableau-Annexe II permet de suivre les fluctuations des sommes investies dans le secteur privé, d'année en année, et il est intéressant de constater que plus de la moitié des sommes investies depuis la fin de la première guerre mondiale l'ont été au cours des années 1927-1931 (évaluation maximum pour ces années : 653 millions; évaluation minimum : 638 millions).

Comme il a été dit plus haut, il n'a pas été possible d'éliminer, pour la période 1919-1950, les souscriptions effectuées par la Colonie elle-même, ni de distinguer entre les investissements belges et les investissements étrangers.

En résumé, les sommes investies dans le secteur privé, sous forme d'actions et d'obligations, depuis la création de l'Etat indépendant jusqu'à la fin de 1950, se sont élevées à

417 millions de francs-or pour la période jusqu'à 1918,
1.212 millions de francs-or pour la période depuis 1919, soit, au total, à
1.629 millions de francs-or,

sur la base de l'évaluation maximum pour les années 1931-1950, et à

417 millions de francs-or pour la période jusqu'à 1918,
1.103 millions de francs-or pour la période depuis 1919, soit, au total, à
1.520 millions de francs-or,

sur la base de l'évaluation minimum pour les années 1931-1950.

Comme ces sommes comprennent les souscriptions effectuées par le Gouvernement de la Colonie et les sociétés coloniales, elles sont quelque peu supérieures aux investissements effectués au Congo, dans le secteur privé, par des Belges et des étrangers, depuis la création de l'Etat indépendant jusqu'à la fin de 1950.

TABLEAU-ANNEXE I

Sommes investies dans le secteur public

(en millions de francs)

Sources : Annuaire statistique de la Belgique et du Congo Belge et Rapports sur l'Administration de la Colonte.

Années	Dette intérieure			Dette extérieure	Indice des prix de gros (1914=100) (1)	Dette intérieure en francs de 1914	Dette extérieure en francs de 1914	Dette totale en francs de 1914
	Consolidée	Flottante	Totale					
De l'origine à 1920..	250	8	258	171	—	258	171	429
1921.....	+ 75	—	+ 75	—	408	+ 18,4	—	+ 18,4
1922.....	...	+ 65	+ 65	—	367	+ 17,7	—	+ 17,7
1923.....	...	3	3	—	497	+ 0,6	—	+ 0,6
1924.....	— 14	+ 97	+ 83	—	573	+ 14,5	—	+ 14,5
1925.....	...	+ 42	+ 42	+ 160	558	+ 7,5	+ 28,7	+ 36,2
1926.....	+ 600	73	+ 527	...	744	+ 70,8	...	+ 70,8
1927.....	...	13	13	5	847	— 1,5	— 0,6	— 2,1
1928.....	...	62	62	3	843	— 7,4	— 0,4	— 7,8
1929.....	...	+ 202	+ 202	3	851	+ 23,7	— 0,4	+ 23,3
1930.....	...	+ 358	+ 358	3	744	+ 48,1	— 0,4	+ 47,7
1931.....	...	+ 363	+ 363	4	626	+ 58,0	— 0,6	+ 57,4
1932.....	+ 318	+ 17	+ 335	+ 296	522	+ 64,2	+ 56,7	+ 120,9
1933.....	...	+ 406	+ 406	4	501	+ 81,0	— 0,8	+ 80,2
1934.....	...	+ 15	+ 15	4	473	+ 3,2	— 0,8	+ 2,4
1935.....	+ 443	396	+ 47	5	537	+ 8,8	— 0,9	+ 7,9
1936.....	...	+ 50	+ 50	5	588	+ 8,5	— 0,9	+ 7,6
1937.....	+ 580	580	—	7	684	—	— 1,0	— 1,0
1938.....	+ 378	77	+ 301	418	630	+ 47,8	— 66,4	— 18,6
1939.....	— 14	+ 61	+ 47	8	649	+ 7,2	— 1,2	+ 6,0
1940.....	— 9	+ 46	+ 37	8	875	+ 4,2	— 0,9	+ 3,3
1941.....	...	+ 42	+ 42	8	981	+ 4,3	— 0,8	+ 3,5
1942.....	— 16	7	23	9	1.055	— 2,2	— 0,9	— 3,1
1943.....	— 17	4	21	9	1.102	— 1,9	— 0,8	— 2,7
1944.....	— 1	141	142	10	1.152 (2)	— 12,3	— 0,9	— 13,2
1945.....	— 35	392	427	10	1.597	— 26,7	— 0,6	— 27,3
1946.....	— 19	24	43	10	1.845	— 2,3	— 0,5	— 2,8
1947.....	— 2.219	+ 625	— 1.594	11	2.275	— 70,1	— 0,5	— 70,6
1948.....	— 17	125	142	11	2.467	— 5,8	— 0,4	— 6,2
1949.....	— 18	500	518	12	2.346	— 22,1	— 0,5	— 22,6
1950.....	+ 2.289	+ 1.795	+ 4.084	+ 683	2.454	+ 166,4	+ 27,8	+ 194,2
Total...						759,4	203,0	962,4

(1) 1921-1940 et 1947-1950 : Indice des prix de gros du Ministère des Affaires économiques.
1941-1946 : Estimation.

(2) Moyenne des huit premiers mois.

TABLEAU-ANNEXE II

Sommes investies dans le secteur privé au cours des années 1919-1950

(en millions de francs)

Sources : 1919 à 1926 : Banque d'Outremer.
1927 à 1950 : Banque Nationale de Belgique et Institut National de Statistique.

Années	Constitutions de sociétés et augmentations de capital		Apports en nature et réserves incorporées au capital	Primes d'émission	Souscriptions en espèces à des actions et à des obligations					Indice des prix de gros (1914 = 100) (1)	Total des souscriptions en espèces à des actions et à des obligations en francs de 1914	
	Montant nominal	Montant libéré			à des actions		à des obligations	Total			(11) = $\frac{(8)}{(10)} \times 100$	(12) = $\frac{(9)}{(10)} \times 100$
					Montant nominal	Montant libéré		(8) = (5) + (7)	(9) = (6) + (7)			
	(1)	(2)			(3)	(4)	(5) = (1) - (3) + (4)	(6) = (2) - (3) + (4)	(7)		(8) = (5) + (7)	(9) = (6) + (7)
1919..								30		484	6	
1920..						76	5		81	857		9
1921..						23	—		23	408		6
1922..						155	70		225	367		61
1923..						61	—		61	497		12
1924..						170	—		170	573		30
1925..						367	—		367	558		66
1926..						474	—		474	744		64
1927..	1.485		591		894		51	945		847	112	
1928..	1.641		126		1.515		—	1.515		843	180	
1929..	1.433		103		1.330		—	1.330		851	156	
1930..	489		26		463		276	739		744	99	
1931..	597	505	—	40	637	545	24	661	569	626	106	91
1932..	136	92	51	25	110	66	17	127	83	532	24	16
1933..	133	120	38	—	95	82	—	95	82	501	19	16
1934..	187	178	165	3	25	16	—	25	16	473	5	3
1935..	74	64	9	—	65	55	—	65	55	537	12	10
1936..	69	36	22	—	47	14	—	47	14	588	8	2
1937..	237	213	50	193	380	356	—	380	356	684	56	52
1938..	69	53	36	—	33	17	—	33	17	630	5	3
1939..	88	67	40	—	48	27	—	48	27	649	7	4
1940..	10	10	4	—	6	6	—	6	6	875	1	1
1941..	2	2	—	—	2	2	—	2	2	981	—	—
1942..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1.055	—	—
1943..	60	60	58	30	32	32	—	32	32	1.102	3	3
1944..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1.152 (2)	—	—
1945..	17	16	—	—	17	16	—	17	16	1.597	1	1
1946..	608	443	231	—	377	212	—	377	212	1.845	20	11
1947..	1.475	1.308	1.063	6	418	251	—	418	251	2.275	18	11
1948..	3.938	3.441	2.956	—	982	485	40	1.022	525	2.467	41	21
1949..	1.158	891	639	—	519	252	126	645	378	2.346	27	16
1950..	2.517	2.097	1.184	54	1.387	967	27	1.414	994	2.454	58	41

(1) 1919-1940 et 1947-1950 : Indice des prix de gros du Ministère des Affaires économiques.
1941-1946 : Estimation.

(2) Moyenne des huit premiers mois.

BIBLIOGRAPHIE SUR LA SITUATION MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE DE LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* de février 1952. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions, ni les sources statistiques.

1. MONNAIE — BANQUE.

DELMOTTE, L. De Belgische geld- en kapitaalmarkt in Januari 1952. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXVII, n° 1844, 27 février 1952, pp. 159-164.*)

EVERAERT, G. Quelques traits saillants de la physionomie actuelle des Banques belges. (*Conférences du Centre d'études bancaires, Cahier n° 43, Bruxelles, Bruylant, janvier 1952, pp. 27-46.*)

La position du franc belge. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, VII, n° 10, 9 mars 1952, pp. 73-74, 79-80.*)

LEEMAN, A. Kanttekeningen bij een paar belangrijke verslagen. (*De Gids op maatschappelijk Gebied, Bruxelles, XLIII, n° 1, janvier 1952, pp. 93-99.*)

Un nouvel accord de paiement entre l'Union belgo-luxembourgeoise et la Suisse. (*Bulletin officiel de la Chambre de Commerce belgo-luxembourgeoise en Suisse, Lausanne, n° 22, 1^{er} trimestre 1952, pp. 4-10.*)

WOITRIN, M. La conjoncture économique de la Belgique. (*Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales, Université catholique de Louvain, XVIII, n° 2, mars 1952, pp. 119-148.*)

2. BOURSE — EPARGNE.

DELMOTTE, L. De Belgische geld- en kapitaalmarkt in Januari 1952. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXVII, n° 1844, 27 février 1952, pp. 159-164.*)

Investeringen in België na 1945. (*Economische Voorlichting, La Haye, XLVI, n° 7, 15 février 1952, pp. 5-6.*)

Statistique des bilans des sociétés hypothécaires, d'épargne et de capitalisation, 1949-1950. (*Bulletin de Statistique, publié par l'Institut National de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXVIII, n° 1, janvier 1952, pp. 137-144.*)

3. PRIX — SALAIRES.

Indemnisation des chômeurs exerçant une profession accessoire ou cohabitant avec un travailleur indépendant. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VII, n° 10, 6 mars 1952, pp. 556-564.*)

PULINCKX, R. Les bénéfiques capitalistes. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VII, n° 9, 28 février 1952, pp. 457-462.*)

WOITRIN, M. Termes d'échange et balance commerciale. Le rôle des variations des prix et volumes d'échange internationaux dans le déficit ou le boni commercial de la Belgique de 1949 à 1951. (*Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales, Université catholique de Louvain, XVIII, n° 1, février 1952, pp. 69-107.*)

4. BUDGET — FINANCES PUBLIQUES.

BORREMANS, P. Hoge contrôle op de openbare gelden in België en in het buitenland. (*Tijdschrift voor Bestuurswetenschappen, Bruxelles, VI, n° 5-6, septembre-novembre 1951, pp. 392-400.*)

BULTYNCK, P. Surtaxation, collectivisme et... équité. (*Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers, Anvers, XLVIII, n° 2, février 1952, pp. 93-103.*)

Financement des commandes de l'Etat. (*Bulletin hebdomadaire d'Information et de Liaison de la Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications métalliques, Fabrimétal, Bruxelles, n° 296, 25 février 1952, pp. 158-166.*)

5. ORGANISMES FINANCIERS REGIS PAR DES DISPOSITIONS LEGALES PARTICULIERES OU PLACES SOUS LA GARANTIE OU LE CONTROLE DE L'ETAT.

L'Office des Chèques postaux. (*Organisation scientifique, Bruxelles, XXVI, n° 2, février 1952, pp. 57-66.*)

6. RECONSTRUCTION — REEQUIPEMENT.

BEKAERT, L.-A. Het vraagstuk der industrialisatie in West-Vlaanderen. (*De christelijke Werkgever, Bruxelles, VIII, n° 2, février 1952, pp. 90-99.*)

Impôts sur les revenus. Amortissements. (Circulaire n° 527, du 31 octobre 1951.) (*Bulletin des Contributions directes, Ministère des Finances, Bruxelles, n° 275, janvier 1952, pp. 3-8.*)

Investerings in België na 1945. (*Economische Voorlichting, La Haye, XLVI, n° 7, 15 février 1952, pp. 5-6.*)

Provincie West-Vlaanderen. Provinciale wedstrijd voor economische monographieën, 1951. Samenvattend overzicht van de bijzonderste suggesties voorgedragen door de deelnemers. (*Bruges, Verbeke-Loys, 1951, 38 p.*)

7. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES.

GORDON, G. Trade turning points. (*British Chamber of Commerce in Belgium, monthly Journal, XXV, n° 2, février 1952, pp. 51-55.*)

Increasing strain within the E.P.U. (*The Statist, Londres, CLV, n° 3859, 23 février 1952, pp. 260-261.*)

L'Union Européenne des Paiements. (*Chronique de Politique étrangère, Bruxelles, V, n° 1, janvier 1952, pp. 23-43.*)

The payments crisis and European co-operation. (*The Statist, Londres, CLV, n° 3860, 1^{er} mars 1952, pp. 299-300.*)

Un nouvel accord de paiement entre l'Union belgo-luxembourgeoise et la Suisse. (*Bulletin officiel de la Chambre de Commerce belgo-luxembourgeoise en Suisse, Lausanne, n° 22, 1^{er} trimestre 1952, pp. 4-10.*)

9. PLAN SCHUMAN.

CLAESSENS, H.-M. La liquidation de l'Union Européenne des Paiements. (*Industrie, revue de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VI, n° 2, février 1952, pp. 86-89.*)

Coal for Europe. (*Monthly report for the public advisory Board, Mutual Security Agency, Washington, 31 octobre 1951, pp. 1-16.*)

La production houillère en Belgique et en Allemagne occidentale. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, VII, n° 9, 2 mars 1952, pp. 65-66, 72.*)

Le plan Schuman. Analyse du projet. Signature. Ratification. (*Archives politiques, économiques et sociales, Paris, VIII, n° 4, 29 février 1952, Document n° 1046, 6 p.*)

Les houillères belges et allemandes et le plan Schuman. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, VII, n° 8, 24 février 1952, pp. 57-58, 64.*)

PHILIP, A. Pour une communauté européenne réelle. Le plan Schuman. (« *Mouvement européen* », Gand, Snoeck, Ducaju & fils, 1951, 46 p.)

Position de la Fédération nationale des Chambres de Commerce et d'Industrie de Belgique vis-à-vis du Plan Schuman. (*Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers, Anvers, XLVIII, n° 2, février 1952, p. 111.*)

SAUVY, A. Le plan Schuman et l'économie européenne. (*Revue d'Economie politique, Paris, LXI, novembre-décembre 1951, pp. 899-915.*)

URI, P. Der Schuman-Plan und gewisse Probleme der internationalen Volkswirtschaftslehre. (*Zeitschrift für Nationalökonomie, Vienne, Band XIII, Heft 3, 1952, pp. 367-376.*)

van der REST, P. Le plan Schuman, problème vital pour la Belgique. (*L'Ossature métallique, Bruxelles, XVII, n° 2, février 1952, pp. 57-66.*)

10. **GENERALITES.**

Aperçu de la situation économique en janvier 1952
(*Bulletin de la Fédération des Industries belges*,
Bruxelles, VII, n° 7, 14 février 1952, pp. 389-
392.)

Conjunctuuroverzicht van België. (*Economische Voor-
lichting*, La Haye, XXXVI, n° 9, 29 février 1952,
pp. 1-2.)

Etude des secteurs favorisés par les exportations au
cours des derniers mois. (*Bulletin du Service*

des Etudes et de la Documentation générale,
Ministère des Affaires économiques et des
Classes moyennes, Bruxelles, n° 1, janvier 1952,
pp. 26-44.)

La situation économique au 20 décembre 1951.
(*Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers*,
Anvers, LXVIII, n° 2, février 1952, pp. 84-91.)

WOITRIN, M. La conjoncture économique de la Bel-
gique. (*Bulletin de l'Institut de Recherches éco-
nomiques et sociales*, Université catholique de
Louvain, XVIII, n° 2, mars 1952, pp. 119-148.)

LÉGISLATION ÉCONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au *Moniteur belge*, au cours du mois précédant celui de la parution du *Bulletin*.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

- I. — *Législation économique générale*
- II. — *Législation relative aux finances publiques (y compris les lois budgétaires), législation monétaire, bancaire et financière*
- III. — *Législation agricole*
- IV. — *Législation industrielle*
- V. — *Législation du travail*
- VI. — *Législation relative au commerce intérieur*
- VII. — *Législation relative au commerce extérieur*
- VIII. — *Législation des transports*
- IX. — *Législation relative aux prix et aux salaires*
- X. — *Législation sociale (pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers)*
- XI. — *Législation en matière de dommages de guerre*

I — LEGISLATION ECONOMIQUE GENERALE

Accord international

pour la réglementation de la production et de l'écoulement du sucre sur le marché et protocole signés à Londres, le 6 mai 1937. — Huitième et neuvième protocoles de prolongation, signés à Londres, les 31 août 1950 et 31 août 1951 (*Moniteur*, 14 février 1952, p. 926).

Arrêté ministériel du 21 janvier 1952

prescrivant l'établissement d'une statistique périodique des commandes de produits destinés aux forces armées étrangères (*Moniteur*, 1^{er} février 1952, p. 683).

II — LEGISLATION RELATIVE AUX FINANCES PUBLIQUES (Y COMPRIS LES LOIS BUDGETAIRES), LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

Loi du 28 décembre 1951

portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le capital, signée à La Haye, le 25 septembre 1948 (*Moniteur*, 13 février 1952, p. 906).

d'éviter la double imposition en matière d'impôts sur le capital, signée à Luxembourg, le 9 octobre 1948 (*Moniteur*, 13 février 1952, p. 908).

Arrêté royal du 8 janvier 1952

fixant les conditions d'intérêt et de remboursement de nouveaux capitaux mis à la disposition de la Société nationale de la Petite Propriété terrienne en 1951 (*Moniteur*, 20 février 1952, p. 692).

Loi du 28 décembre 1951

portant approbation de la Convention entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, en vue

Arrêté royal du 11 janvier 1952

fixant le délai d'utilisation des timbres fiscaux adhésifs des taux supérieurs à 20 francs émis en exécution de l'arrêté du Régent du 17 août 1948 (Moniteur, 3 février 1952, p. 734).

Arrêté royal du 16 janvier 1952

Caisse d'amortissement de la dette publique du Congo belge. — Mise à sa disposition des dotations (Moniteur, 14 février 1952, p. 932).

Arrêté royal du 4 février 1952

fixant les conditions d'intérêt et de remboursement de certains capitaux mis à la disposition de la Société nationale de la Petite Propriété terrienne (Moniteur, 17 février 1952, p. 1028).

III — LEGISLATION AGRICOLE

Arrêté ministériel du 20 décembre 1951

modifiant l'arrêté ministériel du 15 avril 1947 fixant les bases de répartition des subsides aux sociétés d'élevage de bêtes bovines (Moniteur, 27 février 1952, p. 1281).

Arrêté royal du 12 janvier 1952

relatif aux subventions pour l'amélioration des espèces caprine et ovine (Moniteur, 23 février 1952, p. 1198).

IV — LEGISLATION INDUSTRIELLE

Arrêté ministériel du 28 janvier 1952

relatif à l'interdiction d'usage du cuivre et d'alliages de cuivre (Moniteur, 3 février 1952, p. 731).

Cet arrêté interdit d'employer du cuivre et des alliages comportant au moins 40 p. c. de cuivre pour la fabrication des articles repris à la liste annexée à l'arrêté.

V — LEGISLATION DU TRAVAIL

Arrêté royal du 22 janvier 1952

rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire en date du 30 octobre 1951, concernant la fixation du jour de fête remplaçant le jour férié du 11 novembre 1951 (Moniteur, 1^{er} février 1952, p. 694).

Arrêté royal du 29 janvier 1952

modifiant l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique de l'Office national du placement et du chômage (Moniteur, 1^{er} février 1952, p. 698).

Arrêté royal du 22 janvier 1952

rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale du commerce alimentaire en date du 30 octobre 1951, concernant la fixation du jour de fête remplaçant le jour férié du 11 novembre 1951 (Moniteur, 1^{er} février 1952, p. 696).

Arrêté royal du 31 janvier 1952

rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de l'industrie textile en date du 9 mars 1951, concernant la fixation du jour de fête remplaçant le jour férié du 11 novembre 1951 (Moniteur, 11-12 février 1952, p. 889).

VII — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté ministériel du 14 février 1952

portant interdiction de l'importation de fumier en provenance des Pays-Bas (Moniteur, 18-19 février 1952, p. 1051).

VIII — LEGISLATION DES TRANSPORTS

Arrêté ministériel du 28 janvier 1952

relatif aux prix de location applicables aux contrats de location et d'affrètement en séjour de bâtiments de navigation intérieure conclus à l'intervention de l'Office régulateur de la navigation intérieure (Moniteur, 2 février 1952, p. 713).

Arrêté royal du 9 février 1952

approuvant une modification aux droits de magasin sur les marchandises entreposées à l'entrepôt public de Termonde (Moniteur, 15 février 1952, p. 947).

IX — LEGISLATION RELATIVE AUX PRIX ET AUX SALAIRES

Arrêté royal du 20 décembre 1951

rendant obligatoires les décisions en date du 4 mai 1951 de la Commission paritaire nationale des industries du ciment, concernant la fixation des salaires horaires minima dans l'industrie du ciment, section agglomérés de ciment, et le rattachement de ces salaires à l'index-number des prix de détail. — Erratum (Moniteur, 24 février 1952, p. 1120).

Arrêté royal du 24 janvier 1952

rendant obligatoires les décisions en date du 14 décembre 1950 de la Commission paritaire régionale des briqueteries du centre et du sud de la Flandre occidentale et du Tournaisis, concernant la fixation de salaires minima et le rattachement de ces salaires à l'index-number des prix de détail (Moniteur, 3 février 1952, p. 742).

Arrêté royal du 24 janvier 1952

rendant obligatoires les décisions en date du 9 février 1951 de la Commission paritaire régionale des briqueteries de la province de Brabant, concernant la fixation de salaires minima dans les briqueteries de la province de Brabant et le rattachement de ces salaires à l'index-number des prix de détail (Moniteur, 3 février 1952, p. 744).

Arrêté royal du 24 janvier 1952

rendant obligatoires les décisions en date du 10 avril 1951 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de la batellerie, relatives à la fixation des salaires minima dans la navigation intérieure — services de remorquage de la navigation intérieure —, ainsi qu'au rattachement de ces salaires à l'index-number des prix de détail (Moniteur, 3 février 1952, p. 745).

Arrêté royal du 31 janvier 1952

rendant obligatoires les décisions en date du 23 mai 1950 de la Commission paritaire régionale des briqueteries de la région du Rupel, concernant le rattachement des salaires minima à l'index-number des prix de détail dans les briqueteries de la région du Rupel (Moniteur, 9 février 1952, p. 847).

Arrêté royal du 31 janvier 1952

rendant obligatoires les décisions en date du 5 octobre 1951 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de la batellerie, concernant la fixation de salaires minima dans la navigation intérieure — transport de marchandises —, leur rattachement à l'index-number des prix de détail et l'octroi d'un jour de repos hebdomadaire au personnel navigant à l'étranger (Moniteur, 16 février 1952, p. 985).

Arrêté royal du 31 janvier 1952

rendant obligatoires les décisions en date du 30 octobre 1951 de la Commission paritaire nationale du commerce alimentaire, concernant la classification des travailleurs et travailleuses de la pâtisserie artisanale, la fixation des salaires minima de ces travailleurs et travailleuses, le rattachement de ces salaires à l'index-number des prix de détail ainsi que l'octroi d'une indemnité de lessivage (Moniteur, 22 février 1952, p. 1142).

Arrêté ministériel du 2 février 1952

complétant l'arrêté ministériel du 20 décembre 1950, relatif à la déclaration des hausses de prix, modifié et complété par l'arrêté ministériel du 7 mars 1951 (Moniteur, 10 février 1952, p. 860).

Arrêté royal du 2 février 1952

rendant obligatoires les décisions en date du 12 mars 1951 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des cuirs et peaux, concernant la fixation des salaires minima dans l'industrie de la maroquinerie et articles de voyage ainsi que le rattachement de ces salaires à l'index-number des prix de détail (Moniteur, 22 février 1952, p. 1146).

Arrêté ministériel du 4 février 1952

Tarifs téléphoniques (Moniteur, 13 février 1952, p. 911).

Arrêté royal du 5 février 1952

rendant obligatoires les décisions en date du 8 août 1951 de la Commission paritaire nationale pour les entreprises agricoles, concernant la fixation du salaire horaire minimum dans les entreprises agricoles, ainsi que le rattachement de ce salaire à l'index-number des prix de détail (Moniteur, 22 février 1952, p. 1149).

Arrêté royal du 5 février 1952

rendant obligatoires les décisions en date du 20 septembre 1951 de la Commission paritaire nationale pour les entreprises horticoles et cultures spéciales, concernant la fixation du salaire horaire minimum dans les entreprises horticoles, ainsi que le rattachement de ce salaire à l'index-number des prix de détail (Moniteur, 22 février 1952, p. 1150).

Arrêté royal du 13 février 1952

rendant obligatoire la décision du 7 décembre 1951 de la Commission paritaire régionale pour le commerce de charbon de la province d'Anvers, concernant la fixation des salaires minima dans le commerce de charbon d'Anvers et des communes environnantes, ainsi que le rattachement de ces salaires à l'index-number des prix de détail (Moniteur, 22 février 1952, p. 1152).

Arrêté ministériel du 23 février 1952

relatif aux prix du ciment (Moniteur, 27 février 1952, p. 1274).

X — LEGISLATION SOCIALE

(PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS)

Arrêté royal du 29 janvier 1952

modifiant l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique de l'Office national du placement et du chômage (Moniteur, 1^{er} février 1952, p. 698).

Arrêté ministériel du 2 février 1952

modifiant l'arrêté ministériel du 11 avril 1947, pris en exécution de l'arrêté du Régent du 28 septembre 1945, relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et aux travailleurs rémunérés au pourboire (Moniteur, 23 février 1952, p. 1197).

Arrêté royal du 12 février 1952

modifiant provisoirement la cotisation affectée aux congés complémentaires des ouvriers occupés dans les travaux du fond des mines de houille (Moniteur, 20 février 1952, p. 1091).

Arrêté royal du 16 février 1952

fixant le montant des cotisations à payer par les communes, établissements publics qui en dépendent et associations de communes, à la Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales à laquelle ils sont affiliés, pour les travailleurs occupés par eux qui ne sont pas soumis à la législation sur la sécurité sociale des travailleurs (Moniteur, 23 février 1952, p. 1195).

STATISTIQUES MENSUELLES COURANTES

(Table des matières, voir dernière page du Bulletin)

LE MARCHÉ DE L'ARGENT

I — TAUX D'ESCOMPTE ET DE PRETS (en %)

2

ÉPOQUES	TAUX OFFICIELS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE											CALL-MONEY		
	Escompte					Prêts et avances sur (*)						En chambre de compensation	Hors compensation	
	Acceptations de banque et effets documentaires acceptés préalablement visés par la B. N. B.		Traites acceptées		Traites non acceptées	Promesses	Certificats ayant maximum 120 jours à courir	Certificats ayant maximum 8 mois à courir	Certificats ayant maximum 12 mois à courir	Certificats à plus de 12 mois	Certificats 3 1/2 % 5 ans (1941)			Autres effets publics
	représentatifs d'export. de marchandises	représentatifs d'import. de marchandises	domiciliées en banque	non domiciliées en banque										
1950 Moy. annuelle	2,73	3,42	3,42	3,67	4,67	5,17	2,—	2,1875	2,375	5,17	(1)5,—	5,17	1,25	1,25
1951 Moy. annuelle	3,64	3,64	3,64	3,88	4,88	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Moyennes mensuelles:														
1950 Déc. (à partir du 7)	3,75	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
1951 Janvier	3,75	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Février	3,75	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Mars	3,75	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Avril	3,75	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Mai	3,75	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Juin	3,75	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Juill. (à partir du 5)	3,50	3,50	3,50	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Août	3,50	3,50	3,50	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Sept. (à partir du 13)	3,25	3,25	3,25	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Octobre	3,25	3,25	3,25	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Novembre	3,25	3,25	3,25	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Décembre	3,25	3,25	3,25	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
1952 Janvier	3,25	3,25	3,25	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Février	3,25	3,25	3,25	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25

N. B. — Les warrants sont escomptés au taux des traites acceptées domiciliées en banque.
(1) Moyenne des sept premiers mois.

(*) Quotité de l'avance en février 1952 :

Certificats de trésorerie émis à court terme	95 %	Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans (1948)	90 %
Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 15 ans au plus (1942) ..	90 %	Certificats de trésorerie 4 % 1949	90 %
Certificats de trésorerie 4 % à 5, à 10 ou à 20 ans (1943) ..	90 %	Certificats de trésorerie 4 % 1950 Congo belge	90 %
Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 10 ans (1944)	90 %	Obligations 4 % 1950-1960 Congo belge	90 %
Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans (1947)	90 %	Autres effets publics	80 %

II — TAUX DES DEPOTS EN BANQUE ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE

4

ÉPOQUES	Banques — Comptes de dépôts à (*)					Caisse générale d'Épargne (dépôts sur livrets)			Soc. Nation. de Crédit à l'Industrie
	vue	15 jours de préavis	1 mois	3 mois	6 mois	jusque 50.000 fr. (1)	50.000 à 100.000 fr. (2)	au delà de 100.000 fr. (3)	
1950 Moyenne annuelle....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1951 Moyenne annuelle....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Moyennes mensuelles :									
1950 Décembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1951 Janvier	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Février	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Mars	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Avril	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Mai	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Juin	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Juillet	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Août	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Septembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Octobre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Novembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Décembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1952 Janvier	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Février	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50

(*) Moyenne de quatre banques.

A partir de janvier 1952 : (1) jusque 75.000 francs — (2) de 75.000 à 150.000 francs — (3) au delà de 150.000 francs.

LE MARCHÉ DES CHANGES ET DES MÉTAUX PRÉCIEUX

I — COURS DES METAUX PRECIEUX

9

PÉRIODES	OR				ARGENT			
	LONDRES En sh. et d. par oz. fin	New-YORK En dollars par oz. fin	BOMBAY		LONDRES En d. par oz. fin	New-YORK En cents par oz. fin	BOMBAY	
			En roupies et annas par Fine Tola	Conversion en sh. et d. par oz. fin			En roupies et annas par 100 Fine Tola	Conversion en pence par oz. fin
1938 31 décembre	149/7 1/2	35			(1) 20,06	42,75		
1950 30 décembre	248/0	35	112.11	450/9	70,00	80,00	187. 2	90
1951 31 décembre	248/0	35	105.11	422/9	77,00	88,00	187.10	90
Moyennes mensuelles :								
1950 Décembre	248/0	35	109.13	439/3	70,00	80,00	184. 6	89
1951 Janvier	248/0	35	112.12	451/0	78,18	88,31	189. 2	91
Février	248/0	35	113. 5	453/3	78,50	90,16	191.10	92
Mars	248/0	35	113. 4	453/0	78,50	90,16	193. 1	93
Avril	248/0	35	116.14	467/6	78,50	90,16	199.11	96
Mai	248/0	35	116. 1	464/3	78,50	90,16	203. 7	98
Juin	248/0	35	116. 3	464/9	77,07	88,44	203. 4	98
Juillet	248/0	35	113. 3	452/9	78,50	90,16	194. 9	93
Août	248/0	35	113.13	455/3	78,50	90,16	188.12	91
Septembre	248/0	35	111. 2	444/6	78,50	90,16	187. 7	90
Octobre	248/0	35	107.14	431/8	77,00	88,15	185. 5	89
Novembre	248/0	35	107. 8	430/0	77,00	88,00	185. 0	89
Décembre	248/0	35	105. 6	421/6	77,00	88,00	185.15	89
1952 Janvier	248/0	35	105.14	423/5	77,00	88,00	190.14	92
Février	248/0	35	104. 3	416/9	77,00	88,00	190. 0	91

(1) Cotation par oz. stand.

N. B. — 1 oz. troy = 31,1035 grammes; 1 tola = 11,6638 grammes; 1 roupie = 16 annas; 1 roupie = 18 pence.

II — COURS OFFICIELS DES CHANGES AU 29 FEVRIER 1952

fixés par la Banque Nationale de Belgique

en vertu de l'arrêté n° 6 pris à Londres le 1^{er} mai 1944 par les Ministres réunis en Conseil

(« Moniteur belge » du 5 septembre 1944, n° 22)

(en francs belges)

10

DEVICES	Cours contractuel ou moyen	Transferts	
		Cours acheteur	Cours vendeur
100 florins Pays-Bas	1.315,7908	1.314,—	1.317,—
1 couronne suédoise	9,6652	9,64	9,69
1 deutsche Mark	11,90475	11,88	11,93
100 francs congolais	—	100,—	100,—
100 francs luxembourgeois	—	100,—	100,—
1 couronne danoise	7,2389	7,21	7,26
1 couronne norvégienne	7,—	6;98	7,02
100 escudos	173,913	173,—	174,80
100 couronnes tchécoslovaques	100,—	99,70	100,80

COURS OFFICIELS DES CHANGES

arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles

(en francs belges)

Périodes	100 francs suisses	1 \$ U.S.A.	100 francs français	1 \$ canadien	1 Livre Sterling
1950 Moyenne annuelle	1.161,88	50,21	14,35 (1)	46,02 (2)	
1951 Moyenne annuelle	1.155,38	50,34	14,27	47,76	
Moyennes mensuelles :					
1950 Décembre	1.159,61	50,00	14,35	47,41	
1951 Janvier	1.167,91	50,12	14,31	47,56	
Février	1.169,90	50,27	14,29	47,85	
Mars	1.168,26	50,39	14,30	48,16	
Avril	1.166,08	50,40	14,29	47,56	
Mai	1.162,13	50,40	14,26	47,23	
Juin	1.147,11	50,38	14,24	46,97	
Juillet	1.145,72	50,34	14,24	47,35	
Août	1.146,85	50,28	14,22	47,50	
Septembre	1.147,23	50,32	14,21	47,61	
Octobre	1.152,10	50,40	14,27	47,99	
Novembre	1.147,18	50,40	14,30	48,32	
Décembre	1.143,96	50,40	14,30	49,08	
1952 Janvier	1.143,28	50,40	14,26	50,12	140,14 (3)
Février	1.143,79	50,40	14,19	50,34	140,02
					139,63

(1) Moyenne du 19 juin au 31 décembre 1950

(2) Moyenne du 26 juin au 31 décembre 1950

(3) Moyenne du 17 au 31 décembre 1951.

LE MARCHÉ DES CAPITAUX

I — COURS COMPARÉS DE QUELQUES FONDS PUBLICS

14

DÉSIGNATIONS DES TITRES	Cotation pour	COURS AU				
		2 novembre 1951	3 décembre 1951	2 janvier 1952	1 ^{er} février 1952	3 mars 1952
I. — Dette intérieure directe de l'Etat belge (Intérêts à bonifier).						
Dettes 2 1/2 %	100, —	53,30	53,05	53,10	53,10	52,80
Dettes 3 %, 2 ^e série (1) (2)	100, —	87,90	87,60	87,90	87,85	88, —
Dettes 3 1/2 %, 1937	100, —	78,75	78,70	78,70	78,75	78,80
Dettes 3 1/2 %, 1943 (1) (2)	100, —	78,25	75,90	78, —	78,30	78,50
Dettes unifiées 4 %	100, —	87, —	86,80	87,05	87,25	87,60
Emprunt de la Libération, 4 %, 1945 (2)	100, —	84,65	84,10	84,25	85,25	85,70
Emprunt 4 1/2 %, 1951 (2)	100, —	—	—	—	—	96, —
Certificats de Trésorerie à 15 ans au plus, 3 1/2 %, 1942, 1 ^{re} série	100, —	106,95	106,90	106,35	106,65	107, —
Certificats de Trésorerie à 5, 10, 20 ans, 3 1/2 %, 1943 (1) (2) (3)	100, —	103, —	102,40	102,80	103,55	103,70
Certificats de Trésorerie à 10 ans, 3 1/2 %, 1944, 1 ^{re} série (1) (2)	100, —	98,10	97,55	97,95	98,75	99,10
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1947 (2)	100, —	100,05	100, —	100,05	100,20	100,30
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1948 (2)	100, —	100,15	100,20	100,75	101,75	101,45
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1949 (2)	100, —	96,80	96,30	96,65	97,10	97,10
Emprunts à lots 1933, 4 %	1.050, —	970, —	977, —	983, —	988, —	994, —
Emprunts à lots 1938, 4 %	500, —	454, —	455, —	455, —	459, —	457, —
Emprunts à lots 1941 (3 % jusqu'en 1946; 3 1/2 % de 1946 à 1951; ensuite 4 %)	1.000, —	863, —	859, —	874, —	890, —	894, —
II. — Dette indirecte et dette garantie par l'Etat (Intérêts à bonifier).						
Dommages de guerre et lots 1923, 4 %	525, —	466, —	465, —	469, —	477, —	476, —
Emprunt de la Reconstr. 1 ^{re} tranche 1947 (2 % jusqu'en 1957; ensuite 5 %) (2)	1.000, —	970, —	970, —	974, —	976, —	981, —
Emprunt de la Reconstr. 2 ^e tranche 1949 (2 % jusqu'en 1958; ensuite 5 %) (2)	1.000, —	992, —	991, —	995, —	999, —	1.000, —
Emprunt de la Reconstr. 3 ^e tranche 1950 (2 % jusqu'en 1960; ensuite 5 %) (2)	1.000, —	995, —	998, —	1.000, —	1.001, —	1.001, —
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche suisse), action privil. 6 % (1) (2)	500, —	538, —	538, —	538, —	549, —	545, —
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche hollandaise), action privil. 6 % (1) (2)	500, —	532, —	535, —	534, —	539, —	539, —
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche belge), action privil. 4 % (1) (2)	500, —	423, —	423, —	428, —	431, —	431, —
(*) Soc. Nat. des Chem. de fer vicinaux, 3 %, coup. janvier-juillet (1) (2) (4)	100, —	63,85	63,45	63,35	63,45	63,10
Régie des Télégraphes et Téléphones, 3 1/2 %, 1943	100, —	76,50	75,85	76,60	77,30	74,40
Régie des Télégraphes et Téléphones, 4 1/2 %, 1949 (2)	100, —	97,55	98, —	98,35	98,60	99, —
Régie des Télégraphes et Téléphones, 4 %, 1950 (2)	100, —	96,15	96,15	96,45	96,60	96,55
Régie des Télégraphes et Téléphones, 4 1/2 %, 1951 (2)	100, —	98, —	98,05	98,20	98, —	98, —
III. — Dette directe de la colonie.						
<i>Sans coupons d'intérêt : Congo belge, emprunt à lots 1888</i>						
	100, —	212, —	210, —	208, —	215, —	215, —
<i>Intérêts à bonifier :</i>						
Dettes coloniales 1904, 3 % (1) (2)	100, —	70,50	70,30	70,30	70,25	70,20
Dettes coloniales 1936, 4 %	100, —	91,60	91,50	92,35	92,30	92,40
(*) Dettes coloniales 1937, 3 1/2 %	100, —	80,95	80,90	82,75	82,80	82,80
Dettes coloniales 1950-60, 4 % (2)	100, —	97,80	97,65	98,30	99,40	100,15
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1950 (2)	100, —	98,35	99,05	100,10	100,10	100,85

(*) Les coupons des emprunts ci-dessus sont nets d'impôts; ceux passibles d'un impôt de 2 % sont marqués d'un astérisque.

(1) Titres pour lesquels une opération est en cours en vertu des arrêtés du 6 octobre 1944

(2) Titres créés après le 6 octobre 1944.

(3) Le taux de l'intérêt a été porté à 4 % le 14 octobre 1948

(4) Emprunts 1930, 1931, 1932, 1934, 1935 et 1936

II — INDICE MENSUEL DES ACTIONS AUX BOURSES DE BRUXELLES ET D'ANVERS

Source : Institut National de Statistique.

15

DATES	Indice général	Assurances, banques, soc. à portef.	Entr. immobili., hypothécaires et hôtelières	Tramways, chemins de fer écon. et vicinaux	Trusts d'entr. de tramways et d'électricité	Entr. de gaz et d'électricité	Industries métallurgiques	Zincs, plombs et mines	Produits chimiques	Charbonnages et fours à coke	Glaceries	Verreries	Industrie de la construction	Industries textiles et soieries	Entreprises coloniales	Alimentation	Diverses
-------	----------------	-------------------------------------	--	--	---	-------------------------------	---------------------------	------------------------	--------------------	------------------------------	-----------	-----------	------------------------------	---------------------------------	------------------------	--------------	----------

Indices par rapport aux cours du mois précédent

1952 1 ^{er} février	102	100	108	109	104	106	100	106	102	97	93	101	103	102	100	101	107
3 mars	91	93	95	94	89	93	93	84	89	96	97	89	94	92	88	92	91

Indices par rapport à la période 1936 à 1938 = 100

1951 2 janvier	185	163	100	60	76	147	167	158	149	180	84	120	184	211	378	139	168
1 ^{er} février	196	171	114	62	84	159	185	181	158	205	96	132	194	242	386	146	167
1 ^{er} mars	197	169	112	62	83	162	184	189	155	204	90	129	195	241	390	149	177
2 avril	199	174	111	63	86	170	190	189	157	193	90	130	198	240	407	150	176
2 mai	204	170	108	61	85	167	188	195	158	188	91	133	201	230	423	150	169
1 ^{er} juin	200	173	102	60	84	166	187	209	156	193	90	127	191	223	404	152	168
2 juillet	197	170	98	58	81	163	184	206	155	210	87	120	183	209	394	149	170
1 ^{er} août	205	168	107	60	84	176	193	227	169	230	89	119	191	212	401	151	182
3 septembre	214	178	108	71	89	182	198	254	175	240	90	119	191	212	422	158	185
1 ^{er} octobre	223	187	108	72	90	187	204	266	181	262	93	114	204	225	440	153	197
2 novembre	230	194	111	72	95	190	204	291	193	240	92	114	206	230	465	155	208
3 décembre	234	203	106	68	97	194	205	294	196	245	91	109	204	226	471	160	217
1952 2 janvier	250	224	119	74	106	198	227	340	213	262	94	101	221	220	501	161	229
1 ^{er} février	254	225	128	81	110	209	226	360	217	255	87	102	227	224	503	163	245
3 mars	230	209	121	76	98	195	210	304	193	245	84	91	214	207	444	150	222

III — MOUVEMENT DES OPERATIONS A LA BOURSE DE BRUXELLES

15

Source : *Bulletin mensuel des statistiques publié par la Commission de la Bourse de Bruxelles*

PÉRIODES	Nombre de séances	Obligations de sociétés		Actions		Total	
		Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)
1950.....	246	191	180	14.734	11.698	14.925	11.878
1951.....	246	194	180	19.240	20.658	19.434	20.838
1950 Décembre	20	14	13	1.188	1.047	1.202	1.060
1951 Janvier	22	18	17	1.701	1.644	1.719	1.661
Février	20	21	19	2.156	1.771	2.177	1.790
Mars	20	19	18	1.847	1.531	1.866	1.549
Avril	21	18	17	1.731	1.518	1.749	1.535
Mai	20	15	14	1.407	1.435	1.422	1.449
Juin	21	14	13	1.042	1.071	1.056	1.048
Juillet	20	14	13	1.005	1.137	1.019	1.150
Août	21	12	11	1.277	1.507	1.289	1.518
Septembre	20	12	11	1.694	1.931	1.706	1.992
Octobre	23	21	19	2.452	2.981	2.473	3.000
Novembre	20	18	16	1.366	1.870	1.384	1.886
Décembre	18	14	13	1.562	2.211	1.576	2.224
1952 Janvier	22	18	17	2.657	3.599	2.675	3.616
Février	21	15	14	1.838	2.623	1.853	2.637

IV — COURS ET RENDEMENTS DES PRINCIPAUX TYPES DE VALEURS A REVENU FIXE

16

DATES	TYPES DOMINANTS										OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS Types divers	
	Cours					Rendement (eu égard au cours seulement)					Valeur boursière moyenne	Rendement net moyen
	I	II	III	IV		I	II	III	IV			
	Dettes unifiées	Dettes coloniales 1936	Provinces, villes et communes	Entreprises industrielles et commerciales		Dettes unifiées	Dettes coloniales 1936	Provinces, villes et communes	Entreprises industrielles et commerciales			
4 %	4 %	4 %	4 %	4 ½ %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 ½ %			
1951 2 janvier	89,—	93,20	92,91	88,11	95,24	4,49	4,29	4,31	4,54	4,73	93,24	4,68
1 ^{er} février	87,35	93,10	92,24	88,44	96,46	4,58	4,30	4,33	4,53	4,68	94,27	4,63
1 ^{er} mars	86,50	91,95	90,85	88,21	96,12	4,62	4,35	4,40	4,54	4,68	92,92	4,70
2 avril	86,75	91,45	90,10	86,95	94,23	4,61	4,37	4,44	4,61	4,78	92,14	4,74
2 mai	86,55	91,60	89,71	86,82	93,95	4,62	4,37	4,46	4,61	4,79	92,10	4,74
1 ^{er} juin	86,—	91,70	89,60	87,44	94,17	4,65	4,36	4,46	4,58	4,78	92,56	4,72
2 juillet	85,60	91,70	89,43	87,19	93,99	4,67	4,36	4,47	4,59	4,79	92,24	4,73
1 ^{er} août	86,15	91,45	90,01	86,18	93,85	4,64	4,37	4,44	4,65	4,80	92,04	4,75
3 septembre	86,65	91,40	89,70	86,06	95,01	4,62	4,38	4,46	4,60	4,74	92,78	4,71
1 ^{er} octobre	87,—	91,55	89,86	87,17	95,15	4,60	4,37	4,45	4,59	4,73	93,03	4,69
2 novembre	87,—	91,60	89,96	86,40	93,60	4,60	4,37	4,44	4,63	4,81	91,74	4,76
3 décembre	86,80	91,60	89,92	86,06	93,94	4,61	4,37	4,45	4,65	4,79	91,88	4,75
1952 2 janvier	87,05	92,35	89,93	87,57	94,12	4,60	4,33	4,45	4,57	4,78	92,47	4,72
1 ^{er} février	87,25	92,30	p 87,08	p 88,39	p 94,69	4,58	4,33	p 4,59	p 4,53	p 4,75	p 93,87	p 4,73
3 mars	87,60	92,40	p 87,15	p 88,13	p 94,55	4,57	4,33	p 4,59	p 4,54	p 4,76	p 93,72	p 4,74

N. B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* de mars 1939, p. 187.

V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES
ET CONGOLAISES

Tableau rétrospectif

(milliers de francs)

Source : Institut National de Statistique.

17

PÉRIODES	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS						AUGMENTATIONS DE CAPITAL (Sociétés anonymes) (Sociétés en commandite par actions) (Sociétés de personnes à responsabilité limitée)			
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée			Nombre	Capital ancien	Augment. nominale	Montant libéré sur valeur nominale
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale				
1949.....	1.274	2.276.205	1.852.443	976	305.791	292.958	775	7.849.624	8.649.986	8.363.713
1950.....	1.284	2.235.507	1.953.204	1.111	434.418	402.543	851	7.090.563	9.258.665	8.342.571
10 premiers mois 1950.....	1.129	2.050.066	1.765.849	870	265.706	257.555	638	5.162.626	6.979.672	6.182.807
10 premiers mois 1951.....	754	3.261.917	2.150.772	871	291.275	281.068	644	5.620.957	5.566.713	5.007.539
1950 Octobre.....	114	356.132	248.733	79	25.691	24.609	74	143.502	312.618	302.744
Novembre.....	84	155.680	141.055	68	16.780	16.060	63	556.439	420.982	408.906
Décembre.....	129	193.300	186.852	121	33.860	31.503	144	1.506.347	1.963.311	1.827.409
1951 Janvier.....	82	380.615	171.517	109	34.089	32.147	41	329.301	278.386	213.902
Février.....	81	351.001	135.235	71	23.122	22.187	47	79.689	176.298	168.164
Mars.....	100	739.860	568.052	91	25.957	25.433	73	295.787	541.090	528.250
Avril.....	86	187.630	131.714	104	34.270	33.612	90	1.695.804	1.055.399	975.688
Mai.....	75	118.472	104.227	79	34.351	32.188	76	1.130.933	904.192	685.170
Juin.....	70	218.817	164.931	89	35.586	33.441	87	1.013.138	1.144.701	1.108.983
Juillet.....	62	405.125	209.785	74	24.259	23.934	68	322.472	348.876	340.722
Août.....	62	552.371	438.006	90	27.602	27.272	32	141.738	136.870	133.520
Septembre.....	53	182.023	139.265	77	24.089	23.509	60	348.945	599.410	493.213
Octobre.....	83	126.003	88.040	87	27.950	27.345	70	263.150	381.491	359.927
Novembre.....p		98.252	54.563	89	41.839	39.998			181.504	162.580
Décembre.....p		190.980	172.814		60.965	57.556			903.417	867.564

PÉRIODES	ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS		Ensemble des émissions	PRIMES D'ÉMISSION (1)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES		Emissions nettes (4)
	Nombre	Montant nominal	Montant nominal		Apports en nature (2)	Incorporations de réserves au capital (3)	
1949.....	73	1.908.162	13.140.144	3.839	1.658.586	7.116.851	3.645.678
1950.....	55	1.092.672	13.021.262	56.445	2.008.594	6.695.930	3.142.211
10 premiers mois 1950.....	28	556.700	9.852.144	6.204	1.597.962	5.060.266	2.110.887
10 premiers mois 1951.....	34	1.724.500	10.844.405	119.186	1.751.766	3.062.884	4.468.415
1950 Octobre.....	5	117.000	811.441	266	229.261	209.151	254.940
Novembre.....	—	—	593.442	—	56.964	345.468	163.589
Décembre.....	3	26.500	2.216.971	10.000	240.313	1.522.465	319.486
1951 Janvier.....	3	61.000	754.090	—	132.650	112.777	233.139
Février.....	7	1.172.000	1.722.421	430	70.076	135.298	1.292.642
Mars.....	2	8.000	1.314.997	2.000	497.704	217.295	416.736
Avril.....	6	101.500	1.378.799	104.225	98.831	475.028	772.880
Mai.....	2	37.000	1.094.015	10.500	114.541	168.673	585.871
Juin.....	3	33.000	1.432.104	75	100.269	962.417	277.744
Juillet.....	2	60.000	838.260	675	129.226	270.206	235.684
Août.....	3	42.000	758.843	254	369.298	63.403	208.351
Septembre.....	4	145.000	950.522	1.007	202.100	346.691	253.203
Octobre.....	2	65.000	600.444	20	37.071	311.096	192.165
Novembre.....p	4	185.000	506.685	678	71.453	120.956	250.410
Décembre.....p		52.500	1.207.862		196.628	622.858	330.948

(1) Non comprises dans les montants libérés.

(2) Compris dans les constitutions et augmentations de capital.

(3) Comprises dans les augmentations de capital.

(4) Comprennent les montants libérés sur souscriptions d'actions, les émissions d'obligations, les primes d'émission, moins les libérations autres qu'en espèces, ainsi que les émissions destinées au remboursement d'anciens emprunts.

V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES CONGOLAISES

17

(milliers de francs)

OCTOBRE 1951

Source : Institut National de Statistique.

RUBRIQUES	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS						AUGMENTATIONS DE CAPITAL Sociétés par actions et sociétés de personnes			EMISSIONS D'OBLIGATIONS			LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES				DISSOLUTIONS Sociétés par actions et sociétés de personnes				RÉDUCTIONS DE CAPITAL Soc. par act. et soc. de personnes	
	par actions			de personnes			Nombre	Capital ancien	Augmen- tation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	dont emprunts de conversion	Apports en nature		Incorporation de réserves Réévaluation de l'immobilis Apports de créances	Sociétés par actions et sociétés de personnes		Nombre	Montant		
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale								Constitutions de sociétés			Fusions	Liquidations				
							par actions	de personnes	Augmentation de capital	Nombre	Mont.	Nombre	Mont.									

Détail des émissions

Banques, soc. financières...	1	2.500	500	1	10.000	4.500	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Sociétés commerciales...	—	—	—	4	14.200	12.515	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Sociétés industrielles...	2	7.000	3.960	—	—	—	19.260	7.400	1.800	—	—	—	—	1.200	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Construction, bâtiments...	—	—	—	2	1.702	1.702	—	—	—	—	—	—	—	—	851	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés agricoles...	—	—	—	4	23.300	7.250	6.000	4.200	4.200	—	—	—	—	—	138	—	—	—	—	—	—	—	—
Transports...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Services publics...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divers...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux...	3	9.500	4.460	11	49.202	25.967	3	25.260	11.600	6.000	—	—	—	1.200	989	—	—	—	—	—	—	—	—

Groupement des sociétés selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

1 million et moins...	—	—	—	3	800	750	1	1.260	400	400	—	—	—	—	338	—	—	—	—	—	—	—	—
de 1 à 5 millions...	3	9.500	4.460	4	8.402	7.522	1	6.000	4.200	4.200	—	—	—	1.200	651	—	—	—	—	—	—	—	—
de 5 à 10 millions...	—	—	—	4	40.000	17.695	1	18.000	7.000	1.400	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de 10 à 20 millions...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de 20 à 50 millions...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de 50 à 100 millions...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
plus de 100 millions...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux...	3	9.500	4.460	11	49.202	25.967	3	25.260	11.600	6.000	—	—	—	1.200	989	—	—	—	—	—	—	—	—

Répartition des sociétés suivant la nature du droit qui les régit

Sociétés de droit belge...	1	2.500	500	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés de droit congolais	2	7.000	3.960	11	49.202	25.967	3	25.260	11.600	6.000	—	—	—	1.200	989	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux...	3	9.500	4.460	11	49.202	25.967	3	25.260	11.600	6.000	—	—	—	1.200	989	—	—	—	—	—	—	—	—

V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES
 Détail des émissions

(milliers de francs)

17

Source : Institut National de Statistique.

NOVEMBRE 1951

RUBRIQUES	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS (1)						AUGMENTATIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes) (sociétés en commandite par actions) (sociétés de personnes à responsabilité limitée)				EMISSIONS D'OBLIGATIONS			Primes d'émission non comprises dans les montants libérés	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES				DISSOL. DE SOCIÉTÉS(1) (sociétés anonymes) (sociétés en commandite par actions) (sociétés de personnes à responsabilité limitée)				RÉDUCTIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes) (sociétés en command. par actions) (sociétés de personnes à responsab. limitée)		
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée			Nombre	Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	dont emprunts de conversion		Apports en nature		Augmentations de capital	Incorporations de réserves (comprises dans les augmentations de capital)	Liquidations		Fusions		Nombre	Montant	
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale									Nombre	Montant nominal			de personnes à responsabilité limitée	Constitutions de sociétés	de personnes à responsabilité limitée	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée
							Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant													
Banques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Assurances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Opérations financières et immobilières	6	7.550	5.050	5	7.850	7.775	1	550	850	850	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Commerce de détail	—	—	—	18	2.809	2.776	1	4.000	7.000	3.664	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Comm. de gros et commerce extérieur	13	7.200	7.200	22	7.475	6.245	19	33.918	35.367	32.951	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Fabrications métalliques	9	6.590	4.215	5	3.240	3.240	8	36.791	21.429	21.194	1	75.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Métallurgie du fer	—	—	—	1	800	800	—	—	—	—	1	50.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Métaux non ferreux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Industrie textile	2	9.000	7.750	1	3.900	3.900	2	826	6.224	6.224	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Industries alimentaires	2	5.200	5.200	—	—	—	1	14.000	21.000	21.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Industrie du bois	—	—	—	1	120	120	4	22.100	31.350	18.428	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Industrie chimique	2	2.000	2.000	1	450	450	7	17.370	14.330	14.330	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Industrie du verre	1	1.000	1.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Electricité	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	60.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Gaz	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Eau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Cuir	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Papier et imprimerie	1	3.500	3.500	1	150	150	1	200	800	800	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Transport	3	1.600	1.200	—	—	—	5	2.540	19.010	19.010	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Tourisme	—	—	—	4	650	650	1	175	50	50	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Intermédiaires	7	1.200	1.200	12	1.360	985	1	1.600	400	400	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Déchets et matières de récupération	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Constructions	2	3.050	3.050	7	8.550	8.422	5	7.250	4.750	4.750	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Charbon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Terre cuite	—	—	—	—	—	—	1	2.000	2.000	2.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ciment et industries connexes	1	45.000	9.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Carrières	1	400	400	1	350	350	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industries céramiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du tabac	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du diamant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Editions, librairies, presse	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Films, théâtres, attractions	—	—	—	—	—	—	1	500	330	330	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Artisanat	2	312	312	8	3.535	3.535	2	1.050	1.450	1.345	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Agric., hort., pêche, élevage	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divers non dénommés	6	3.150	2.686	2	600	600	6	8.300	15.254	15.254	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	58	96.752	53.763	89	41.839	39.998	66	153.170	181.594	162.580	4	185.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(1) Coopératives : 18 sociétés constituées au capital minimum de 9.826.300 francs; 3 sociétés dissoutes au capital minimum de 134.700 francs.

V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES

Groupement des sociétés selon le lieu où s'exerce leur activité et selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

17

Source : Institut National de Statistique.

(milliers de francs)

NOVEMBRE 1951

CLASSIFICATION	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS						AUGMENTATIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes) (sociétés en command. par actions) (soc. de pers. à resp. lim.)			EMISSIONS D'OBLIGATIONS		PRIMES D'ÉMISSION (non comprises dans les montants libérés)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES		DISSOLUTIONS		RÉDUCTIONS DE CAPITAL Montant
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée			Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Montant nominal	dont emprunts de conversion		Apports en nature	Incorporations de réserves	Liquidations	Fusions	
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale									Nombre	Montant nominal	

1 — Selon le lieu où s'exerce leur activité

Belgique	58	96.752	53.763	89	41.839	39.998	66	153.170	181.594	162.580	4	185.000	—	678	70.953	120.956	25.445	—	4.472
Etranger	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux ...	58	96.752	53.763	89	41.839	39.998	66	153.170	181.594	162.580	4	185.000	—	678	70.953	120.956	25.445	—	4.472

2 — Selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

1 million et moins ..	45	15.852	14.613	84	23.089	21.248	38	17.574	21.264	20.924	—	—	—	678	18.442	12.013	17.795	—	3.071
de 1 à 5 millions	11	29.400	23.650	4	11.750	11.750	16	40.100	47.250	44.834	—	—	—	—	26.555	34.085	7.650	—	1.401
de 5 à 10 millions	1	6.500	6.500	1	7.000	7.000	9	61.496	58.280	54.944	—	—	—	—	25.956	36.210	—	—	—
de 10 à 20 millions	1	45.000	9.000	—	—	—	1	—	10.800	10.800	—	—	—	—	—	10.800	—	—	—
de 20 à 50 millions	—	—	—	—	—	—	2	34.000	44.000	31.078	3	110.000	—	—	—	27.848	—	—	—
de 50 à 100 millions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	75.000	—	—	—	—	—	—	—
plus de 100 millions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux ...	58	96.752	53.763	89	41.839	39.998	66	153.170	181.594	162.580	4	185.000	—	678	70.953	120.956	25.445	—	4.472

18
19
20

VI — EMPRUNTS DES POUVOIRS PUBLICS ET DES ORGANISMES D'UTILITE PUBLIQUE (1)
(Emprunts à long et moyen terme ayant fait l'objet d'une émission publique.)

PÉRIODES	en Belgique		à l'étranger
	millions de francs	millions	
1950	9.477	fr. s. 60	—
1951	10.850	—	—
1950 Décembre ..	—	—	—
1951 Janvier	—	—	—
Février	—	—	—
Mars	100	—	—
Avril	1.000	—	—
Mai	150	—	—
Juin	1.000	—	—
Juillet	500	—	—
Août	500	—	—
Septembre	—	—	—
Octobre	1.250	—	—
Novembre	6.350	—	—
Décembre	—	—	—
1952 Janvier	—	—	—
Février	—	—	—

VII — OPERATIONS BANCAIRES DU CREDIT COMMUNAL

(Avances et remboursements opérés sur emprunts consentis aux pouvoirs publics et aux organismes d'utilité publique pour le paiement des dépenses.)

PÉRIODES	DÉPENSES EXTRAORDINAIRES		DÉPENSES ORDINAIRES
	Prélèvements sur comptes (2)	Remboursements nets	Avances nettes
(milliers de francs)			
1950	4.368.750	417.497	3.705.248
1951	5.208.422	2.462.686	3.481.141
1950 Novembre ..	429.546	18.586	267.688
Décembre	459.499	29.271	348.428
1951 Janvier	424.994	205.709	308.903
Février	487.099	38.985	316.619
Mars	512.792	35.555	415.610
Avril	306.275	56.956	375.876
Mai	435.149	52.974	370.641
Juin	498.296	906.081	293.894
Juillet	428.156	324.901	276.606
Août	421.150	43.974	303.603
Septembre	466.096	304.138	183.257
Octobre	446.765	401.625	212.523
Novembre	370.949	31.435	194.674
Décembre	410.701	60.353	228.935
1952 Janvier	380.767	182.260	265.257

VIII — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES (3)

PÉRIODES	Montant d'après les droits d'inscription perçus
milliers de fr.	
1950 Moyenne mens.	1.245.326
1951 Moyenne mens.	1.024.546
1950 Novembre ..	1.135.242
Décembre	1.133.888
1951 Janvier	1.052.468
Février	941.405
Mars	1.063.689
Avril	1.005.874
Mai	1.030.910
Juin	1.078.935
Juillet	1.145.549
Août	899.345
Septembre	947.432
Octobre	1.077.094
Novembre	1.005.549
Décembre	1.046.305
1952 Janvier	1.135.671

(1) Emprunts de l'Etat, de la Colonie, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de fer belges, la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie).

(2) Depuis le 1^{er} juin 1950, dans les prélèvements sur comptes sont compris les retraits sur subsides accordés par la province et l'Etat.

(3) Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 p. c. du total, mais non compris les hypothèques légales.

LES FINANCES PUBLIQUES

I — SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

(millions de francs)

25

ÉPOQUES (fin de mois)	Dettes consolidées				Dettes à moyen terme (3)			Dettes à court terme (4)			Avoirs des particuliers en comptes-chèques (5)	Dettes totales (1) (6)
	intérieure			extérieure (1) (2)	intérieure	extérieure (2)	totale	intérieure	extérieure (2)	totale		
	directe	indirecte	totale									
1940 Mars	26.184	8.910	35.094	4.936	1.259	—	1.259	6.234	713	6.947	3.384	51.620
1950 Novembre	104.942	8.932	113.874	13.986	39.571	1.248	40.819	60.335	1.981	62.316	17.560	248.555
Décembre	104.549	8.924	113.473	13.982	38.824	1.250	40.074	60.229	1.895	62.224	18.609	248.362
1951 Janvier	104.311	8.902	113.213	13.965	39.204	1.258	40.462	59.251	2.012	61.263	18.015	246.918
Février	103.939	8.895	112.834	13.992	39.061	1.257	40.318	59.505	2.010	61.515	18.056	246.715
Mars	103.557	8.888	112.445	13.993	39.420	2.648	42.068	57.945	1.758	59.703	18.380	246.589
Avril	103.228	8.879	112.107	13.936	39.560	2.638	42.088	57.396	1.642	59.038	18.720	245.889
Mai	102.947	8.873	111.820	13.913	38.962	2.402	41.364	59.046	1.373	60.419	18.417	245.933
Juin	102.675	8.861	111.536	13.813	38.989	2.296	41.285	59.253	1.273	60.526	18.625	245.785
Juillet	102.400	8.858	111.258	13.753	38.863	2.185	41.048	58.115	750	58.871	18.843	243.773
Août	102.100	8.857	110.957	13.709	39.206	2.081	41.287	61.210	757	61.967	19.050	246.970
Septembre	101.785	8.850	110.635	13.701	40.188	1.727	41.915	61.360	759	62.119	18.710	247.080
Octobre	101.282	8.840	110.122	13.723	41.268	1.620	42.888	63.982	760	64.742	19.186	250.661
Novembre	107.276	8.832	116.108	13.725	36.691	1.607	38.198	63.345	758	64.103	19.315	251.449
Décembre	106.551	8.826	115.377	13.696	35.983	1.400	37.383	67.570	757	68.327	19.443	254.226
1952 Janvier	105.282	8.803	114.085	13.751	37.972	1.292	39.264	68.732	757	69.489	19.407	255.996

(1) Non compris les dettes intergouvernementales résultant de la guerre 1914-1918.

(2) Le montant des dettes extérieures est établi d'après le cours des changes à la date indiquée. Au 31 mars 1940, les emprunts 5 1/2 p. c. 1932 et 1934 sont décomptés sur la base de fr. belges 195,675 pour 100 francs français de capital nominal.

(3) Certificats de trésorerie à échéance de plus d'un an.

(4) Certificats à un an d'échéance au plus.

(5) Sauf au 31 mars 1940, ces avoirs sont représentés à concurrence de 6.494 millions de francs par des certificats de trésorerie.

(6) Non compris la Dotation des Combattants.

II — SITUATION DES AVOIRS EN EFFETS PUBLICS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

ÉPOQUES (fin de mois)	A 120 jours au maximum	A cinq ans au plus	A plus de cinq ans	Créance consolidée sur l'État	Effets publics nationaux	Total
	Certificats de trésorerie					
		(3)	(4)	(5)	(6)	
1940 Mars	3.338 (1)	152	931	—	—	4.421
1948 Juin	49.541	550	1.137	—	—	51.227
Septembre	3.239 (2)	—	—	35.000	742	38.981
Décembre	4.840	—	—	35.000	865	40.705
1949 Mars	3.529	—	—	34.991	915	39.435
Juin	2.640	—	—	34.991	916	38.547
Septembre	5.499	—	—	34.991	915	41.405
Décembre	6.288	—	—	34.991	915	42.194
1950 Mars	5.852 (2)	—	—	34.939	1.013	41.804
Juin	5.016 (2)	—	—	34.939	1.062	41.017
Septembre	2.881 (2)	—	—	34.939	1.079	38.899
Décembre	4.136 (2)	—	—	34.939	1.077	40.152
1951 Mars	555 (2)	—	—	34.860	1.093	36.508
Juin	1.222 (2)	—	—	34.860	1.172	37.254
Septembre	3.741 (2)	—	—	34.860	1.188	39.789
Décembre	6.529 (2)	—	—	34.860	1.221	42.610

(1) Dont 263 millions de francs de titres assimilés.

(2) Convention du 14 septembre 1948, conclue en vertu de l'art. 13 de la loi organique de la Banque Nationale de Belgique.

(3) Sauf au 31 mars 1940, titres acquis en vertu de la loi du 19 juillet 1932.

(4) Sauf au 31 mars 1940, y compris le montant du Bon du Trésor remis à la Banque Nationale en vertu de la loi du 27 décembre 1930, soit 500 millions de francs.

(5) Art. 3, § b), de la loi du 28 juillet 1948 relative à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique.

(6) Art. 14 de la loi organique de la Banque Nationale de Belgique.

III — RENDEMENT DES IMPOTS

a) Recettes fiscales sans distinction d'exercice

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

(millions de francs)

26

Source : *Moniteur belge*.

PÉRIODES	Contributions directes	Douanes et accises	Enregistrement	Recettes globales pour la période	Recettes globales cumulatives de janvier au mois indiqué inclusivement
	(1)			(1)	(1)
1950.....	26.454	11.793	19.851	58.098	—
1951.....	34.544	12.453	23.462	70.459 (2)	—
1950 Novembre.....	2.045	1.060	1.885	4.990	52.914
Décembre.....	2.255	986	1.943	5.184	58.098
1951 Janvier.....	3.722	1.015	1.875	6.612	6.612
Février.....	2.615	982	1.861	5.458	12.070
Mars.....	5.111 (2)	1.140	1.977	8.228 (2)	20.298 (2)
Avril.....	3.621 (2)	1.089	2.105	6.815 (2)	27.113 (2)
Mai.....	2.925 (2)	1.069	1.984	5.978 (2)	33.091 (2)
Juin.....	2.919 (2)	1.031	1.913	5.863 (2)	37.531 (2)
Juillet.....	4.814 (2)	1.006	1.851	7.671 (2)	45.202 (2)
Août.....	1.925 (2)	1.008	1.767	4.700 (2)	49.902 (2)
Septembre.....	2.056 (2)	954	1.923	4.933 (2)	54.835 (2)
Octobre.....	1.964 (2)	1.096	2.041	5.101 (2)	59.936 (2)
Novembre.....	1.935 (2)	1.064	2.135	5.134 (2)	65.070 (2)
Décembre.....	2.360 (2)	999	2.030	5.389 (2)	70.459 (2)
1952 Janvier.....	4.635 (2)	1.131	2.093	7.859 (2)	7.859 (2)

b) Recettes totales effectuées jusqu'au 31 janvier 1952 pour les exercices 1951 et 1952

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

	EXERCICE 1951		EXERCICE 1952		JANVIER 1952
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées pour l'exercice 1952
I. Contributions directes	31.951 (2)	22.989	1.007 (2)	874	1.007 (2)
II. Douanes et accises	12.481	11.567	1.023	1.032	1.023
dont douanes.....	4.353	3.700	355	368	355
accises.....	7.283	7.781	619	658	619
taxes spéciales de consommat.	713		39		39
III. Enregistrement	23.349	20.116	2.088	2.021	2.088
dont enregistrement.....	2.039	2.000	174	162	174
successions.....	1.023	900	81	78	81
timbres et taxes assimilées...	20.088	17.000	1.816	1.754	1.816
TOTAL...	67.781 (2)	54.672	4.118 (2)	3.927	4.118 (2)
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 13.109		+ 191	

(1) De janvier à mai 1951, les recettes des contributions directes sont brutes : elles comprennent les ordonnances de dégrèvement d'impôts portant sur des cotisations enrôlées mais non payées que l'Administration des contributions directes prend en recette et en dépense depuis le 1^{er} janvier 1951.

A partir de juin 1951, ces recettes sont nettes. Les recettes cumulatives indiquées à partir de juin 1951 sont nettes pour la partie se rapportant à l'exercice 1951.

(2) Y compris le produit des versements anticipatifs à valoir sur la taxe professionnelle afférente aux exercices 1951 et 1952.

NOTE. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice. L'exercice 1951, commencé le 1^{er} janvier 1951, se clôturera le 31 mars 1952.

LES REVENUS ET L'ÉPARGNE

I — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES

Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en novembre 1951

Source : Institut National de Statistique.

30

RUBRIQUES	NOMBRE DE SOCIÉTÉS			Capital versé	Réserves	RÉSULTATS NETS		Dividende brut mis en paiement	Dette obligataire (1)	Coupons d'obligations bruts (2)
	recensées	en bénéfice	en perte			Bénéfice	Perte			

(milliers de francs)

A — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques	—	—	—	—	—	—	—	—	20.883	421
Assurances	1	1	—	700	1.577	1.099	—	698	12	—
Opérations financières et immobilières	22	17	5	739.749	638.504	69.490	221	57.600	852.012	36.767
Commerce de détail	14	11	3	105.338	50.461	16.807	325	94	4.433	222
Commerce de gros et commerce extérieur	62	49	13	81.462	57.550	18.919	1.151	2.452	6.115	322
Fabrications métalliques	20	16	4	142.267	395.298	66.625	2.489	31.880	14.149	797
Métallurgie du fer	7	6	1	2.741.956	4.379.776	335.387	92	256.007	241.588	11.274
Métaux non ferreux	1	1	—	550.000	92.529	218.995	—	157.500	6.252	275
Industrie textile	22	22	—	161.438	211.527	55.161	—	9.819	12.700	598
Industries alimentaires	13	11	2	119.095	94.010	10.301	977	4.352	27.535	1.255
Industrie du bois	7	4	3	4.360	8.390	700	641	10	5.000	300
Industrie chimique	15	11	4	1.504.005	1.275.059	154.816	6.175	86.538	22.500	1.025
Industrie du verre	1	1	—	30.900	53.177	2.238	—	1.839	—	—
Electricité	1	1	—	35.000	1.954	3.559	—	2.789	120.000	6.220
Gaz	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Eau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cuir	4	2	2	30.770	—17.542	341	229	—	—	—
Papier et imprimerie	9	7	2	22.910	71.908	10.598	53	1.311	18.240	814
Transport	4	3	1	1.796	1.211	219	124	—	12.000	600
Tourisme	5	3	2	1.518	1.860	179	36	—	146	7
Intermédiaires	6	4	2	4.310	2.284	452	59	375	—	—
Déchets et matières de récupération	1	1	—	650	538	2.236	—	—	—	—
Constructions	1	1	—	600	449	189	—	—	—	—
Charbons	—	—	—	—	—	—	—	—	45.850	2.097
Terre cuite	1	1	—	15.000	18.387	7.508	—	4.335	—	—
Ciment et industries connexes	1	1	—	1.000	3.832	21	—	—	23.460	1.056
Carrières	5	5	—	41.784	91.358	3.442	—	2.681	—	—
Chaux	1	—	1	5.000	665	—	483	—	—	—
Industries céramiques	3	2	1	30.500	65.590	1.998	151	1.350	—	—
Industrie du tabac	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du diamant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Éditions, librairies, presse	6	6	—	10.240	2.330	7.091	—	3.877	—	—
Films, théâtres, attractions	4	1	3	425	644	68	43	—	118	8
Artisanat	13	10	3	4.847	3.995	278	210	14	—	—
Agriculture, horticulture, pêche, élevage	4	2	2	12.150	1.117	15	234	—	—	—
Divers non dénommés	15	9	6	17.699	15.841	2.435	622	236	5.000	245
TOTAL	269	209	60	6.417.469	7.524.279	991.167	14.315	625.757	1.437.993	64.303

B — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo belge

Banques, sociétés financières	2	2	—	24.000	45.004	24.237	—	8.820	—	—
Sociétés commerciales	1	1	—	10.000	434	1.367	—	—	—	—
Sociétés industrielles	4	4	—	383.500	68.028	72.592	—	60.365	—	—
Sociétés agricoles	4	4	—	103.000	162.505	36.403	—	26.187	—	—
Services publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines	1	1	—	100.000	23.532	17.615	—	13.747	10.269	462
Construction	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transports	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés diverses	1	1	—	158.175	56.348	23.462	—	20.060	—	—
TOTAL	13	13	—	778.675	355.851	175.676	—	129.179	10.269	462

C — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

Electricité	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways	1	1	—	65.080	6.500	—	—	—	—	—
Plantations, sociétés coloniales	3	3	—	47.412	53.150	12.712	—	8.366	—	—
Sociétés diverses	2	1	1	32.500	1.649	1.625	38	1.100	—	—
TOTAL	6	5	1	144.992	61.299	14.337	38	9.466	—	—
Total général	288	227	61	7.341.136	7.941.429	1.181.180	14.353	764.402	1.448.262	64.765

(1) Les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.

(2) En outre, il a été mis en paiement pendant le mois de novembre 1951 :

(milliers de francs)

Coupons d'emprunts de l'Etat	417.871
Coupons d'emprunts de la Colonie	5.100
Coupons d'emprunts des Provinces et Communes	47.496
Coupons d'emprunts d'organismes divers	30.152

500.619

Coupons d'emprunts extérieurs de l'Etat

22.860

I — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES

Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en décembre 1951

Source : Institut National de Statistique.

30

RUBRIQUES	NOMBRE DE SOCIÉTÉS			Capital versé	Réserves	RÉSULTATS NETS		Dividende brut mis en paiement	Dette obligataire (1)	Coupons d'obligations bruts (2)
	recensées	en bénéfice	en perte			Bénéfice	Perte			

(milliers de francs)

A — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques	3	3	—	210.400	211.705	30.687	—	22.071	20.883	421
Assurances	1	1	—	1.000	621	22	—	36	12	—
Opérations financières et immobilières	26	21	5	336.935	164.113	34.004	151	20.944	850.258	36.412
Commerce de détail	13	10	3	511.514	418.415	134.522	193	69.743	13.973	559
Commerce de gros et commerce extérieur	60	45	15	80.945	71.345	48.761	1.162	15.614	33.005	1.927
Fabrications métalliques	33	29	4	323.604	531.802	102.671	1.036	35.176	65.342	3.605
Métallurgie du fer	4	4	—	262.200	182.281	89.875	—	70.686	84.778	4.040
Métaux non ferreux	2	1	1	66.210	539.988	131.230	25	27.131	6.110	270
Industrie textile	22	20	2	373.852	536.163	171.198	358	53.142	103.127	4.672
Industries alimentaires	22	21	1	386.415	226.382	49.054	21	29.912	40.395	2.146
Industrie du bois	7	7	—	31.210	17.314	1.535	—	630	5.310	265
Industrie chimique	15	15	—	349.852	157.386	41.421	—	30.687	182.448	7.797
Industrie du verre	1	—	1	820	1.717	—	466	—	—	—
Electricité	2	2	—	453.000	310.502	69.062	—	58.373	213.224	10.740
Gaz	1	1	—	115.000	311.769	21.449	—	17.640	2.032	87
Eau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cuir	—	—	—	—	—	—	—	—	1.250	69
Papier et imprimerie	6	5	1	24.450	26.131	6.491	18	2.250	5.445	314
Transport	3	1	2	450	278	19	189	—	22.526	1.309
Tourisme	7	5	2	3.662	24.681	461	266	—	4.028	176
Intermédiaires	4	—	4	2.670	354	—	486	60	2.660	133
Déchets et matières de récupération	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Constructions	5	5	—	2.375	3.364	2.271	—	—	22.500	1.400
Charbons	—	—	—	—	—	—	—	—	99.729	4.390
Terre cuite	2	2	—	5.450	5.566	1.076	—	—	1.700	95
Ciment et industries connexes	4	3	1	2.182	7.112	2.214	30	1.057	15.410	783
Carrières	1	1	—	1.000	1.683	—	—	—	—	—
Chaux	2	2	—	2.670	6.671	811	—	70	500	26
Industries céramiques	2	2	—	6.612	3.640	1.283	—	255	—	—
Industrie du tabac	1	1	—	677	1.720	3	—	—	—	—
Industrie du diamant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Editions, librairies, presse	2	2	—	550	— 116	159	—	—	—	—
Films, théâtres, attractions	4	2	2	3.800	587	295	227	342	—	—
Artisanat	9	3	6	15.650	6.027	1.459	724	681	—	—
Agriculture, horticulture, pêche, élevage	—	—	—	—	—	—	—	—	233	19
Divers non dénommés	12	8	4	7.040	3.339	2.044	569	1.177	801	54
TOTAL...	1 276	222	54	3.582.255	3.772.540	944.077	5.921	457.677	1.797.679	81.709

B — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo belge

Banques, sociétés financières	3	2	1	53.035	— 471	164	1.355	147	—	—
Sociétés commerciales	1	1	—	25.000	5.565	511	—	—	5.350	241
Sociétés industrielles	4	4	—	378.298	260.566	103.521	—	90.073	105.000	4.200
Sociétés agricoles	3	3	—	46.000	23.663	23.578	—	13.377	900	50
Services publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines	4	2	2	66.250	71.926	26.980	187	23.461	—	—
Construction	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transports	1	1	—	11.500	260	2.062	—	—	—	—
Sociétés diverses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL...	16	13	3	580.083	361.509	156.816	1.542	127.058	111.250	4.491

C — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

Electricité	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer	—	—	—	—	—	—	—	—	1.643	82
Tramways	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Plantations, sociétés coloniales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés diverses	6	4	2	450.250	309.806	27.796	101.411	10.309	—	—
TOTAL...	6	4	2	450.250	309.806	27.796	101.411	10.309	1.643	82
Total général...	298	239	59	4.612.588	4.443.855	1.128.689	108.874	595.044	1.910.572	86.282

(1) Les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.
 (2) En outre, il a été mis en paiement pendant le mois de décembre 1951 :

(milliers de francs)

Coupons d'emprunts de l'Etat	244.785
Coupons d'emprunts de la Colonie	2.114
Coupons d'emprunts des Provinces et Communes	4.218
Coupons d'emprunts d'organismes divers	104.113

355.230

Coupons d'emprunts extérieurs de l'Etat

35.417

I — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES

Tableau rétrospectif

Source : Institut National de Statistique.

30

PÉRIODES	NOMBRE DE SOCIÉTÉS			Capital versé	Réserves	RÉSULTATS NETS		Dividende brut mis en paiement	Dettes obligataires (1)	Coupons d'obligations bruts
	recensées	en bénéfice	en perte			bénéfice	perte			
1949.....	9.929	6.952	2.977	86.319.526	85.095.717	13.222.364	1.062.170	7.493.830	(2)20.216.654	821.978
1950.....	10.949	7.509	3.440	97.400.406	84.895.220	13.768.637	1.383.190	8.422.631	(2)20.162.032	977.418
1950 Octobre.....	662	434	228	9.709.089	9.162.230	1.023.328	125.065	729.439	1.826.988	81.577
Novembre.....	329	229	100	6.566.112	5.426.432	637.960	36.478	474.957	1.468.232	65.643
Décembre.....	321	207	114	3.307.081	2.490.965	476.512	59.398	310.175	1.891.096	85.458
1951 Janvier.....	94	71	23	1.943.143	642.076	183.683	5.882	111.445	2.809.357	128.101
Février.....	157	129	28	529.065	836.108	403.008	10.652	148.244	1.922.426	87.209
Mars.....	1.419	1.119	300	8.068.684	8.881.388	1.589.892	62.034	973.060	1.652.030	75.559
Avril.....	2.442	1.897	545	23.544.608	15.863.293	3.116.139	235.286	1.817.398	1.969.516	88.393
Mai.....	2.067	1.608	459	21.583.962	17.482.651	3.563.969	146.631	1.945.125	1.575.893	72.340
Juin.....	1.055	812	243	13.110.762	10.082.032	2.885.792	95.781	1.343.353	1.794.593	79.428
Juillet.....	515	416	99	11.382.255	7.098.164	3.554.090	88.937	1.930.100	2.172.441	98.066
Août.....	200	150	50	1.237.763	1.075.173	248.860	7.658	142.541	1.623.853	70.504
Septembre.....	330	264	66	2.035.461	1.752.649	383.667	15.806	136.353	1.778.313	79.841
Octobre.....	561	432	129	8.248.647	5.521.875	1.198.975	73.086	776.521	1.955.897	90.150
Novembre.....	288	227	61	7.341.136	7.941.429	1.181.180	14.353	764.402	1.448.262	64.765
Décembre.....	298	239	59	4.612.588	4.443.855	1.128.689	108.874	595.044	1.910.572	82.282

(1) En ce qui concerne les résultats mensuels, les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes. — (2) Au 31 décembre.

II — CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE

a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Épargne (Épargne pure)

(milliers de francs)

PÉRIODES	Versements	Remboursements	Excédents	Solde des dépôts à fin de période	Nombre de livrets à fin d'année
1949.....	8.850.226	6.572.012	2.278.214	30.626.051 (1)	6.953.988 (2)
1950.....	8.749.313	7.512.399	1.236.914	32.765.216 (1)	7.039.991 (2)
1950 Décembre.....	683.608 (3)	692.698	— 9.090	32.765.216 (1)	
1951 Janvier.....	892.601	562.116	330.485	33.095.701	
Février.....	627.223	726.055	— 93.832	32.996.869	
Mars.....	854.741 (4)	814.984	39.757	33.036.626	
Avril.....	640.879	822.189	—181.310	32.855.316	
Mai.....	668.400	658.999	9.401	32.864.717	
Juin.....	714.452	709.067	5.385	32.870.102	
Juillet.....	831.503	632.330	199.173	33.069.275	
Août.....	784.255	607.297	176.958	33.246.233	
Septembre.....	724.188	581.695	142.493	33.388.726	
Octobre.....	835.451	658.347	177.104	33.565.830	
Novembre.....	714.312	591.467	122.845	33.688.675	
Décembre.....	954.707 (3)	771.392	183.315	34.815.990 (1)	
1952 Janvier.....	1.155.434	561.075	594.359	35.410.349	
Février.....	852.481	560.075	292.406	35.702.755	

(1) Y compris les intérêts capitalisés de l'exercice et la dotation aux prisonniers de guerre. — (2) Y compris les livrets des prisonniers de guerre. — (3) Y compris les intérêts échus sur obligations de l'Assainissement monétaire s'élevant respectivement à 71,4 millions de francs au 31 décembre 1950 et à 66 millions de francs au 31 décembre 1951. — (4) Y compris 254,1 millions de francs à la disposition des prisonniers de guerre.

b) Versements inscrits aux comptes des affiliés à la Caisse de Retraite (*)

(milliers de francs)

PÉRIODES	Travailleurs manuels			Employés (Lois des 10 mars 1925 et 18 juin 1930)	Totaux
	Loi du 16 mars 1865	Loi du 15 décembre 1937			
		Versements obligatoires	Versements facultatifs		
1949.....	27.625	392.028	70.042	246.870	736.565
1950.....	32.496	389.803	86.337	247.739	756.375
1950 Avril.....	2.062	33.595	7.139	20.755	63.551
Mai.....	1.723	32.344	7.207	20.129	61.403
Juin.....	2.501	29.408	6.803	20.820	59.532
Juillet.....	2.792	32.315	6.863	19.983	61.953
Août.....	2.654	32.444	6.926	20.954	62.978
Septembre.....	3.712	33.353	7.372	20.967	65.404
Octobre.....	2.639	33.116	7.155	21.665	64.574
Novembre.....	3.005	30.844	7.066	20.326	61.241
Décembre.....	3.124	32.771	7.968	21.948	65.811
1951 Janvier.....	4.295	35.850	12.177	20.808	73.130
Février.....	3.035	33.504	12.171	20.821	69.531
Mars.....	2.645	36.835	14.156	21.626	75.262
Avril.....	3.637	34.172	12.992	21.357	72.158
Mai.....	2.469	35.800	13.234	21.187	72.690
Juin.....	3.250	31.894	11.851	23.951	70.946

(*) Les versements inscrits aux comptes des affiliés « Ouvriers mineurs » (lois coordonnées par arrêté royal du 25 août 1937 et arrêté du 25 février 1947) au Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs ont été respectivement de 194,4 millions de francs en 1948, 207,7 millions de francs en 1949, 189,7 millions de francs (montant provisoire) en 1950 et 212,0 millions de francs (montant provisoire) en 1951. (Source : Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.)

31

III — INDICE TRIMESTRIEL DES SALAIRES (Période 1936 à 1938 = 100)
Conditions d'utilisation et méthode d'établissement : voir notre Bulletin de mai 1949, p. 233.

32

PÉRIODES	INDICES PAR INDUSTRIES																								
	INDICE GÉNÉRAL	Cokeries	Carrières, cimenteries, marbreries	Métallurgie				Industries céramiques, briqueteries	Industries verrières	Industries chimiques	Industries alimentaires	Industries textiles			Construction et travaux publics	Bois et ameublement	Peaux et cuirs	Tabacs	Papier		Transports			Gaz et électricité	
				Sidérurgie	Métaux non ferreux	Fonderies, constructions mécaniques et métalliques	Ensemble					Lin, coton, chanvre et jute	Laine, tapis, bonneterie	Ensemble					Fabriques	Imprimerie et transformation	Art et précision	Travail des ports, camionneurs	Chemins de fer (2)		Ensemble (2)
a) Indice des salaires horaires moyens																									
1940 Mars	113	117	110	123	115	114	118	107	114	114	110	112	113	112	113	109	118	110	119	106	106	112	104	106	114
1949 Juin	405	400	384	417	395	412	371	380	387	388	419	420	419	382	401	382	344	326	387	410	360	390	384	391	
Septembre	404	392	391	403	386	416	407	372	377	389	387	413	416	389	401	372	347	326	389	410	365	394	388	405	
Décembre	407	392	389	404	387	419	409	378	377	391	395	418	412	394	398	383	366	326	388	408	374	395	391	442	
1950 Mars	407	404	390	403	387	417	408	379	383	392	392	416	417	395	394	380	348	330	398	406	375	397	392	448	
Juin	416	412	397	409	393	424	414	388	389	394	397	426	431	428	418	411	403	374	330	397	421	369	394	389	
Septembre	421	415	398	414	425	420	392	396	402	401	438	438	438	419	419	401	365	343	397	431	382	400	396	453	
Décembre (3)	439	463	418	443	449	443	444	416	438	431	429	467	461	459	421	435	426	384	363	417	438	412	401	403	
1951 Mars	444	466	424	454	450	446	449	401	441	455	420	462	466	464	432	426	428	378	369	416	441	418	408	410	
Juin	466	466	446	481	468	469	473	427	456	472	448	491	487	489	439	455	456	405	387	440	460	450	418	424	
Septembre	472	477	459	487	478	471	478	427	459	476	450	495	492	493	472	468	461	401	387	455	467	432	415	415	
Décembre (4)	486	508	469	495	501	479	488	441	488	495	476	519	505	512	480	484	470	424	405	469	460	465	423	431	
b) Indice des salaires des ouvriers qualifiés ou spécialisés																									
1940 Mars	115	113	112	126	117	114	119	107	111	115	110	111	111	114	109	120	112	118	107	126	113	—	—	115	
1949 Juin	391	366	371	385	392	394	360	369	360	380	371	425	422	424	376	350	383	321	329	408	402	315	—	389	
Septembre	393	371	379	369	387	397	385	376	371	384	371	432	428	430	383	349	389	340	328	409	397	315	—	425	
Décembre	395	371	374	374	385	400	389	375	377	391	374	435	427	431	389	348	392	340	328	407	397	315	—	468	
1950 Mars	397	371	376	374	394	398	387	375	368	394	383	433	424	428	392	351	387	338	330	418	399	330	—	464	
Juin	403	371	377	377	390	402	391	380	368	394	388	433	438	435	409	373	412	339	330	416	407	330	—	467	
Septembre	409	371	376	380	421	402	396	387	372	400	394	452	448	450	411	379	409	339	348	416	406	335	—	467	
Décembre (3)	427	396	395	401	449	418	415	404	424	419	418	471	465	468	412	396	437	351	365	434	416	364	—	485	
1951 Mars	433	398	397	411	440	423	421	397	428	428	410	473	472	473	425	390	439	357	373	427	416	379	—	487	
Juin	455	424	422	441	457	447	446	416	434	453	439	492	499	496	433	415	467	410	391	468	433	394	—	516	
Septembre	459	424	428	441	464	448	448	417	434	453	442	493	507	495	460	437	469	410	391	486	430	394	—	516	
Décembre (4)	472	456	435	449	501	457	459	419	470	463	457	505	519	512	467	455	477	413	408	499	432	410	—	526	
c) Indice des salaires des ouvriers non qualifiés ni spécialisés																									
1940 Mars	113	112	112	125	117	109	116	106	113	116	111	112	112	112	113	106	116	113	118	106	119	108	—	116	
1949 Juin	390	363	380	406	422	392	401	385	329	354	354	417	417	417	372	384	359	322	292	375	397	339	—	378	
Septembre	390	372	387	394	414	389	394	392	346	359	354	427	411	419	378	384	341	352	291	375	389	339	—	394	
Décembre	391	372	386	392	414	391	394	392	348	366	358	427	411	417	381	380	343	353	291	379	401	339	—	420	
1950 Mars	392	372	388	394	415	394	397	392	362	366	364	418	413	415	383	376	342	352	297	384	398	351	—	428	
Juin	402	372	387	397	413	399	400	404	367	370	366	427	432	429	410	401	362	351	297	384	413	351	—	430	
Septembre	408	372	393	399	434	399	403	411	374	375	371	437	446	441	410	398	362	352	311	384	422	375	—	429	
Décembre (3)	427	399	412	425	464	421	428	436	422	400	394	459	479	469	411	410	383	386	333	406	439	408	—	450	
1951 Mars	429	398	416	431	465	419	429	447	433	410	391	469	475	467	419	413	396	380	336	393	444	394	—	442	
Juin	450	419	438	458	442	453	469	424	423	417	494	502	493	422	435	413	419	352	425	463	413	—	—	464	
Septembre	456	419	446	458	491	443	455	469	425	427	417	488	511	500	450	467	420	418	352	439	453	413	—	465	
Décembre (4)	468	455	458	464	506	455	465	480	454	435	433	504	527	515	457	475	432	423	370	457	457	426	—	476	

(*) Nous attirons l'attention sur le fait que, à la suite de nouvelles informations reçues, notre indice du secteur « tabac » a été modifié. Il en résulte une légère rectification de notre indice général.

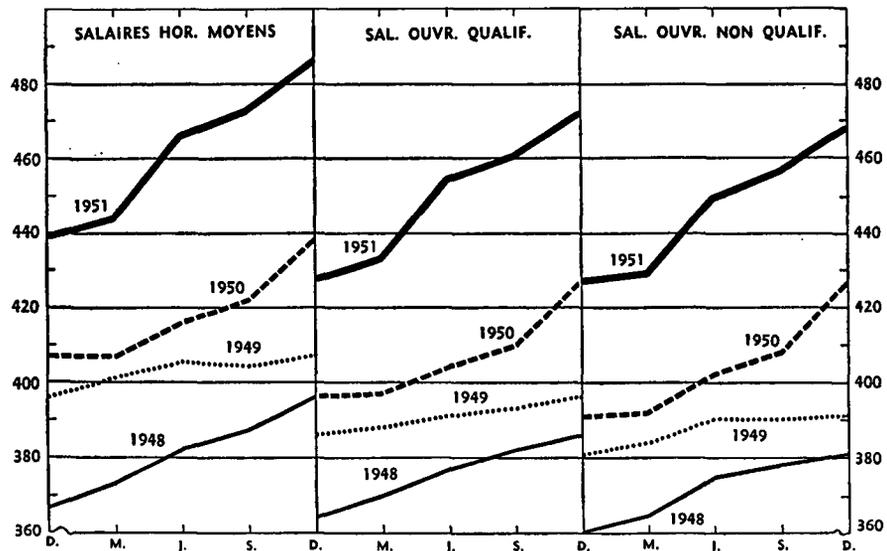
(1) Ces indices ne tiennent pas compte des primes et allocations ajoutées aux salaires, sauf en décembre 1950 et décembre 1951.

(2) Nous ne possédons pas d'éléments pour le calcul des indices des salaires des ouvriers qualifiés et non qualifiés des chemins de fer. Seul le salaire moyen nous est connu.

(3) Ces indices tiennent compte de la partie, relative au mois de décembre, de la prime compensatoire prévue par le *Moniteur belge* du 13 janvier 1951.

(4) Ces indices tiennent compte de l'allocation temporaire prévue au *Moniteur belge* du 10 novembre 1951.

PÉRIODES	1948	1949	1950	1951
Salaires horaires moyens.				
Mars	373	400	407	444
Juin	382	405	416	466
Septembre ..	387	404	421	472
Décembre....	396	407	439	486
Salaires ouvriers qualifiés.				
Mars	370	388	397	433
Juin	377	391	403	455
Septembre ..	382	393	409	459
Décembre....	386	395	427	472
Salaires ouvriers non qualifiés.				
Mars	365	384	392	429
Juin	374	390	402	450
Septembre ..	378	390	408	466
Décembre....	381	391	427	468



LE MOUVEMENT DES AFFAIRES
I — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION
a) Mouvement du débit

PÉRIODES	CHAMBRES DE COMPENSATION						
	Nombre de chambres à fin de période	BRUXELLES		PROVINCE		BRUXELLES ET PROVINCE	
		Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)
1950 Moyenne mensuelle.....	38 (1)	148	195.102	158	45.361	306	240.463
1951 Moyenne mensuelle.....	38 (1)	159	228.003	171	56.908	330	284.911
1951 Février	38	150	204.387	167	52.034	317	256.421
Mars.....	38	163	240.439	184	60.502	347	300.941
Avril	38	164	207.213	175	57.132	339	264.345
Mai	38	161	212.741	172	51.973	333	264.714
Juin	38	166	228.672	175	53.951	341	282.623
Juillet.....	38	160	198.864	161	54.556	321	253.420
Août.....	38	152	233.175	161	56.572	313	289.747
Septembre.....	38	150	233.259	158	58.377	308	291.636
Octobre.....	38	164	256.190	179	64.015	343	320.205
Novembre.....	38	160	278.039	172	61.639	332	339.678
Décembre.....	38	162	229.662	179	60.388	341	290.050
1952 Janvier.....	38	170	266.047	178	58.166	348	324.213
Février.....	38	162	244.521	169	56.616	331	301.137

(1) Au 31 décembre.

b) Détail du mouvement de la compensation à Bruxelles (mouvement du débit)

PÉRIODES	Call money (1)		Titres, effets publics et coupons		Virements, chèques, lettres de change, promesses, quittances, etc.		Opérations sur l'étranger		Totaux	
	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)
1950 Moyenne mensuelle.....	3.231	122.070	1.685	7.613	139.970	61.386	2.638	4.033	147.524	195.102
1951 Moyenne mensuelle.....	2.322	140.209	1.735	8.228	152.482	75.214	2.628	4.354	159.167	228.003
1951 Février	2.217	123.174	1.498	6.556	143.440	70.837	2.445	3.820	149.600	204.387
Mars.....	2.311	147.215	1.582	9.077	156.976	79.520	2.613	4.627	163.482	240.439
Avril	2.587	123.012	1.504	7.707	157.222	72.406	2.579	4.088	163.872	207.213
Mai	2.284	128.205	2.492	5.616	153.579	75.189	2.393	3.731	160.748	212.741
Juin	2.418	142.860	1.873	7.380	158.795	74.697	2.536	3.735	166.622	228.672
Juillet.....	2.391	114.161	1.891	6.512	152.958	74.708	2.366	3.483	159.606	198.864
Août.....	2.367	141.407	1.612	8.870	146.081	78.968	2.268	3.930	152.328	233.175
Septembre.....	2.280	149.103	1.312	9.052	143.604	71.033	2.336	4.071	149.532	233.259
Octobre.....	2.489	161.606	1.740	10.729	156.717	78.351	3.415	5.504	164.361	256.190
Novembre.....	2.149	178.096	2.102	11.140	153.166	83.367	2.975	5.436	160.392	278.039
Décembre.....	2.099	138.740	1.640	7.547	155.469	78.174	2.852	5.200	162.060	229.662
1952 Janvier.....	2.156	170.189	1.921	9.867	163.014	80.614	3.215	5.377	170.306	266.047
Février.....	4.575	153.551	1.684	6.817	152.378	79.202	3.018	4.951	161.655	244.521

(1) Y compris les remboursements des capitaux prêtés la veille en call money.

II — MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX
(millions de francs)

PÉRIODES	Nombre de comptes à fin de période	Avoir global (*) (moyenne journalière)	Avoir des particuliers (*) (moyenne journalière)	CRÉDIT		DÉBIT		Mouvement général	Opérations sans emploi de numéraire %	Vitesse de circulation (2)
				Versements	Virements	Chèques et divers	Virements			
1950 Moyenne mensuelle	(1)637.348	27.093	19.529	23.037	61.823	23.210	61.823	169.893	91	3,44
1951 Moyenne mensuelle	(1)641.104	27.377	20.217	26.126	69.264	26.006	69.264	190.660	91	3,75
1950 Décembre	637.348	26.487	19.717	23.758	63.299	21.672	63.299	172.028	91	3,55
1951 Janvier	637.293	28.056	19.985	24.850	69.496	26.606	69.496	190.448	91	3,59
Février	637.378	26.223	19.413	24.913	65.890	25.297	65.890	181.090	92	3,97
Mars	637.297	26.949	19.834	28.976	73.672	25.060	73.672	201.380	90	3,85
Avril	637.273	29.613	19.675	25.267	75.524	28.483	75.524	204.798	92	3,81
Mai	636.846	27.152	19.918	26.379	70.273	26.974	70.273	193.899	92	4,05
Juin	636.678	26.421	20.088	26.622	66.773	24.207	66.773	183.375	91	3,61
Juillet	636.715	28.873	20.376	26.579	68.897	27.513	68.897	191.886	91	3,78
Août	637.002	26.539	20.307	27.052	68.473	26.815	68.473	190.813	92	3,77
Septembre	638.082	26.595	20.290	24.230	62.157	23.169	62.157	171.713	91	3,48
Octobre	639.255	27.480	20.618	25.487	69.977	26.456	69.977	191.867	90	3,53
Novembre	640.075	26.943	20.945	26.975	69.103	26.226	69.103	191.407	92	3,82
Décembre	641.104	27.685	21.144	27.204	70.940	25.265	70.940	194.349	92	3,77
1952 Janvier	642.405	28.197	21.298	28.047	78.402	30.234	78.402	215.085	91	3,70
Février	643.305	25.611	20.595	27.213	70.281	26.840	70.281	194.615	92	3,70

(1) Au 31 décembre.

(2) Rapport par mois-type de 25 jours, du mouvement du débit à l'avoir journalier moyen.

(*) Ces avoirs comprennent: les avoirs libres temporairement indisponibles et les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués.

LES PRIX

a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'Index.

45

PÉRIODES	Indice général	Produits agricoles			Matières grasses	Produits minéraux					Produits chimiques			Peaux et ouirs
		du règne animal	du règne végétal			Indice général du groupe	Charbon	Sous-produits du charbon	Produits pétroliers	Minerais et métaux bruts	Produits des carrières	Indice général du groupe	Produits chimiques	
Nombre de produits ..	135	13	14	2	19	4	4	3	5	3	11	8	3	5
1950 Moyenne mens.	387	368	456	381	372	529	350	230	353	443	287	295	267	414
1951 Moyenne mens.	471	416	487	485	446	542	437	259	533	454	355	338	279	496
1950 Novembre	426	398	468	440	398	529	390	243	408	450	298	311	267	408
Décembre	438	423	479	456	403	529	390	243	421	454	298	311	265	533
1951 Janvier	450	419	498	502	415	529	395	251	455	454	305	319	270	584
Février	471	421	506	535	421	529	395	254	477	458	319	339	271	611
Mars	479	419	506	523	423	529	400	254	483	453	328	353	271	607
Avril	478	400	508	531	428	547	400	259	483	454	347	331	271	571
Mai	473	391	501	501	433	547	417	259	490	454	365	408	271	510
Juin	475	405	489	475	436	547	417	259	503	454	368	412	273	497
Juillet	489	412	474	448	452	547	427	259	565	454	365	407	273	483
Août	487	426	487	460	455	547	439	259	567	454	370	408	236	461
Septembre	484	421	453	455	457	547	439	259	575	454	372	410	236	457
Octobre	473	414	475	466	478	547	508	259	609	455	375	413	290	441
Novembre	473	424	476	404	483	547	513	270	612	455	375	413	291	404
Décembre	477	443	493	467	484	547	515	270	615	455	379	416	295	396
1952 Janvier	477	424	502	452	490	554	515	273	631	455	377	420	232	393

PÉRIODES	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles						Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques			
				Indice général du groupe	Laine	Lin	Coton	Jute	Fibres artificielles		Indice général du groupe	Sidérurgie	Fabr. métallique	Non ferreux
Nombre de produits ..	1	6	4	21	5	5	6	2	3	13	26	9	13	4
1950 Moyenne mens.	345	551	416	428	482	363	516	552	267	410	346	340	321	459
1951 Moyenne mens.	557	690	706	545	599	516	652	694	305	427	456	487	394	633
1950 Novembre	645	609	530	508	665	456	587	589	264	414	383	401	336	532
Décembre	642	631	567	538	680	478	656	621	271	414	387	409	336	543
1951 Janvier	692	641	597	607	777	543	773	680	276	414	399	423	347	551
Février	756	656	665	634	820	577	801	719	279	423	413	438	361	566
Mars	722	682	714	654	868	577	788	795	304	426	425	443	366	632
Avril	641	691	738	633	803	560	767	795	307	427	432	450	372	641
Mai	495	691	743	604	701	564	715	797	313	427	434	452	374	647
Juin	497	686	744	557	599	522	660	781	315	428	473	503	413	637
Juillet	477	686	744	506	516	480	583	725	315	428	476	513	414	636
Août	483	692	744	485	480	486	545	670	313	427	478	518	414	642
Septembre	528	708	722	468	442	482	544	587	313	426	482	525	416	647
Octobre	530	714	700	483	494	475	559	592	313	428	491	536	418	677
Novembre	488	721	688	484	470	480	590	566	312	431	491	536	420	673
Décembre	479	721	686	480	451	462	585	684	303	437	492	535	422	665
1952 Janvier	477	721	697	484	437	445	636	728	291	441	492	538	422	656

b) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE ET A L'ETRANGER

Base : moyenne 1948 = 100

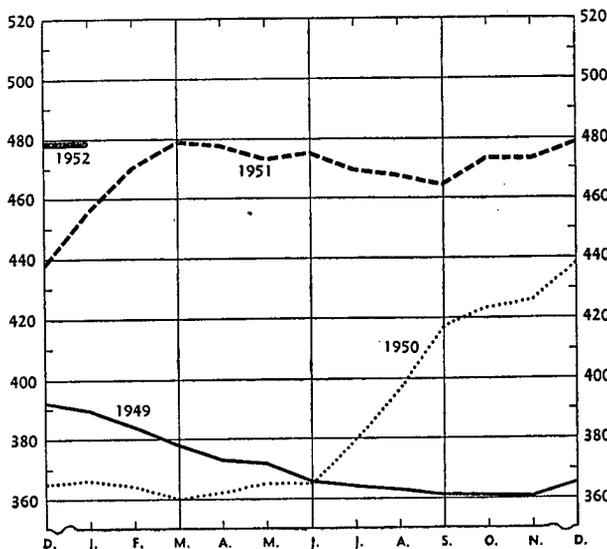
PÉRIODES	Belgique (Ministère des Affaires économiques)	Etats-Unis (Department of Labor, Bureau Labor Statistics)	France (Statistique générale de la France) (1)	Pays-Bas (Centraal Bureau voor de Statistiek)	Royaume-Uni (Board of Trade)	Suède (Administration du Commerce)	Suisse (Office fédéral de l'Industrie, des Arts et Métiers et du Travail)
1950 Moyenne mens.	100	98	108	117	120	106	94
1951 Moyenne mens.	121	p 109	138	143	p 146	140	105
1950 Décembre	113	106	121	125	133	118	101
1951 Janvier	117	109	123	128	137	124	104
Février	121	111	130	135	139	128	106
Mars	123	112	134	139	143	134	107
Avril	123	111	140	144	145	139	106
Mai	122	111	141	145	146	141	107
Juin	122	110	138	146	146	143	105
Juillet	121	109	135	145	146	143	103
Août	120	108	134	142	148	142	103
Septembre	119	108	138	142	148	142	103
Octobre	122	108	146	142	150	143	105
Novembre	122	108	151	143	150	r 148	104
Décembre	123	p 108	152	144	p 151	149	105
1952 Janvier	123	p 108	p 153	145	p 153		105
Février			p 152		p 150		

(1) France : nouvel indice des prix de gros (319 articles), base 100 en 1949. L'ancien indice (135 articles), ramené à la base 100 en 1948, s'élevait approximativement à 112 en 1949.
r = chiffre rectifié.

INDICE GENERAL DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

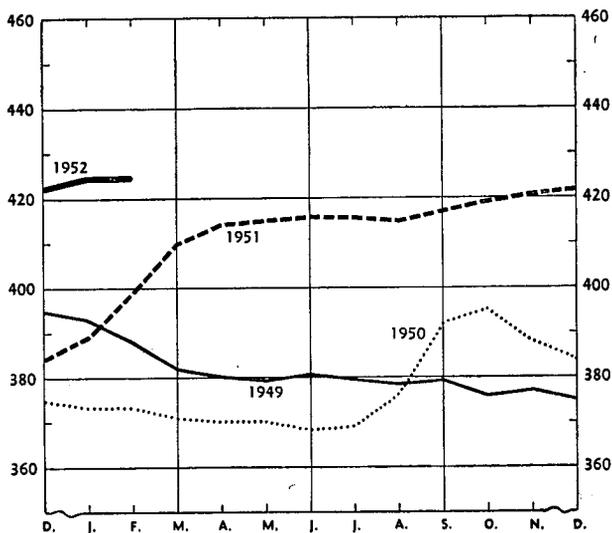
PÉRIODES	1949	1950	1951	1952
Janvier	390	366	456	477
Février	384	364	471	
Mars	378	360	479	
Avril	373	362	478	
Mai	372	365	473	
Juin	366	365	475	
Juillet	364	379	469	
Août	363	396	467	
Septembre	361	417	464	
Octobre	361	423	473	
Novembre	361	426	473	
Décembre	365	438	477	



INDICE GENERAL DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

PÉRIODES	1949	1950	1951	1952
Janvier	393	373	389	424
Février	388	373	399	424
Mars	382	371	410	
Avril	380	370	414	
Mai	379	370	415	
Juin	381	368	416	
Juillet	379	369	416	
Août	378	376	415	
Septembre	379	392	417	
Octobre	376	395	419	
Novembre	377	388	421	
Décembre	375	384	422	



c) INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

PÉRIODES	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires
Nombre de produits	56	34	22
1950 Moyenne mensuelle	377	354	414
1951 Moyenne mensuelle	413	378	467
1950 Décembre	384	359	423
1951 Janvier	389	364	428
Février	399	370	444
Mars	410	376	467
Avril	414	376	475
Mai	415	374	479
Juin	416	375	480
Juillet	416	377	476
Août	415	378	475
Septembre	417	382	472
Octobre	419	387	469
Novembre	421	390	468
Décembre	422	392	467
1952 Janvier	424	395	467
Février	424	397	466

LA PRODUCTION

I — PRODUCTION CHARBONNIERE ET METALLURGIQUE

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Direction générale des Mines).

PÉRIODES	MINES DE HOUILLE									
	NOMBRE MOYEN D'OUVRIERS PRÉSENTS		PRODUCTION PAR BASSIN (milliers de tonnes)						Nombre moyen de jours d'extraction	Stock à fin de mois (milliers de tonnes)
	du fond	fond et surface	Mons	Centre	Charleroi	Liège	Campine	TOTAL		
1936-1938 Moyenne mensuelle ..	87.252	125.866	408	353	640	451	541	(1) 2.425	24,0	1.502
1950 Moyenne mensuelle	92.154	133.320	387	276	563	372	677	2.275	23,8	(2) 1.031
1951 Moyenne mensuelle	94.417	132.962	405	299	597	399	772	2.472	24,4	(2) 225
1950 Décembre	91.731	132.262	390	270	546	395	712	2.313	23,3	1.031
1951 Janvier	88.416	126.864	419	300	590	410	782	2.501	25,8	735
Février	90.289	129.031	314	221	548	304	729	2.116	22,2	529
Mars	95.202	134.608	457	304	620	436	818	2.635	25,5	363
Avril	95.622	134.919	425	320	615	413	795	2.569	24,7	260
Mai	96.214	135.291	416	313	604	406	755	2.494	23,8	233
Juin	93.277	132.134	437	322	601	424	789	2.598	25,5	234
Juillet	91.139	129.332	352	236	477	336	710	2.111	21,3	212
Août	92.175	129.759	383	308	601	370	745	2.407	24,6	224
Septembre	93.967	131.853	387	305	585	403	730	2.410	24,2	212
Octobre	96.065	134.102	446	338	668	447	829	2.728	26,7	222
Novembre	100.389	138.891	431	327	642	417	820	2.637	24,8	236
Décembre	100.268	138.763	392	294	594	419	761	2.460	23,2	225
1952 Janvier	p		437	331	648	435	817	2.668		223
Février	p		400	313	631	420	839	2.603		236

(1) Y compris 32.000 tonnes provenant du bassin de Namur. Les charbonnages qui faisaient partie de ce bassin ont été répartis en 1942 entre les bassins de Liège et de Charleroi. — (2) A fin d'année.

PÉRIODES	COKES		AAGLOMÉRÉS		Hauts fourneaux en activité (à la fin de la période)	PRODUCTION MÉTALLURGIQUE (milliers de tonnes)		
	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers		Fonte	Acier brut	Acier et fer finis
1936-1938 Moyenne mensuelle ..	451	3.831	113	855	(1) 37	261	253	202
1950 Moyenne mensuelle	382	4.157	85	526	(2) 45	308	310	246
1951 Moyenne mensuelle	509	4.613	150	718	(2) 49	p 403	p 417	324
1950 Novembre	409	4.357	120	630	46	362	364	289
Décembre	459	4.430	124	674	45	373	374	293
1951 Janvier	475	4.450	152	681	49	380	400	317
Février	435	4.504	146	758	49	368	383	306
Mars	511	4.521	175	717	49	411	423	330
Avril	504	4.568	167	711	49	407	422	334
Mai	521	4.561	142	744	49	404	410	316
Juin	494	4.575	132	680	49	408	433	341
Juillet	509	4.617	109	673	49	389	390	278
Août	536	4.631	130	698	49	413	429	328
Septembre	515	4.674	148	699	49	406	404	321
Octobre	541	4.741	173	727	49	429	460	365
Novembre	524	4.749	171	768	49	413	426	326
Décembre	541	4.759	158	764	49	p 421	p 423	p 323
1952 Janvier	550	4.819	179	753		p 439	p 450	p 352

(1) Au 31 décembre 1938. — (2) Au 31 décembre.

II — INDUSTRIE TEXTILE

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Institut National de Statistique).

PÉRIODES	PRODUCTION DE FILS (tonnes)						PRODUCTION DE TISSUS ÉCRUS TOMBÉS DE MÉTIERS (POUR COMPTE PROPRE, SERVICES PUBLICS ET ORDRES À FAÇON) (tonnes)					
	Fil de lin	Fil de jute	Fi de chanvre	Fil de coton		Fil de laine		Lin	Jute (1)	Coton (2)	Laine (3)	Rayonne
				fin	cardé	peignée	cardée					
1950 Moyenne mensuelle	791	4.331	201	7.174	1.029	1.759	1.590	642	3.239	6.122	2.200	516
1951 Moyenne mensuelle	1.020	5.603	253	8.187	563	1.453	1.308	p 676	p 3.824	p 6.586	p 2.092	p 527
1950 Octobre	972	4.951	302	8.365	1.190	2.215	1.936	816	3.789	7.459	2.645	612
Novembre	897	4.792	237	8.875	1.163	1.899	1.769	767	3.907	7.646	2.578	625
Décembre	925	4.797	270	8.031	1.104	1.854	1.658	747	3.782	6.868	2.331	631
1951 Janvier	1.074	5.064	333	7.853	1.170	2.017	1.379	808	3.692	7.482	2.493	637
Février	937	5.388	297	8.099	1.159	1.998	1.375	805	3.596	7.410	2.509	656
Mars	994	5.799	275	9.438	1.293	1.943	1.490	871	3.884	8.050	2.676	746
Avril	1.014	5.612	322	8.359	730	1.715	1.528	806	3.669	7.622	2.703	705
Mai	917	5.229	293	8.527	627	1.627	1.621	744	3.481	7.202	2.479	627
Juin	1.092	6.235	275	8.326	569	1.406	1.591	767	4.130	6.809	2.259	587
Juillet	826	5.222	229	5.962	433	771	1.022	623	3.661	5.173	1.714	393
Août	1.005	5.542	177	8.140	402	1.054	1.132	514	3.612	5.609	1.866	476
Septembre	1.093	5.662	187	8.109	499	1.096	1.018	549	4.057	5.497	1.682	400
Octobre	1.185	6.103	257	8.474	409	1.268	1.096	513	4.091	6.195	1.765	383
Novembre	1.009	6.049	171	8.925	421	1.365	997	556	4.087	6.340	1.585	386
Décembre	1.090	5.333	216	8.039	390	1.180	697	p 562	p 3.926	p 5.644	p 1.376	p 325

(1) Y compris les tapis en jute. — (2) Tissus en coton purs ou mélangés de fibres de rayonne, y compris les couvertures et les tapis en coton, les torchons, le couil à matelas, les tissus d'ameublement, le velours et les tissus pour pantoufles pour 1948. A partir de 1949, les tissus spéciaux ont été répartis, selon leur nature, entre les rubriques lin, coton, rayonne et fibres de rayonne. — (3) Y compris couvertures et tapis en laine.

III — PRODUCTIONS DIVERSES

56

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Institut National de Statistique).

PÉRIODES	CIMENT	CHAUX (tonnes)	CALCAIRES	AMMONIAQUE DE SYNTHÈSE ET DÉRIVÉS		ENGRAIS COMPOSÉS (tonnes)	PAPIER		BRIQUES	
				(tonnes d'azote primaire)	(tonnes d'azote dans les engrais finis)		Papier (tonnes)	Cartons (tonnes)	Briques ordinaires (milliers de pièces)	Briques de paromet
1938 Moyenne mensuelle.....	250.000	(1) 117.382	(1) 155.538	13.113	12.235	4.860	15.462			
1950 Moyenne mensuelle.....	296.436	105.219	139.799	15.972	14.902	6.209	23.458	1.641	162.641	14.341
1951 Moyenne mensuelle.....	366.286	p 140.274	p 195.874				23.255	3.904	p 193.893	p 13.816
1950 Novembre	322.976	85.451	144.478	12.063	11.482	5.793	24.869	2.075	165.269	13.487
Décembre	266.588	104.757	83.958	14.395	13.807	5.120	25.925	1.967	156.081	15.475
1951 Janvier	240.587	150.630	129.606	15.182	13.330	9.431	27.512	2.175	143.776	16.746
Février	322.928	155.135	160.251	13.769	12.565	10.940	23.667	4.398	103.231	16.146
Mars	390.363	131.538	171.775	16.325	14.628	10.629	25.995	4.541	104.505	12.991
Avril	377.316	127.082	187.971	14.555	12.920	6.042	22.740	4.778	122.481	14.565
Mai	384.899	85.706	187.308	16.667	15.218	3.313	22.809	3.870	216.406	12.141
Juin	393.648	128.809	236.090	16.307	15.342	222	23.742	4.743	256.532	13.827
Juillet	380.805	132.897	216.473	16.697	15.855	1.137	18.993	4.123	269.675	13.781
Août	395.901	146.294	235.962	16.951	15.802	3.471	21.887	3.895	254.713	13.766
Septembre.....	398.837	176.394	203.445	13.787	15.232	6.179	23.810	3.700	252.966	13.889
Octobre	418.216	159.471	251.163	16.206	15.218	8.629	24.963	3.660	253.053	13.562
Novembre	366.032	146.019	199.908	17.216	16.085	6.512	22.771	3.667	188.590	12.212
Décembre	325.902	p 143.310	p 170.538	18.004	16.627	8.005	20.169	3.302	p 160.805	p 12.272
1952 Janvier	p 275.475			17.879	16.290	10.703	22.109	4.161		

(1) Moyenne mensuelle 1937-1938-1939.

Source : Administration des Douanes et Accises.

PÉRIODES	SUCRES				BRASSE- RIES	DISTILLE- RIES	ALLU- METTES	PÊCHE				
	Production		Stocks (sucres bruts et raffinés) fin de mois	Déclara- tions en consom- mation				Quantités de matières premières déclarées (substances farineuses et substan- ces sucrées) (tonnes)	Production d'alcool (hectolitres)	Production (millions de tiges)	Vente de poisson (2) aux minques d'Ostende Nieupoort, Zeebrugge et Blankenberge	
	sucres bruts	sucres raffinés									Quantités (tonnes)	Valeurs (milliers fr.)
1936-1938 Moyenne mensuelle..	17.493	17.183	120.910	20.667	(1) 16.412	35.046	4.421	2.260	7.189			
1950 Moyenne mensuelle.....	34.458	14.372	138.634	21.748	11.629	24.213	4.851	3.243	28.489			
1951 Moyenne mensuelle.....	21.084	15.716	123.901	20.015	11.963	23.569	5.277					
1950 Novembre	161.110	18.412	185.125	15.758	9.909	25.209	5.351	3.015	31.370			
Décembre	104.355	16.375	238.059	21.482	9.824	25.489	5.655	2.895	31.531			
1951 Janvier	5.048	13.321	203.630	20.702	8.990	28.224	5.809	3.893	41.086			
Février	—	13.507	156.048	20.567	10.760	21.439	5.718	3.577	37.711			
Mars	—	18.893	126.879	18.852	12.760	27.751	5.996	3.891	35.281			
Avril	—	13.627	111.673	17.543	12.237	26.256	6.019	3.182	33.452			
Mai	—	16.359	119.634	16.330	13.691	18.483	5.873	3.822	27.041			
Juin	—	14.315	118.446	17.688	14.690	22.175	6.499	3.100	23.718			
Juillet	—	12.300	99.834	18.731	12.923	18.884	4.392	2.727	26.813			
Août	—	12.719	69.183	21.693	13.362	17.527	4.028	2.635	28.083			
Septembre.....	7	12.484	25.486	37.631	11.890	21.717	4.109	2.525	26.675			
Octobre	97.041	20.475	80.934	17.080	10.464	35.638	5.949	3.582	37.159			
Novembre	139.403	24.293	183.778	18.104	11.423	27.192	4.903					
Décembre	11.510	16.302	191.362	15.253	10.367	17.545	4.035					
1952 Janvier	—	18.400	177.444	17.297	10.890		4.535					

(1) Y compris le Grand-Duché de Luxembourg.

(2) Non compris les harengs, esprotts et crevettes. En 1936-1938 : vente à la minque d'Ostende uniquement

IV — ENERGIE ELECTRIQUE (*)

(milliers de kWh)

58

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes — Direction Energie Electrique.

PÉRIODES	Production (1)				Importation [5]	Exportation [6]	Total énergie absorbée par les réseaux [7] = [4]+[5]-[6]
	Centrales des producteurs- distributeurs		Centrales des auto- producteurs industriels [3]	Total pour la Belgique [4] = [1]+[2]+[3]			
	Régies communales [1]	Sociétés privées [2]					
1936-1938 Moyenne mensuelle	20.361	189.899	227.802	438.062	5.472	2.168	441.366
1950 Moyenne mensuelle	31.204	387.592	287.939	706.735	12.092	4.653	714.174
1951 Moyenne mensuelle	32.564	428.949	329.941	791.454	17.966	8.749	800.671
1950 Octobre	35.580	436.109	327.129	798.818	6.459	7.437	797.840
Novembre	36.661	438.863	320.521	796.045	8.652	11.400	793.297
Décembre	40.907	475.393	323.180	839.480	12.513	13.821	838.172
1951 Janvier	39.553	479.532	326.059	845.144	14.067	13.219	845.992
Février	34.893	422.925	291.024	748.842	23.182	11.962	760.062
Mars	35.875	453.328	326.737	815.940	20.728	5.441	831.227
Avril	32.532	419.314	315.104	766.950	16.847	2.504	781.293
Mai	29.423	402.867	310.924	743.214	29.974	4.354	768.834
Juin	28.903	399.319	311.326	739.548	30.801	7.707	762.642
Juillet	24.094	377.596	300.945	702.635	17.327	5.284	714.678
Août	28.142	399.484	326.997	754.623	25.626	4.101	776.148
Septembre	29.676	418.707	333.603	781.986	8.781	7.779	782.988
Octobre	35.242	455.269	375.098	865.609	8.590	7.869	866.330
Novembre	34.965	447.232	379.942	862.139	10.237	16.933	855.443
Décembre	37.483	472.022	361.697	871.202	9.435	17.834	862.803

(*) Nombre de centrales en activité au début de l'année 1949 : 258; au début de l'année 1950 : 247; au début de l'année 1951 : 238.

(1) Production brute aux bornes des génératrices diminuée de la consommation des circuits auxiliaires dans les centrales d'une puissance installée totale de plus de 100 kW.

V — GAZ

(Production, Importation et Exportation) (1)

(milliers de mètres cubes)

59

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes — Administration du Combustible et de l'Energie.

PÉRIODES	Production des usines à gaz		Production des cokeries			Production des charbon- nages [6]	Total de gaz produit en Belgique [7] = [1] +[2]+[3] +[4]+[5] +[6]	Impor- tations [8]	Expor- tations [9]	Solde : impor- tations moins expor- tations [10] = [8]-[9]	Total de gaz disponible en Belgique [11] = [7]+[10]
	Régies et associa- tions de communes [1]	Sociétés privées [2]	Régies [3]	Sociétés privées							
				Production destinée à la distri- bution publique [4]	Production destinée aux fournitures industriel- les [5]						
1950 Moyenne mensuelle	182	2.373	5.651	51.577	60.692	—	120.475	119	1.770	— 1.651	118.824
1951 Moyenne mensuelle	62	1.174	5.552	57.667	75.413	3.759	143.627	38	2.199	— 2.161	141.466
1950 Novembre	147	6.388	6.154	49.136	61.771	—	123.596	29	1.908	— 1.879	121.717
Décembre	165	3.333	6.929	61.225	67.534	—	139.186	31	2.207	— 2.176	137.010
1951 Janvier	161	1.519	6.515	59.594	72.050	2.901	142.740	32	2.020	— 1.988	140.752
Février	99	972	5.560	54.409	67.429	2.527	130.996	29	2.201	— 2.172	128.824
Mars	39	1.087	5.681	60.528	76.475	2.840	146.650	32	3.012	— 2.980	143.670
Avril	44	1.064	5.643	56.997	74.616	2.992	141.356	32	2.715	— 2.683	138.673
Mai	52	1.166	5.543	58.113	76.011	3.032	143.917	35	2.225	— 2.190	141.727
Juin	55	1.254	5.211	56.865	74.516	3.666	141.667	37	2.082	— 2.045	139.522
Juillet	60	1.322	4.865	55.810	72.271	3.844	138.172	41	1.633	— 1.592	136.580
Août	59	1.294	5.028	56.953	77.055	4.684	145.073	45	1.642	— 1.597	143.476
Septembre	56	1.259	5.235	56.894	73.970	4.642	142.056	46	2.005	— 1.959	140.097
Octobre	46	1.111	5.829	60.112	81.285	4.336	152.719	43	2.281	— 2.238	150.431
Novembre	37	984	5.497	55.656	78.850	4.330	145.354	37	2.349	— 2.312	143.042
Décembre	37	1.055	6.020	60.066	80.432	5.311	152.921	44	2.219	— 2.175	150.746
1952 Janvier	36	1.056	6.342	62.957	81.870	5.693	157.954	31	2.475	— 2.444	155.510

(1) La présente statistique se rapporte à la production de gaz par distillation pyrogénée de la houille dans les usines à gaz et dans les cokeries, gaz auquel sont éventuellement ajoutés du gaz à l'eau, du gaz à l'air, du restgaz des synthèses chimiques et du gaz des hauts fourneaux. Elle ne comprend pas les volumes de gaz à l'eau, gaz à l'air, restgaz ou gaz de hauts fourneaux, qui sont mélangés en dehors de l'usine de production au gaz provenant de la distillation pyrogénée de la houille, à l'exception de ceux qui sont fournis directement à la distribution publique. Elle ne comprend pas le gaz produit ou reçu par les cokeries (gaz de houille ou autres) et utilisé pour leurs besoins propres (chauffage de fours, etc.).

N. B. — a) La production de gaz indiquée dans les colonnes (1) (2) (3) (4) (6) est destinée à la distribution publique.

b) La production de gaz indiquée à la colonne (5) est destinée aux fournitures directes faites par les cokeries aux autres divisions de la société auxquelles appartiennent les cokeries envisagées ou à d'autres sociétés industrielles juridiquement indépendantes.

c) Les volumes de gaz produit par les cokeries et les charbonnages sont ramenés à 4.250 kcal, 0° C., 760 mm. Hg.

d) Les cokeries produisant du gaz tant pour la distribution publique que pour les consommations industrielles directes sont comprises dans le nombre de cokeries correspondant à la colonne (5). Le nombre total des cokeries (sociétés privées produisant du gaz en 1951) s'élève à 18.

LA CONSOMMATION (*)

I — INDICES DES VENTES A LA CONSOMMATION

A — Indices des ventes mensuelles : base moyenne mensuelle 1936 à 1938 = 100

65

Source : Banque Nationale de Belgique.

MOIS	GRANDS MAGASINS						MAGASINS A SUCCURSALES		COOPÉRATIVES ET MAGASINS PATRONAUX					
	Vêtements		Ameublement		Articles de ménage et divers		Alimentation		Boulangerie		Alimentation		Vêtements	
	1950	1951	1950	1951	1950	1951	1950	1951	1950	1951	1950	1951	1950	1951
Janvier	430	614	464	641	433	555	338	445	227	224	445	564	556	795
Février	352	617	418	772	390	550	324	439	220	227	417	545	412	866
Mars	440	515	458	666	444	647	347	409	242	265	452	565	512	713
Avril	429	442	458	584	464	562	344	372	229	249	439	501	464	530
Mai	437	404	471	538	450	527	347	376	228	248	432	504	479	487
Juin	407	441	418	521	478	571	366	375	242	264	445	497	392	417
Juillet	447	431	419	495	558	595	493	367	230	204	630	450	459	357
Août	362	318	400	511	526	600	388	405	225	210	457	480	410	360
Septembre	779	387	661	589	613	575	491	400	244	225	577	439	921	472
Octobre	515	580	489	568	518	601	363	416	241	242	428	534	510	562
Novembre	440	477	456	495	791	864	328	399	230	229	445	528	476	439
Décembre	497	521	504	583	830	961	447	p 456	258	251	538	618	554	487
Janvier	1951	1952	1951	1952	1951	1952	1951	1952	1951	1952	1951	1952	1951	1952
Janvier	614	439	641	552	555	521	445	p 400	224		564		795	

B — Indices des ventes mensuelles : base moyenne mensuelle 1948 = 100

Source : Institut National de Statistique.

MOIS	GRANDS MAGASINS A RAYONS MULTIPLES																					
	Indice général	Alimentation				Habilleme nt				Ameublement			Ménage		Tabacs	Librairie-Papeterie			Parfum.			
		Pâtisseries	Non pâtisseries	Restaurant	Total	Annages	Dessus hommes	Dessus femmes	Dessous, accessoires, articles de parure	Total	Textiles	Meubles, lustrerie	Total	Articles de ménage	Appareils ménagers, électricité	Total	Articles pour fumeurs	Librairie	Papeterie	Total	Toilette	Jeux, jouets, sports, voyage
1950 Novembre ..	141	185	157	126	165	83	116	123	126	116	86	110	108	200	116	98	249	143	159	107	503	
1950 Décembre ..	163	250	219	138	222	78	122	127	161	136	95	112	101	133	242	143	181	226	196	200	150	313
1951 Janvier	141	209	172	126	182	120	92	118	143	132	178	106	152	126	194	132	97	104	116	114	135	48
1951 Février	141	204	177	125	182	149	124	109	125	128	169	153	163	133	183	138	91	93	104	103	127	52
1951 Mars	144	230	194	138	202	111	142	133	122	131	149	138	145	215	152	105	125	109	111	125	90	
1951 Avril	129	196	155	134	170	96	154	143	116	117	111	135	120	126	198	133	102	103	103	103	108	82
1951 Mai	122	185	157	122	165	80	133	135	114	110	98	137	112	120	182	126	84	93	89	89	105	88
1951 Juin	128	184	145	130	160	89	144	145	130	123	-93	136	109	121	189	127	88	125	90	95	115	109
1951 Juillet	126	163	131	126	144	76	136	138	134	122	98	138	112	122	180	128	83	109	92	94	124	145
1951 Août	115	174	136	130	152	55	81	106	97	88	87	127	102	129	207	136	88	106	162	154	117	110
1951 Septembre ..	123	186	147	126	161	73	107	120	103	99	101	163	123	120	284	134	81	98	204	189	111	68
1951 Octobre	140	207	162	141	179	91	163	190	144	139	121	139	121	123	272	137	85	114	117	116	112	130
1951 Novembre ..	151	203	176	148	184	77	122	137	130	119	96	127	107	111	236	123	97	272	161	177	116	552
1951 Décembre ..	174	258	220	168	230	70	125	136	169	141	99	142	115	147	285	160	195	274	232	238	157	368
1952 Janvier	127	238	126	140	175	76	77	104		112	134	123	130	112	190	119	94	107	152	119	106	48

MOIS	GRANDES ENTREPRISES SPÉCIALISÉES DANS L'HABILLEMENT				COOPÉRATIVES											MAGASINS A SUCCURSALES		GROS-SISTES
	Indice général	Hommes	Dames	Sous-vêtements, accessoires, articles de parure	Indice général	Boulangerie	Alimentation sauf boulangerie	Habilleme nt	Ameublement	Articles de ménage	Tabacs	Librairie, papeterie	Parfumerie, articles de luxe	Restaurant, tea-room	Divers	Sous-vêtements et mercerie, articles de parure	Chaussures	Alimentation générale
1950 Novembre	72	70	78	70	109	102	112	95	96	107	125	225	124	96	135	76	99	79
1950 Décembre ..	77	71	88	97	137	120	149	107	93	111	163	178	140	118	169	61	137	108
1951 Janvier	93	106	67	110	134	98	149	136	88	102	117	119	104	89	140	90	104	121
1951 Février	124	141	92	132	142	101	140	193	147	135	148	95	106	96	137	107	109	113
1951 Mars	114	120	101	129	141	119	145	141	177	148	184	120	126	108	152	97	132	103
1951 Avril	95	93	97	98	123	111	128	104	143	121	190	184	112	104	142	91	111	91
1951 Mai	90	93	85	80	120	111	128	92	121	124	107	166	111	115	148	111	121	93
1951 Juin	73	74	71	83	119	118	130	77	107	105	116	198	113	103	156	107	106	94
1951 Juillet	71	67	74	130	109	107	120	69	124	98	120	198	106	116	126	124	129	88
1951 Août	46	46	48	58	118	110	129	66	104	115	137	328	111	113	169	103	86	105
1951 Septembre ..	63	60	69	69	127	120	133	102	193	133	131	299	101	115	142	85	103	110
1951 Octobre	119	114	113	101	139	128	146	117	151	144	154	170	129	110	175	99	99	103
1951 Novembre ..	78	72	88	91	130	121	140	93	129	138	152	224	138	109	155	91	104	104
1951 Décembre ..	81	70	103	90	151	135	167	109	153	147	252	221	136	137	157	128	136	p 101
1952 Janvier	85	88	74	194														

(*) Pour la consommation de sucre, voir tableau n° 56.

II — CONSOMMATION DE TABAC

(Fabrication et importation)

66

Source : Administration des Douanes et Accises.

PÉRIODES	Cigares	Cigarillos	Cigarettes	Tabac à fumer, pisser et mâcher (tonnes)
	(milliers de pièces)			
1936-38 Moyenne mensuelle	16.187	49.414	430.048	1.097
1950 Moyenne mensuelle	6.927	21.776	699.935	819
1951 Moyenne mensuelle	6.385	25.887	711.922	822
1950 Novembre	8.853	22.493	585.614	721
Décembre	7.937	27.363	692.595	774
1951 Janvier	6.520	21.188	741.111	803
Février	3.317	11.952	693.708	647
Mars	2.120	5.557	843.069	665
Avril	10.573	45.602	838.294	1.179
Mai	5.806	32.572	576.610	786
Juin	5.610	24.267	523.280	783
Juillet	4.886	18.831	722.835	818
Août	6.030	25.343	692.163	893
Septembre	6.641	27.389	700.483	781
Octobre	8.811	32.605	725.172	893
Novembre	8.674	32.622	668.325	799
Décembre	7.628	32.714	818.012	814
1952 Janvier	6.630	26.940	885.358	912

III — ABATAGES DANS LES 12 PRINCIPAUX ABATTOIRS DU PAYS

67

PÉRIODES	Gros bétail (Bœufs, taureaux, vaches, génisses)	Chevaux	Veaux	Porcs, porcelets	Moutons, agneaux chèvres
1936-38 Moyenne mensuelle	16.561	698	12.242	26.679	6.462
1950 Moyenne mensuelle	17.613	3.430	11.978	40.719	6.244
1951 Moyenne mensuelle	18.338	3.674	11.297	32.607	6.186
1950 Novembre	18.734	4.324	10.438	41.801	12.925
Décembre	16.501	4.464	8.669	34.993	14.557
1951 Janvier	20.867	5.415	11.951	40.415	9.597
Février	15.845	4.547	11.308	28.851	5.435
Mars	16.191	4.294	12.647	28.740	4.402
Avril	17.778	3.598	14.080	32.628	2.463
Mai	18.491	3.442	14.713	36.086	2.417
Juin	15.655	2.812	11.510	30.536	1.586
Juillet	15.551	2.691	9.866	28.512	1.371
Août	20.073	3.753	12.431	34.298	2.247
Septembre	17.993	3.201	9.654	28.839	4.737
Octobre	22.733	3.814	10.937	39.654	14.816
Novembre	19.387	3.289	8.797	31.062	12.889
Décembre	19.495	3.236	7.673	31.664	12.276
1952 Janvier	21.670	3.660	8.817	36.245	9.954

LES TRANSPORTS

I — ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES

a) Recettes et dépenses d'exploitation

(millions de francs)

70

PÉRIODES	Recettes						Dépenses	Exoédent des recettes totales sur les dépenses	Coefficient d'exploita- tion
	Voyageurs et bagages	Marchan- dises	Diverses	Total	Intervention de l'Etat (2)	Total général			
1938 Moyenne mens. (1) ..	73,8	146,6	5,2	225,6	—	225,6	238,9	— 13,3	105,9
1949 Moyenne mensuelle ..	199,9	421,8	34,9	656,6	216,7	873,3	881,5	— 8,2	100,9
1950 Moyenne mensuelle .p	245,1	459,4	32,5	737,0	120,9	857,9	846,7	11,2	98,7
1950 Septembre	254,8	531,3	27,5	813,6	120,0	933,6	851,5	82,1	91,2
Octobre	235,8	577,0	46,2	859,0	121,0	980,0	875,2	104,8	89,3
Novembre	211,5	541,2	48,6	801,3	121,0	922,3	834,3	88,0	90,4
Décembre .p	239,7	494,1	52,7	786,5	113,0	899,5	853,2	46,3	94,9
1951 Janvier	233,9	532,4	40,4	806,7	91,7	898,4	883,9	14,5	98,4
Février	202,1	505,8	30,3	738,2	91,7	829,9	846,9	— 17,0	102,1
Mars	239,3	568,5	31,2	839,0	91,7	930,7	899,6	31,1	96,7
Avril	231,9	534,2	29,8	795,9	91,6	887,5	859,2	28,3	96,8
Mai	246,6	585,0	30,0	861,6	91,7	953,3	885,6	67,7	92,9
Juin	238,2	590,6	44,3	873,1	91,7	964,8	945,8	19,0	98,0
Juillet	326,0	520,8	30,0	876,8	91,6	968,4	924,8	43,6	95,5
Août	303,2	559,9	32,4	895,5	91,7	987,2	910,7	76,5	92,2
Septembre	271,2	557,5	30,1	858,8	91,6	950,4	881,8	68,6	92,8
Octobre	248,1	646,5	34,9	929,5	91,7	1.021,2	926,6	94,6	90,7
Novembre	221,4	656,6	31,4	909,4	91,7	1.001,1	903,4	97,7	90,2

(1) Y compris le Nord-Belge.

(2) Subventions de l'Etat pour compenser l'insuffisance des tarifs et la hausse des prix des combustibles.

PÉRIODES	b) Nombre de wagons fournis à l'industrie (1)				c) Statistique du trafic (2) 1° Trafic général						
	A	B	C	A + C	VOYAGEURS		GROSSES MARCHANDISES				
					Nombre (milliers)	Voyageurs km. (millions)	Tonnes transp. (milliers)	Tonnes-km. (millions)			Total
								Service interne belge	Service internat.	Transit	
1938 Moyen. mens. (3)	388.982	114.745	90.665	479.647	16.004	511	6.169	186	154	88	428
1950 Moyen. mens.	296.111	94.630	49.696	345.807	18.079	587	5.055	199	166	90	455
1951 Moyen. mens.	335.279	106.728	60.912	396.191			5.995				550
1950 Octobre	376.617	112.717	61.030	437.647	18.214	582	6.637	265	198	116	579
Novembre	344.850	107.997	62.084	406.934	20.078	582	6.296	230	193	134	557
Décembre	308.037	104.694	61.399	369.436	19.178	575	5.605	203	191	121	515
1951 Janvier	323.645	117.570	60.170	393.815	20.025	600	5.846	227	211	111	549
Février	304.620	95.943	57.941	362.561	18.162	545	5.464	213	194	103	510
Mars	348.816	116.465	62.461	411.277	19.168	609	6.198	244	206	126	576
Avril	335.978	111.869	58.862	394.840	17.840	570	5.774	236	170	100	506
Mai	327.282	107.306	62.316	389.598	19.199	629	5.868	235	190	113	538
Juin	345.236	110.951	63.307	408.543	17.491	588	5.970	248	198	89	535
Juillet	304.493	90.312	56.223	360.716	17.462	654	5.594	216	208	118	542
Août	336.495	101.595	55.493	391.998	17.560	651	6.032	235	214	125	574
Septembre	337.255	98.703	59.994	397.249	18.238	592	6.083	245	223	110	578
Octobre	386.097	113.352	66.659	452.656	19.471	610	6.981	275	232	111	618
Novembre	360.898	111.969	63.498	424.396	19.441	595	6.674	257	228	102	587
Décembre	312.529	104.702	64.123	376.652			5.459				490

A. — Nombre de wagons fournis pour transports taxés au départ des stations de la Société, y compris ceux pour transports de houille, coke et briquettes.

B. — Nombre de wagons fournis spécialement pour le transport de houille, coke et briquettes.

C. — Nombre de wagons chargés en provenance de réseaux étrangers et destinés, soit à des stations du réseau de la Société, soit à des stations d'autres réseaux situés au delà.

(1) Wagons chemins de fer et particuliers.

(2) Non compris les transports militaires.

(3) Y compris le Nord-Belge.

c) Statistique du trafic (1)
2° Transport des principales grosses marchandises
A — Ensemble du trafic

PÉRIODES	Tonnes-km. (millions)	(milliers de tonnes)										
		Total	Produits agricoles et alimentaires	Combustibles	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de construction, verres et glaces	Prod. des carrières, sables, silix et terres	Textiles, tanneries et vêtement	Produits chimiques et pharmaceutiques	Grasses et huiles industr., pétroles, brais et goudrons	Divers
1938 Moyenne mensuelle (2)	428	6.169	405	2.540	472	516	559	934	64	225	77	377
1949 Moyenne mensuelle	472	5.011	289	1.796	583	632	428	568	38	209	70	398
1950 Moyenne mensuelle	455	5.055	300	1.897	418	643	412	662	38	249	80	356
1950 Septembre	513	5.839	191	2.219	444	768	484	892	62	282	88	409
Octobre	579	6.637	758	2.299	522	821	479	875	36	311	97	439
Novembre	557	6.296	860	2.205	504	852	433	641	30	259	93	419
Décembre	515	5.605	565	2.147	549	845	345	392	37	264	80	371
1951 Janvier	549	5.846	221	2.379	617	846	409	511	40	289	109	425
Février	510	5.464	204	1.982	609	736	437	634	39	278	84	461
Mars	576	6.198	187	2.378	589	863	491	711	36	332	92	519
Avril	508	5.774	162	2.279	483	785	465	740	24	265	87	484
Mai	538	5.868	191	2.206	567	816	494	795	22	241	89	447
Juin	535	5.970	122	2.231	631	757	534	875	22	254	90	454
Juillet	542	5.594	115	1.883	685	779	514	809	21	256	86	445
Août	574	6.032	115	2.094	684	839	549	844	53	283	94	477
Septembre	578	6.083	119	2.007	767	801	524	917	117	251	93	487
Octobre	618	6.981	609	2.313	744	827	597	927	46	291	101	526
Novembre	587	6.674	767	2.301	464	770	528	771	29	270	96	478

(1) Non compris les transports militaires.

(2) Y compris le Nord-Belge.

I — ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES (fin)

B — Service interne belge

PÉRIODES	Total	Produits agricoles et aliment.	Com-bustibles	Minerais	Produits métal-lurgiques	Mat. de constr., verres et glaces	Produits des carrières, sables, silix et terres	Textiles, tanneries et vêtements	Produits chimiques et pharmaceutiques	Graisses et huiles industr., pétrole, brais et goudrons	Divers	Soc. Nat. des Chemins de fer vicinaux
												Tonnes-km. transportées (milliers)
(milliers de tonnes)												
1938 Moyenne mens. (1)	3.250	231	1.523	10	130	312	673	12	85	26	248	5.858
1950 Moyenne mensuelle	3.266	186	1.605	12	188	286	550	9	122	28	280	3.523
1951 Moyenne mensuelle												3.273
1950 Décembre	3.431	419	1.814	22	216	198	311	5	128	28	290	3.952
1951 Janvier	3.562	74	2.074	17	243	226	406	6	135	36	345	2.217
Février	3.361	51	1.705	17	219	286	528	5	141	29	380	2.459
Mars	3.902	51	2.058	20	234	332	588	5	150	32	432	2.632
Avril	3.806	46	1.988	18	254	331	607	4	122	33	403	2.669
Mai	3.735	41	1.900	20	233	349	652	4	118	36	382	2.924
Juin	3.909	32	1.935	20	266	364	728	4	126	40	394	2.997
Juillet	3.354	44	1.573	20	195	336	664	3	118	33	368	2.805
Août	3.709	36	1.753	17	229	365	694	32	142	34	407	3.050
Septembre	3.766	53	1.708	20	229	355	757	69	126	39	410	2.961
Octobre	4.465	474	1.932	21	255	390	742	10	158	39	444	6.483
Novembre	4.231	550	1.909	17	249	329	611	4	132	33	397	6.388
Décembre												2.711

(1) Y compris le Nord-Belge, en ce qui concerne la S.N.C.F.B.

III — MOUVEMENT DES PORTS

a) Port d'Anvers

Sources : Administration du Port d'Anvers et Institut National de Statistique.

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME						NAVIGATION FLUVIALE					
	ENTRÉES			SORTIES			ENTRÉES			SORTIES		
	Nombre de navires	Tonnage net belge (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Nombre de navires		Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m3)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (2)	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m3)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (2)
1936-1938 Moyenne mens.	988	2.008	1.072	837	151	1.072	3.917	1.317	568	3.762	1.268	593
1950 Moyenne mensuelle	807	1.884	870	669	135	900	2.978	1.223	695	2.937	1.207	593
1951 Moyenne mensuelle	952	2.209	1.261	798	155	1.169	3.611	1.535	695	3.677	1.554	877
1951 Février	873	1.944	1.133	724	127	1.208	3.352	1.427	660	3.422	1.440	810
Mars	996	2.265	1.245	855	138	1.215	3.792	1.631	758	3.830	1.636	942
Avril	971	2.297	1.269	839	125	1.243	3.546	1.547	752	3.668	1.605	867
Mai	978	2.182	1.204	854	133	1.074	3.439	1.482	737	3.610	1.549	850
Juin	946	2.092	1.269	813	139	1.276	3.505	1.488	709	3.461	1.514	809
Juillet	1.004	2.212	1.144	832	170	1.228	3.489	1.506	697	3.495	1.444	805
Août	950	2.213	1.187	767	181	1.228	3.423	1.446	667	3.511	1.484	849
Septembre	902	2.026	1.303	732	172	1.122	3.456	1.521	674	3.455	1.467	815
Octobre	1.001	2.341	1.347	844	158	1.238	4.023	1.646	697	4.179	1.691	939
Novembre	950	2.406	1.434	756	183	1.009	3.991	1.632	678	4.089	1.693	1.027
Décembre	945	2.420	1.515	768	173	997	3.957	1.659	640	3.820	1.578	994
1952 Janvier	947	2.228		805	147		3.489	1.459	561	3.507	1.497	939
Février	987	2.326		815	162							

(1) Trafic international. — (2) Trafic international et intérieur.

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME : TRAFIC INTERNATIONAL.							
	Objets d'alimentation et boissons		Matières brutes ou simplement préparées		Produits fabriqués		Total (1)	
	Exportation (2)	Transit accompli	Exportation (2)	Transit accompli	Exportation (2)	Transit accompli	Exportation (2)	Transit accompli
<i>Marchandises sorties (chargements) : milliers de tonnes métriques (poids brut).</i>								
1950 Moyenne mensuelle	16	10	345	112	233	184	594	306
1951 Moyenne mensuelle	17	14	409	120	348	261	774	395
1950 Décembre	42	15	556	156	416	359	1.014	530
1951 Janvier	21	11	436	100	325	295	782	406
Février	18	15	424	186	304	261	746	462
Mars	20	10	386	99	378	322	784	431
Avril	16	12	461	132	367	255	844	399
Mai	14	12	377	85	355	231	746	328
Juin	15	16	475	102	408	259	898	378
Juillet	12	17	408	172	304	315	724	504
Août	19	23	417	128	367	274	803	425
Septembre	19	10	367	126	342	258	728	394
Octobre	18	12	423	116	386	283	827	411
Novembre	19	12	373	75	326	204	718	291
Décembre	14	19	357	115	315	177	686	311

(1) Y compris : animaux vivants, or et argent non ouvrés et monnaies d'or et d'argent, marchandises non classables.

(2) Commerce spécial.

III — MOUVEMENT DES PORTS (suite)

71

a) Port d'Anvers

Source : Institut National de Statistique.

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME : TRAFIC INTERNATIONAL											
	Objets d'alimentation et boissons			Matières brutes ou simplement préparées			Produits fabriqués			Total (1)		
	Importation (2)	Entrées en entrepôt	En vue du transit	Importation (2)	Entrées en entrepôt	En vue du transit	Importation (2)	Entrées en entrepôt	En vue du transit	Importation (2)	Entrées en entrepôt	En vue du transit
	<i>Marchandises entrées (déchargements) : Milliers de tonnes métriques (poids brut).</i>											
1950 Moyenne mensuelle ..	157	6	86	423	46	109	19	3	20	600	55	215
1951 Moyenne mensuelle ..	178	10	115	687	41	197	23	2	28	868	53	340
1950 Décembre	175	2	102	560	60	140	21	2	22	756	64	265
1951 Janvier	158	3	108	568	48	154	24	2	22	750	53	284
Février	193	10	103	542	19	201	25	3	37	780	32	341
Mars	239	5	127	609	59	154	25	3	24	873	67	305
Avril	195	18	138	617	51	196	24	3	27	837	72	360
Mai	183	30	116	591	62	167	24	2	29	798	94	312
Juin	183	11	118	689	27	187	20	2	31	893	40	336
Juillet	131	9	116	554	40	238	23	2	30	708	51	385
Août	166	2	72	648	20	228	20	2	28	834	24	329
Septembre	136	3	118	724	59	214	27	2	20	887	64	352
Octobre	193	5	116	730	39	201	31	2	29	954	46	347
Novembre	159	12	131	800	43	244	17	2	25	976	57	401
Décembre	198	13	121	926	23	179	21	3	31	1.145	39	331

(1) Y compris : animaux vivants, or et argent non ouvrés et monnaies d'or et d'argent, marchandises non classables.
(2) Commerce spécial.

b) Port de Gand

Sources : Administration du Port de Gand et Institut National de Statistique.

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME						NAVIGATION FLUVIALE	
	ENTRÉES			SORTIES			MARCHANDISES (1) (milliers de tonnes métriques)	
	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Entrées	Sorties
1936-38 Moyenne mensuelle ..	169	177	208	170	178	92	174	152
1950 Moyenne mensuelle	122	117	108	121	116	74	117	43
1951 Moyenne mensuelle	163	125	129	155	125	83	147	71
1951 Février	122	99	114	131	109	104	122	62
Mars	150	130	146	141	122	77	152	72
Avril	163	122	116	163	121	78	137	82
Mai	156	114	147	157	115	74	147	77
Juin	151	115	129	156	116	78	153	84
Juillet	146	113	66	146	109	65	137	64
Août	166	137	164	167	144	83	204	73
Septembre	134	115	123	131	113	80	146	94
Octobre	149	122	151	153	124	88	188	74
Novembre	169	126	106	159	129	71	164	58
Décembre	183	167	139	185	157	85	133	74
1952 Janvier	163	121	121	148	117			
Février	190	129		192	140			

(1) Trafic international.

IV — MOUVEMENT GENERAL DE LA NAVIGATION INTERIEURE

Source : Institut National de Statistique.

PÉRIODES	BATEAUX CHARGÉS														
	Nombre					Milliers de tonnes métriques					Millions de tonnes-km.				
	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics
1949 Moyenne mensuelle ..	5.541	1.983	1.623	336	9.483	1.302	633	520	90	2.545	138,6	35,3	33,3	11,4	219,1
1950 Moyenne mensuelle ..	6.020	2.435	1.814	317	10.586	1.437	905	609	72	3.023	150,9	50,3	39,6	9,0	249,8
1950 Novembre	6.302	2.484	2.011	339	11.136	1.594	918	746	79	3.337	116,0	51,9	44,0	9,8	221,7
Décembre	5.605	2.044	1.646	307	9.602	1.401	869	646	75	2.991	148,3	48,2	37,0	9,2	242,7
1951 Janvier	4.981	1.890	1.422	282	8.555	1.321	785	594	70	2.760	138,5	40,0	30,0	7,7	216,2
Février	5.766	2.451	1.695	297	10.209	1.445	966	657	72	3.140	157,5	56,1	36,0	9,2	258,8
Mars	6.477	2.853	2.138	323	11.791	1.649	1.098	796	80	3.623	179,8	64,2	46,1	9,9	300,0
Avril	6.335	2.854	2.259	360	11.808	1.627	1.119	835	87	3.668	180,7	63,5	48,9	11,1	304,2
Mai	6.146	2.789	2.283	314	11.532	1.532	1.092	768	69	3.461	174,3	62,3	51,2	9,2	297,0
Juin	6.404	2.814	2.257	304	11.779	1.645	1.105	766	66	3.582	180,5	66,5	48,9	7,9	303,8
Juillet	5.650	2.850	2.306	281	11.427	1.473	1.069	791	61	3.394	183,1	65,2	51,7	8,4	288,4
Août	5.702	3.308	2.392	308	11.710	1.459	1.157	849	74	3.539	159,4	72,0	52,3	10,0	293,7
Septembre	5.997	3.222	2.195	356	11.770	1.519	1.153	766	83	3.511	166,5	70,6	49,1	11,3	297,5
Octobre	7.199	3.193	2.266	351	13.009	1.961	1.161	781	82	3.985	200,1	71,8	52,8	10,9	335,6
Novembre	6.249	2.930	2.079	359	11.617	1.577	1.072	743	88	3.480	169,1	65,5	44,0	11,6	290,2

72

LE COMMERCE SPÉCIAL DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE AVEC LES PAYS ÉTRANGERS

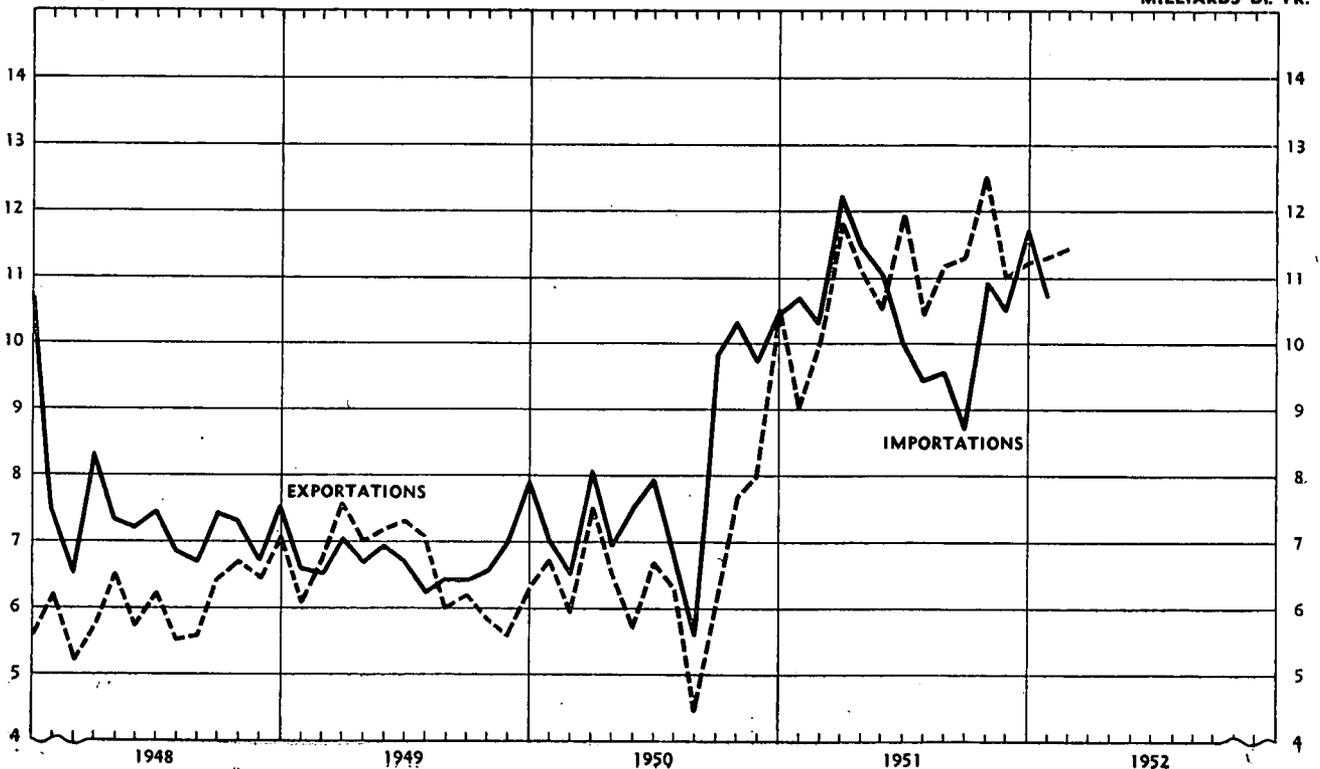
RESUME D'APRES LES CINQ CATEGORIES DE LA NOMENCLATURE COMMUNE ADOPTÉE PAR LA CONVENTION DE BRUXELLES DU 31 DECEMBRE 1913

75

PÉRIODES	QUANTITÉS (milliers de tonnes)					VALEURS (millions de francs)					PRIX MOYEN PAR TONNE (francs)	EXCÉDENT (+) OU DÉFICIT (-) DE LA BALANCE COMMERCIALE (millions de francs)	RAPPORT DES EXPORTATIONS AUX IMPORTATIONS EN P. C.	
	Anim. vivants	Objets d'ali- menta- tion et boissons	Matières brutes ou simple- ment préparées	Produits fabriqués	Totaux	Anim. vivants	Objets d'ali- menta- tion et boissons	Matières brutes ou simple- ment préparées	Produits fabri- qués	Or et argent non ouverts et monnaies				Totaux
IMPORTATIONS														
1936-38 Moy. mens.	1,0	331,5	2.473,8	62,1	2.868,4	3,1	407,8	1.112,4	459,6	35,7	2.018,0	704		
1950 Moy. mens...	1,5	256,1	2.125,1	95,8	2.478,5	22,4	1.613,2	3.833,2	2.595,3	61,2	8.125,3	3.278		
1951 Moy. mens...	1,7	287,8	2.785,6	110,8	3.185,9	27,9	1.917,1	5.336,4	3.236,5	82,3	10.600,2	3.327		
1950 Décembre ...	2,0	276,9	2.492,9	99,1	2.870,9	26,6	1.720,3	5.721,5	2.847,5	38,1	10.354,0	3.607		
1951 Janvier	2,4	250,9	2.301,6	101,6	2.656,5	28,4	1.719,5	5.834,6	3.008,8	62,3	10.653,6	4.010		
Février	2,3	319,2	2.571,7	102,4	2.995,6	31,6	1.889,5	5.169,2	3.103,1	65,0	10.258,4	3.424		
Mars	2,1	365,1	2.787,6	119,8	3.274,6	31,0	2.490,8	5.805,7	3.804,4	89,5	12.221,4	3.732		
Avril	2,5	308,4	2.691,4	120,1	3.122,4	40,8	2.153,6	5.578,9	3.521,9	65,0	11.360,2	3.638		
Mai	2,2	296,2	2.696,9	118,6	3.113,9	39,5	1.964,4	5.417,8	3.562,5	79,0	11.063,2	3.543		
Juin	1,6	276,6	2.857,1	114,3	3.249,7	28,5	1.626,5	4.972,6	3.304,3	116,3	10.048,2	3.092		
Juillet	0,5	220,6	2.592,6	109,7	2.923,4	9,9	1.453,5	4.838,7	3.001,2	68,1	9.371,4	3.206		
Août	1,0	253,6	2.835,1	101,4	3.191,1	20,1	1.584,1	5.053,4	2.894,6	86,7	9.638,9	3.021		
Septembre ...	1,2	216,8	2.872,4	108,3	3.198,7	19,0	1.570,2	4.157,7	2.891,7	70,3	8.708,9	2.723		
Octobre	1,0	312,5	3.049,7	117,8	3.481,0	18,2	2.308,8	5.178,1	3.332,2	99,3	10.936,6	3.142		
Novembre ...	1,6	284,5	3.010,3	98,3	3.394,7	27,7	1.963,1	5.492,8	2.935,0	87,5	10.506,1	3.095		
Décembre ...	1,9	330,2	3.048,7	102,1	3.482,9	32,3	2.173,2	6.162,1	3.230,3	97,4	11.695,3	3.358		
1952 Janvier					3.094,7						10.652,4	3.442		
Février					2.994,3						11.099,7	3.707		
EXPORTATIONS														
1936-38 Moy. mens.	0,5	54,4	1.447,0	410,5	1.912,4	5,6	99,4	831,0	902,1	21,1	1.859,2	972	-159,4	92,1
1950 Moy. mens...	0,1	47,4	928,1	387,8	1.363,4	4,4	406,7	2.374,4	4.072,5	22,9	6.880,9	5.047	-1.244,4	84,7
1951 Moy. mens...	0,9	54,4	1.092,8	540,3	1.688,4	28,0	608,4	3.317,4	7.063,0	30,5	11.047,3	6.543	+ 447,1	104,2
1950 Décembre ...	0,1	77,9	1.222,5	581,0	1.881,5	6,1	737,7	3.651,7	6.049,0	15,4	10.459,9	5.559	+ 105,9	101,0
1951 Janvier	0,1	51,5	950,1	488,5	1.490,2	2,7	553,0	2.979,3	5.463,9	19,0	9.017,9	6.051	-1.635,7	84,6
Février	—	80,3	914,6	487,6	1.482,5	2,6	724,1	3.714,8	5.457,6	7,5	9.908,6	6.682	- 351,8	96,6
Mars	0,1	77,5	1.019,2	575,0	1.671,9	4,6	703,8	4.079,9	6.944,7	37,6	11.770,6	7.040	- 450,8	96,3
Avril	—	83,0	1.095,7	550,3	1.729,0	1,6	623,1	3.550,7	6.847,4	49,0	11.071,8	6.404	- 288,4	97,5
Mai	0,1	46,1	1.026,4	547,8	1.620,4	3,9	445,9	3.064,5	6.972,9	34,8	10.522,0	6.493	- 541,2	95,1
Juin	1,3	39,8	1.169,0	605,6	1.815,7	36,1	537,9	3.449,7	7.844,3	19,1	11.887,1	6.547	+1.838,9	118,3
Juillet	2,5	28,0	1.102,9	490,6	1.624,0	71,7	506,7	3.023,0	6.800,7	20,1	10.422,2	6.418	+1.050,8	111,2
Août	2,6	43,3	1.187,7	550,7	1.784,3	79,6	625,4	3.163,5	7.275,7	24,9	11.169,1	6.280	+1.530,2	115,9
Septembre ...	2,5	41,9	1.126,7	528,0	1.702,1	80,3	611,1	3.101,2	7.494,1	31,9	11.318,6	6.650	+2.609,7	130,0
Octobre	1,0	54,9	1.246,5	592,9	1.895,3	33,0	665,7	3.379,5	8.365,7	32,7	12.476,6	6.583	+1.540,0	114,1
Novembre ...	0,3	58,6	1.065,5	515,5	1.639,9	12,0	718,0	2.844,1	7.379,4	41,3	10.994,8	6.705	+ 488,7	104,7
Décembre ...	0,1	45,1	1.170,8	510,1	1.726,1	7,4	553,7	3.279,5	7.242,2	47,6	11.130,4	6.448	- 564,9	95,2
1952 Janvier					1.619,3						11.292,6	6.974	+ 640,2	106,0
Février					1.703,0						11.400,9	6.695	+ 301,2	102,7

MILLIARDS DE FR.

MILLIARDS DE FR.



LE CHOMAGE

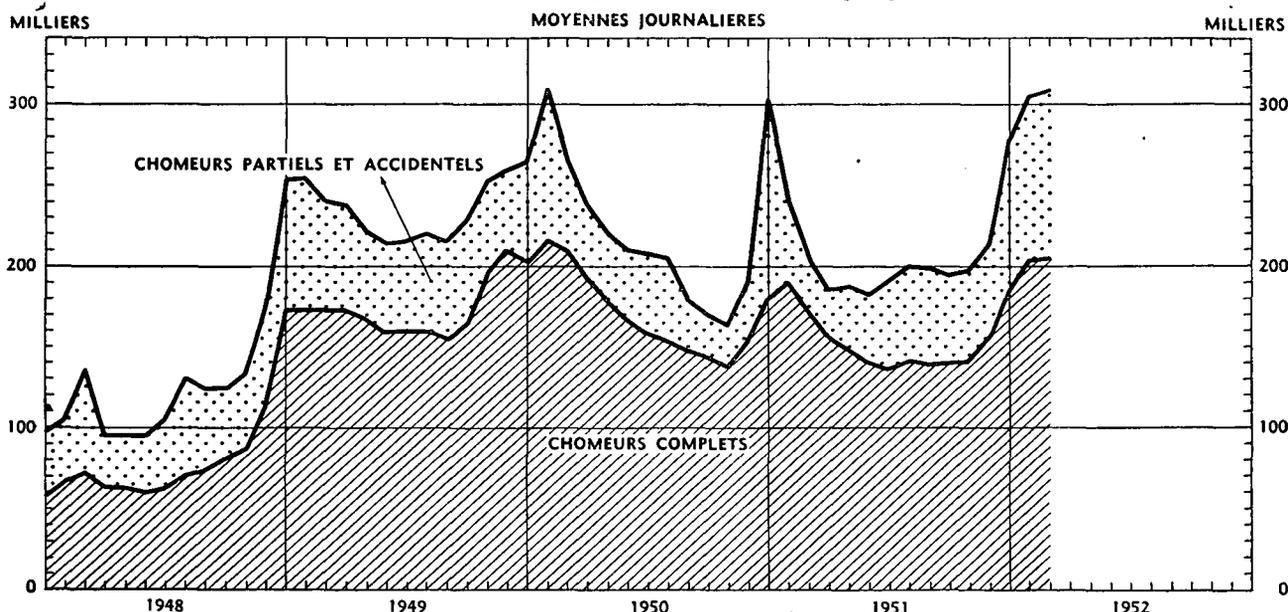
I — CHOMAGE COMPLET ET PARTIEL

Source : Fonds de Soutien des Chômeurs.

81

PÉRIODES	NOMBRE DE CHOMEURS CONTROLÉS						MILLIERS DE JOURNÉES PERDUES		
	CHÔMEURS INSCRITS AU COURS DU MOIS			MOYENNES JOURNALIÈRES			Chômeurs		Totaux
	Chômeurs		Totaux	Chômeurs		Totaux	complets	partiels et accidentels	
	complets	partiels et accidentels		complets	partiels et accidentels				
1951 Février	204.404	103.580	307.984	171.482	31.877	203.359	4.121	760	4.881
Mars	184.105	120.174	304.279	154.842	30.959	185.801	3.560	711	4.271
Avril	182.353	170.005	352.358	146.696	40.356	187.052	4.112	1.131	5.243
Mai	173.118	143.495	316.613	140.362	42.068	182.430	3.233	962	4.195
Juin	169.311	148.294	317.605	135.517	55.181	190.698	3.259	1.320	4.579
Juillet	185.333	183.043	368.376	141.242	58.947	200.189	4.095	1.702	5.797
Août	177.054	183.355	360.409	138.914	60.276	199.190	3.200	1.381	4.581
Septembre	188.289	167.757	356.046	139.800	53.728	193.528	4.199	1.606	5.805
Octobre	175.012	172.520	347.532	140.795	56.340	197.135	3.246	1.293	4.539
Novembre	194.620	156.200	350.820	156.794	56.451	213.245	3.773	1.352	5.125
Décembre	231.181	298.130	529.311	185.265	92.840	278.105	5.202	2.612	7.814
1952 Janvier	242.402	281.388	503.790	203.494	101.085	304.579	4.892	2.439	7.331
Février				204.324	103.017	307.341			

NOMBRE DE CHOMEURS CONTROLÉS



II — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLÉS PAR PROVINCE

Source : Fonds de Soutien des Chômeurs.

MOIS STATISTIQUE	Semaine		Nombre de jours ouvrables	Royaume	Anvers	Brabant	Flandre occidentale	Flandre orientale	Hainaut	Liège	Limbourg	Luxembourg	Namur
	du	au											
Moyenne journalière par mois													
1951 Février	—	—	26	203.359	55.689	38.979	35.399	37.337	16.548	8.095	6.131	1.705	3.478
Mars	—	—	23	185.801	50.206	35.637	32.850	34.744	14.342	7.457	6.012	1.448	3.105
Avril	—	—	28	187.052	50.299	34.911	33.539	37.019	14.732	7.558	5.429	788	2.777
Mai	—	—	23	182.430	48.093	34.504	31.934	37.609	14.967	7.534	4.961	354	2.474
Juin	—	—	24	190.698	47.434	36.672	31.435	42.541	16.323	9.078	4.585	353	2.277
Juillet	—	—	29	200.189	47.474	37.446	33.779	48.132	15.880	10.057	4.751	367	2.303
Août	—	—	23	199.190	45.070	36.281	34.551	48.765	16.019	11.153	4.722	333	2.266
Septembre	—	—	30	193.528	47.348	34.141	34.674	44.990	14.525	10.807	4.341	380	2.322
Octobre	—	—	23	197.135	49.133	33.191	37.559	44.883	14.222	11.294	4.080	424	2.349
Novembre	—	—	24	213.245	52.931	36.708	40.418	47.714	15.140	12.138	4.804	797	2.595
Décembre	—	—	28	278.105	62.100	46.400	53.631	64.085	23.091	15.685	7.586	1.780	3.747
1952 Janvier	—	—	24	304.579	65.823	51.145	56.077	67.166	26.075	18.422	9.766	4.247	5.853
Février	—	—	24	307.341									
Moyenne journalière par semaine													
1952 Janvier	6	12	6	288.295	63.937	48.656	53.419	64.146	24.221	16.819	9.067	3.263	4.867
	13	19	6	288.807	64.310	48.672	52.399	63.679	23.820	17.106	9.595	3.889	5.337
	20	26	6	295.108	62.805	50.731	52.996	64.931	24.958	18.668	9.179	4.660	6.190
	27	2	6	346.108	72.259	56.621	65.494	75.908	31.301	21.095	11.223	5.187	7.020
Février	3	9	6	321.454	67.562	53.772	57.476	73.105	27.873	19.866	10.179	5.026	6.595
	10	16	6	326.121	67.516	55.604	56.565	72.295	29.410	21.774	10.912	4.785	7.252
	17	23	6	299.726	63.785	50.905	53.127	66.438	24.667	19.964	9.961	4.875	6.014
	24	1	6	282.063	64.807	46.747	49.153	64.888	22.815	17.873	8.222	3.497	4.061

III — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR GROUPE DE PROFESSIONS
(Moyenne journalière du nombre de chômeurs contrôlés)

Source : Fonds de Soutien des Chômeurs.

Période	Agriculture	Forêt, chasse, pêche	Mines	Pierre	Céramique, verre	Diamant	Construction	Bois, ameublement	Métal	Chimie	Papier	Livre	Textile	Vêtement	Cuir, peaux, chaussure	Alimentation	Transport	Dockers	Réparateurs de navires	Hôtels-restaurants	Gens de maison	Services personnels et biens	Employés	Artistes	Total
Chômeurs complets																									
1950 Octobre	6.247	979	983	675	4.211	3.068	17.898	7.878	23.109	1.645	1.064	1.418	10.354	7.989	2.901	9.359	13.282	—	—	5.457	4.120	532	13.677	1.154	138.000
1950 Novembre	10.313	1.003	1.087	783	6.272	3.165	21.754	8.676	23.360	1.728	1.091	1.430	10.771	9.653	3.514	10.097	14.162	—	—	5.728	4.188	547	13.748	1.130	153.198
1950 Décembre	13.682	1.239	1.109	944	6.476	3.086	30.599	11.401	25.617	1.933	1.122	1.466	12.425	13.151	4.682	11.530	15.087	—	—	5.741	4.346	582	14.099	1.129	181.316
1951 Janvier	14.528	1.176	1.097	1.042	7.073	2.798	32.824	12.625	26.156	1.893	1.122	1.591	12.651	14.556	4.212	12.495	15.535	—	—	5.728	4.487	620	14.538	1.141	189.888
1951 Février	13.843	924	1.036	882	6.282	2.560	28.152	10.671	23.028	1.605	1.079	1.488	11.977	11.085	3.405	12.237	14.899	—	—	5.827	4.589	590	14.215	1.110	171.482
1951 Mars	12.396	849	989	760	5.045	2.443	24.332	8.934	20.146	1.687	1.071	1.387	11.388	8.933	2.965	11.887	14.200	—	—	5.498	4.561	562	13.737	1.082	154.842
1951 Avril	11.041	845	930	724	3.520	2.965	21.399	8.319	18.683	1.746	1.051	1.377	11.438	9.291	3.116	11.389	13.886	—	—	5.292	4.575	608	13.320	1.182	146.696
1951 Mai	8.377	901	888	652	2.991	2.825	18.029	8.093	17.741	1.728	1.121	1.353	12.093	10.942	3.928	10.875	13.603	—	—	4.981	4.507	532	12.901	1.301	140.362
1951 Juin	6.012	896	835	541	2.780	2.749	15.669	7.213	16.286	1.860	1.101	1.333	13.326	13.416	4.917	9.866	13.338	—	—	4.614	4.409	501	12.416	1.449	135.517
1951 Juillet	8.596	822	827	627	2.830	3.079	15.343	7.306	15.657	1.955	1.163	1.311	16.421	15.647	5.676	9.436	12.975	—	—	3.609	4.113	473	12.259	1.217	141.242
1951 Août	6.918	777	778	496	2.829	2.130	15.097	7.052	15.787	1.895	1.161	1.332	17.892	16.263	5.129	9.190	12.928	—	—	3.500	4.087	384	12.073	1.216	138.914
1951 Septembre	6.431	787	763	542	3.517	2.994	14.662	7.083	15.768	1.847	1.278	1.384	18.220	14.122	4.370	9.289	13.057	—	—	4.959	4.527	448	12.597	1.155	139.800
1951 Octobre	4.909	753	748	506	6.010	3.030	14.874	7.299	15.830	1.837	1.322	1.412	18.963	13.051	4.348	9.258	13.249	—	—	5.625	4.712	444	12.694	1.021	140.795
1951 Novembre	9.430	764	756	563	5.886	3.074	18.780	7.993	18.866	1.948	1.383	1.473	20.112	14.424	4.813	9.930	13.811	—	—	5.842	4.782	475	12.639	1.060	156.794
1951 Décembre	13.085	815	802	784	7.325	3.938	26.647	9.948	18.650	2.197	1.573	1.523	23.202	17.657	5.788	11.362	14.826	—	—	5.854	4.944	479	12.815	1.051	185.265
Chômeurs partiels et accidentels																									
1950 Octobre	794	336	86	103	544	155	2.079	1.223	2.879	212	214	169	3.699	3.040	1.383	1.893	1.961	3.110	1.080	347	243	48	324	72	25.994
1950 Novembre	957	670	89	488	737	134	4.669	1.663	3.010	493	248	189	4.037	5.926	3.540	2.163	2.337	2.682	857	359	250	51	402	75	37.826
1950 Décembre	3.311	2.432	336	4.829	2.109	179	54.627	7.760	7.066	588	324	257	9.544	10.053	5.333	2.842	4.391	2.424	445	388	355	70	579	72	120.314
1951 Janvier	1.364	952	145	649	1.086	118	12.820	3.524	3.922	383	318	242	6.311	6.766	2.317	2.320	2.666	3.594	149	378	304	75	479	67	50.949
1951 Février	866	659	1.103	165	717	78	4.239	1.644	2.420	261	169	215	5.129	3.700	1.095	1.999	2.117	4.026	123	359	266	53	421	63	31.877
1951 Mars	721	652	109	182	755	149	5.969	1.345	2.151	249	179	247	5.734	3.179	1.141	2.015	2.008	2.960	41	378	249	53	427	66	30.959
1951 Avril	610	426	538	196	742	367	3.534	1.576	2.706	367	378	338	10.108	5.599	3.581	2.149	2.210	3.505	241	379	259	50	417	60	40.356
1951 Mai	633	374	43	222	686	289	3.181	1.417	2.281	371	279	275	10.495	7.044	5.436	1.743	2.069	3.788	196	387	236	49	420	174	42.068
1951 Juin	1.105	209	108	114	673	366	1.819	1.687	2.931	636	423	305	16.353	10.717	7.600	2.053	2.374	4.433	38	344	267	57	379	270	55.181
1951 Juillet	947	201	183	161	672	477	2.344	1.915	3.383	552	538	355	21.476	10.276	6.462	1.940	2.283	3.558	19	289	301	54	390	171	58.947
1951 Août	1.192	254	145	151	737	183	2.453	1.745	3.237	538	480	338	26.371	9.152	4.080	1.862	2.112	4.159	65	266	298	64	358	36	60.276
1951 Septembre	729	258	247	81	616	435	1.880	1.404	2.691	600	559	279	23.533	7.530	3.416	1.389	1.789	5.151	123	277	263	52	386	40	53.728
1951 Octobre	689	226	222	68	600	398	1.964	1.545	3.332	563	685	276	24.571	7.348	3.983	1.762	2.002	4.657	387	303	289	44	380	56	56.340
1951 Novembre	865	479	68	203	569	299	3.439	1.828	3.814	597	616	296	21.839	8.418	3.924	1.777	2.064	3.869	385	324	281	67	369	61	56.451
1951 Décembre	1.301	837	836	539	2.160	595	11.906	3.595	7.365	1.401	1.118	347	32.118	11.947	6.182	2.478	2.833	3.932	129	342	355	62	406	56	92.840
Total des chômeurs contrôlés																									
1950 Octobre	7.041	1.315	1.069	778	4.755	3.223	19.977	9.101	25.988	1.857	1.278	1.587	14.063	11.029	4.284	11.252	15.243	3.110	1.080	5.804	4.363	580	14.001	1.226	163.994
1950 Novembre	11.270	1.673	1.176	1.271	6.009	3.299	28.223	10.339	26.370	2.219	1.339	1.619	14.808	15.579	7.054	12.260	16.499	2.682	857	6.087	4.438	598	14.150	1.205	191.024
1950 Décembre	16.893	3.671	1.445	5.773	8.585	3.265	85.226	19.161	32.683	2.521	1.446	1.713	21.969	23.204	10.015	14.372	19.458	2.424	445	6.129	4.701	652	14.678	1.201	301.630
1951 Janvier	15.892	2.128	1.242	1.691	8.159	2.916	65.444	16.149	30.078	2.276	1.440	1.833	18.962	21.322	6.529	14.815	18.201	3.594	149	6.106	4.791	695	15.017	1.208	240.837
1951 Février	14.709	1.683	2.139	1.047	6.999	2.638	32.391	12.315	25.448	1.856	1.248	1.703	17.106	14.785	4.500	14.236	17.016	4.026	123	6.186	4.855	643	14.636	1.173	203.359
1951 Mars	13.117	1.501	1.098	932	5.800	2.592	30.301	10.279	22.297	1.938	1.250	1.634	17.122	12.112	4.106	13.902	16.208	2.960	41	5.876	4.810	615	14.164	1.148	185.801
1951 Avril	11.651	1.271	1.468	920	4.262	3.332	24.953	9.895	21.389	2.113	1.429	1.715	21.546	14.890	6.696	13.538	16.096	3.505	241	5.671	4.834	658	13.737	1.242	187.052
1951 Mai	9.010	1.275	931	874	3.677	3.114	21.210	9.510	20.022	2.099	1.400	1.628	22.588	17.986	9.364	12.618	15.672	3.788	196	5.348	4.743	581	13.321	1.475	182.430
1951 Juin	7.117	1.105	943	655	3.353	3.135	17.488	8.900	19.217	2.488	1.524	1.638	29.679	24.133	12.517	11.919	15.712	4.433	38	4.958	4.676	558	12.795	1.719	190.698
1951 Juillet	9.543	1.023	1.010	688	3.502	3.556	17.687	9.221	19.040	2.507	1.701	1.666	37.897	25.923	12.138	11.376	15.253	3.558	19	3.898	4.414	527	12.649	1.388	200.189
1951 Août	8.110	1.031	923	647	3.566	2.313	17.550	8.797	19.024	2.433	1.641	1.670	44.263	25.415	9.209	11.052	15.040	4.159	65	3.766	4.385	448	12.431	1.252	199.190
1951 Septembre	7.160	1.045	1.010	623	4.133	3.429	16.542	8.487	18.459	2.447	1.837	1.663	41.753	21.652	7.786	10.678	14.848	5.151	123	5.236	4.790	500	12.983	1.195	193.528

STATISTIQUES BANCAIRES ET MONÉTAIRES

I — BELGIQUE ET CONGO BELGE

85

SITUATIONS GLOBALES DES BANQUES (1)

(millions de francs)

RUBRIQUES	30 sept. 1951	31 oct. 1951	30 nov. 1951	31 déc. 1951
ACTIF				
A. Opérations d'épargne (article 15, arrêté royal 42)	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :				
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	2.105	2.274	2.205	3.448
Prêts au jour le jour	2.033	1.898	2.001	2.105
Banquiers	3.815	4.074	4.540	3.798
Maison-mère, succursales et filiales	769	878	879	957
Autres valeurs à recevoir à court terme	3.055	3.578	3.623	3.214
Portefeuille-effets	40.778	42.349	42.457	41.456
a) Portefeuille commercial (2)	9.799	10.030	10.251	9.499
b) Effets publics réescomptables à la Banque Nationale de Belgique	9.938	9.094	9.751	9.106
c) Effets publics mobilisables à la Banque Nationale de Belgique à concurrence de 95 %	20.991	23.225	22.455	22.851
Reportes et avances sur titres	685	675	718	772
Débiteurs par acceptations	5.990	6.556	7.378	8.135
Débiteurs divers	13.863	13.964	14.267	14.958
Portefeuille-titres	8.575	8.816	8.748	8.747
a) Valeurs de la réserve légale	228	228	228	228
b) Fonds publics belges	6.677	6.385	6.797	6.766
c) Fonds publics étrangers	41	40	40	40
d) Actions de banques	837	838	837	844
e) Autres titres	792	825	846	869
Divers	565	818	1.156	1.503
Capital non versé	4	4	4	4
Total disponible et réalisable...	82.237	85.884	87.976	89.097
C. Immobilisé :				
Frais de constitution et de premier établissement	2	2	2	2
Immeubles	693	694	701	700
Participations dans les filiales immobilières	268	268	268	268
Créances sur filiales immobilières	200	202	205	210
Matériel et mobilier	86	87	89	86
Total de l'immobilisé ...	1.249	1.253	1.265	1.266
Total général actif	83.486	87.137	89.241	90.363
PASSIF				
A. Opérations d'épargne (article 15, arrêté royal 42)	—	—	—	—
B. Exigible :				
Créanciers privilégiés ou garantis	258	294	348	273
Emprunts au jour le jour	5	3	—	—
Banquiers	6.695	6.957	7.779	8.482
Maison-mère, succursales et filiales	1.712	1.340	1.423	1.431
Acceptations	5.992	6.556	7.378	8.141
Autres valeurs à payer à court terme	1.011	1.675	1.604	1.322
Créditeurs pour effets à l'encaissement	2.228	2.511	2.993	2.036
Dépôts et comptes courants	56.724	58.330	58.170	58.805
a) A vue et à un mois au plus	50.821	52.189	52.285	53.744
b) A plus d'un mois	5.903	6.141	5.885	5.661
Obligations et bons de caisse	444	487	518	557
Montants à libérer sur titres et participations	580	596	553	555
Divers	2.328	2.867	2.948	3.132
Total de l'exigible ...	77.977	81.616	83.714	84.734
C. Non exigible :				
Capital	3.346	3.357	3.361	3.417
Fonds indisponible, par prime d'émission	188	188	188	228
Réserve légale (art. 19, A. R. 185)	235	234	234	235
Réserve disponible	1.664	1.664	1.670	1.673
Provisions	76	78	74	76
Total du non exigible ...	5.509	5.521	5.527	5.629
Total général passif	83.486	87.137	89.241	90.363

(1) La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger ou dans la colonie, que des éléments d'actif et de passif des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger ou dans la colonie apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, Succursales et Filiales ».

(2) En vue de donner une idée plus exacte des variations du portefeuille commercial, il a été décidé de publier désormais l'encours des effets réescomptés par les banques à la Banque Nationale et aux instituts paraétatiques.

Cet encours, qui n'est pas compris dans le portefeuille commercial, s'élevait aux 30 septembre 1951, 31 octobre 1951, 30 novembre 1951 et 31 décembre 1951 respectivement à 5.368, 5.767, 6.050 et 7.526 millions de francs.

SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

ACTIF

	24-1-1952	31-1-1952	7-2-1952	14-2-1952	21-2-1952	28-2-1952	6-3-1952	13-3-1952
Encaisse en or	31.779	31.529	31.136	31.423	31.132	30.483	30.483	30.483
Avoirs sur l'étranger :								
a) en devises étrangères	162	162	170	207	157	509	798	414
b) en francs belges	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	—
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U. E. P. { avec provision spéciale	7.000	7.000	7.000	8.446	8.446	8.446	8.446	8.446
sans provision spéciale	10.066	10.066	10.066	10.066	10.066	10.066	10.066	10.066
b) pays membres de l'U. E. P.	4.034	4.582	5.363	3.043	4.010	4.269	5.132	5.959
c) autres pays	884	864	839	839	854	919	907	922
Devises étrangères et or à recevoir	—	—	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Débiteurs pour change et or, à terme	2.323	2.287	2.284	1.847	1.720	1.218	1.391	1.332
Effets commerciaux sur la Belgique	6.492	7.581	7.349	7.646	6.902	7.595	8.126	6.737
Avances sur fonds publics	248	774	360	379	325	469	433	245
Effets publics (art. 20 des statuts. Convention du 14 septembre 1948) :								
a) certificats du Trésor	5.350	5.125	5.675	6.575	7.865	8.390	6.655	6.995
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	2.131	2.820	2.127	1.855	—	—	545	490
c) autres effets publics	46	53	41	25	18	19	13	23
Monnaies divisionnaires et d'appoint	218	206	200	214	223	213	191	207
Avoirs à l'Office des Comptes A	2	2	2	2	2	2	2	2
Chèques Postaux / Compte B	1.008	1.004	1.012	987	942	929	918	922
Créance consolidée sur l'Etat (art. 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.823	34.823	34.823	34.823	34.823	34.823	34.763	34.763
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.221	1.221	1.221	1.221	1.221	1.224	1.238
Immeubles, matériel et mobilier	740	740	740	740	740	740	740	740
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	667	667	669	669	669	668	668	668
Divers	326	408	406	440	311	428	327	405
	109.520	111.914	111.483	111.447	110.426	111.407	111.828	111.057

PASSIF

	24-1-1952	31-1-1952	7-2-1952	14-2-1952	21-2-1952	28-2-1952	6-3-1952	13-3-1952
Billets en circulation	92.610	94.197	94.494	93.694	93.018	93.637	94.692	93.829
Comptes courants :								
Trésor public { Compte ordinaire	7	4	4	7	4	4	7	8
Comptes Accord de Coopération Economique	1.093	1.091	1.073	1.104	1.112	1.140	1.142	1.237
Banques à l'étranger : comptes ordinaires	501	442	420	362	304	278	499	422
Comptes courants divers	1.916	2.353	1.906	2.165	1.867	2.350	1.631	1.686
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiements :								
Pays membres de l'U. E. P.	362	660	467	361	438	812	521	584
Autres pays { a)	115	121	122	128	139	170	188	191
b)	1.008	1.004	1.012	987	942	929	918	922
Total des engagements à vue	97.612	99.872	99.498	98.808	97.824	99.320	99.598	98.879
Provision spéciale pour avances U. E. P. :								
a) comptes spéciaux (arrêtés 15-9-51)	1.397	1.510	1.637	1.777	1.903	2.023	2.226	2.323
b) Trésor public	5.603	5.490	5.362	6.669	6.543	6.423	6.220	6.123
Devises étrangères et or à livrer	2.608	2.729	2.662	1.854	1.811	1.288	1.457	1.388
Créditeurs pour change et or, à terme	—	—	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Caisse de Pensions du Personnel	667	667	669	669	669	669	668	668
Divers	157	170	179	194	200	208	183	200
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement	1.076	1.076	1.076	1.076	1.076	1.076	1.076	1.076
	109.520	111.914	111.483	111.447	110.426	111.407	111.828	111.057

SITUATIONS MENSUELLES DE LA BANQUE DU CONGO BELGE

85

(millions de francs)

ACTIF

	31-8-1951	30-9-1951	31-10-1951	30-11-1951	31-12-1951	31-1-1952 (*)
Encaisse or	1.560	1.583	1.622	1.625	1.634	1.656
Compte spécial de la Colonie (1)	105	105	105	105	105	105
Encaisses diverses	31	33	34	34	39	40
Avoirs aux Offices des Chèques postaux	17	12	9	12	112	21
Avoirs en banque { en Belgique	530	399	378	335	534	480
{ à l'étranger	2.074	1.888	1.916	1.860	1.995	1.990
Portefeuille-titres	508	508	508	508	508	500
Effets publics sur la Colonie, la Belgique et l'étranger	14.328	14.407	14.338	14.518	14.247	15.040
Effets commerciaux	1.634	1.704	1.681	1.735	1.795	1.776
Débiteurs	814	814	875	940	908	790
Immeubles et matériel	56	58	61	63	67	43
Devises étrangères à recevoir pour contrats de change à terme	53	28	33	14	3	2
Débiteurs pour contrats de change à terme	806	665	874	809	754	705
Divers	28	26	32	33	33	24
	22.544	22.230	22.466	22.591	22.734	23.172

PASSIF

	31-8-1951	30-9-1951	31-10-1951	30-11-1951	31-12-1951	31-1-1952 (*)
Capital	20	20	20	20	20	20
Réserves	49	49	49	49	49	52
Circulation (billets et monnaies métalliques)	3.649	3.608	3.583	3.720	3.838	3.797
Créditeurs à vue	14.761	14.575	14.612	14.803	14.916	15.305
Créditeurs à terme	2.074	2.070	2.074	2.001	2.037	2.069
Créditeurs pour contrats de change à terme	53	28	33	14	3	2
Devises étrangères à livrer pour contrats de change à terme	806	665	873	809	754	705
Transferts en route et divers	1.132	1.215	1.222	1.175	1.117	1.222
	22.544	22.230	22.466	22.591	22.734	23.172

(1) Art. 19 de la convention pour l'émission de billets de banque et de monnaies fiduciaires métalliques du 21 juin 1935.

(*) Sous réserve de ratification du bilan au 31 décembre 1951 par l'assemblée générale du 20 mai 1952.

II — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

Banque de France
(millions de francs)

DATES	Encaisse or	Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'Union Européenne de Paiements	Portefeuille d'escompte (1)	Effets négociables achetés en France (décret du 17-6-1938)	Avances		Dettes de l'Etat envers la Banque		Billets au porteur en circulation	Comptes courants crédi- teurs Total
					sur titres	à 30 jours sur effets publics	Dettes totale (2)	Dont avances provi- soires (3)		
1950 Moyenne annuelle.	102.905	(4)	370.247	132.945	5.456	13.918	775.962	589.175	1.389.244	143.247
1951 Moyenne annuelle.	188.948	141.068	487.944	191.151	6.510	19.278	797.088	584.792	1.676.806	169.552
1951 4 janvier	182.785	157.282	392.995	153.092	6.265	20.579	804.902	589.800	1.581.938	152.346
8 février	182.785	177.617	397.451	139.377	5.539	15.768	802.189	591.500	1.575.842	155.845
8 mars	182.785	188.004	408.995	134.532	5.733	17.070	816.867	591.000	1.587.448	174.911
5 avril	182.785	193.865	392.100	154.502	6.241	22.071	809.155	591.500	1.609.972	169.899
10 mai	191.447	173.914	396.708	198.381	7.261	27.509	802.563	579.900	1.622.308	184.711
7 juin	191.447	169.772	356.962	203.013	6.505	24.112	812.348	579.400	1.638.367	178.577
5 juillet	191.447	163.218	388.313	255.400	7.674	22.269	807.001	581.300	1.704.578	155.799
9 août	191.447	155.607	441.561	259.659	6.255	23.095	812.260	575.500	1.739.831	161.666
6 septembre	191.447	142.160	465.286	255.264	7.328	21.712	810.314	591.000	1.768.637	141.704
4 octobre	191.447	131.168	524.799	266.098	7.625	24.387	810.154	591.900	1.821.228	156.911
8 novembre	191.447	76.095	736.195	170.281	6.927	16.259	785.923	587.900	1.812.922	177.156
6 décembre	191.447	28.231	706.897	215.066	6.702	17.926	761.788	585.300	1.775.489	147.986
1952 10 janvier	191.447	25.642	786.292	224.470	7.676	20.667	747.204	594.000	1.862.546	159.627
7 février	191.447	21.167	819.490	240.102	7.556	22.509	732.408	592.800	1.866.528	183.353
6 mars	191.447	15.173	877.884	243.374	7.073	19.944	(5) 708.798	601.000	1.895.636	175.022

Taux d'escompte { actuel : 4 % depuis le 8 novembre 1951.
précédent : 3 % depuis le 11 octobre 1951.

(1) Cette rubrique comprend : les effets escomptés sur la France, les effets garantis par l'Office des Céréales et les effets escomptés sur l'étranger. Depuis le 5 janvier 1950, cette rubrique comprend également les « effets de mobilisation de crédits à moyen terme ».

(2) La dette totale comprend : l'avoir de la Banque dans ses comptes courants postaux; les prêts sans intérêts à l'Etat; les avances provisoires de la Banque à l'Etat; les Bons du Trésor négociables remis en contre-partie des cessions d'or au Fonds de Stabilisation des Changes; les avances consenties à ce même Fonds en vertu de la convention du 27 juin 1949; l'Engagement de l'Etat relatif au dépôt d'or de la Banque Nationale de Belgique; les Bons négociables de la Caisse Autonome d'Amortissement (convent. des 23 juin 1928 et 7 décembre 1931) pour un montant fixe de 5.003 millions de francs; les Bons du Trésor négociables (souscription de l'Etat au Fonds Monétaire International et au capital de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement pour un montant fixe de 12.000 millions de francs; les Bons du Trésor achetés (convention du 29 février 1952).

(3) Les avances provisoires comprennent notamment les « Avances provisoires extraordinaires à l'Etat du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 », qui s'élèvent à 426.000 millions de francs.

(4) Moyenne du 5 janvier au 12 octobre 1950 (Disponibilités à vue à l'étranger) : 105.398 millions de francs; moyenne du 19 octobre au 28 décembre 1950 (Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'Union Européenne de Paiements) : 147.083 millions de francs.

(5) Y compris, à partir du 6 mars 1952 : le nouveau compte « Bons du Trésor achetés » : pour un montant de 21.000 millions de francs.

Bank of England
(millions de £)

DATES	Encaisse métallique		Placements du « Banking Department »				Billets en circulation (Issue Depart- ment)	Montant autorisé de la circulation fidu- ciaire (1)	Dépôts (Banking Department)					Rapport de l'encaisse du Bank Depart- ment au solde de ses dépôts %
	Monnaies et lingots d'or (Issue Depart- ment)	Monnaies (Banking Depart- ment)	Valeurs garan- ties par l'Etat	Escom- ptes et avances	Autres valeurs	Total			Organismes publics		Banques	Autres dépôts	Total	
									compte ordinaire	compte spécial du Trésor (2)				
1950 Moyenne annuelle	0,36	4,77	519,8	22,4	26,6	568,8	1.287,4	1.328,4	14,7	195,6	292,2	94,3	596,8	7,7
1951 Moyenne annuelle	0,36	0,84	341,4	14,8	26,8	383,0	1.342,4	1.382,7	16,0	4,2	297,6	88,5	406,3	10,2
1951 10 janvier	0,36	1,07	339,0	20,4	24,7	384,1	1.314,0	1.350,0	18,7	2,4	297,4	84,8	403,3	9,3
7 février	0,36	0,62	292,7	16,6	46,4	355,7	1.286,4	1.350,0	21,6	9,3	285,3	85,8	402,0	16,1
7 mars	0,36	0,45	312,8	13,6	24,1	350,5	1.295,1	1.350,0	12,8	0,3	290,0	84,7	387,8	14,4
4 avril	0,36	0,73	371,5	15,0	24,1	410,6	1.321,7	1.350,0	14,0	14,6	302,8	89,9	421,3	7,0
9 mai	0,36	0,52	362,1	11,0	28,1	401,2	1.328,0	1.350,0	17,5	0,4	300,1	88,3	406,3	5,6
6 juin	0,36	0,55	377,5	7,5	22,9	407,9	1.337,1	1.350,0	12,9	4,4	300,0	86,3	403,6	3,4
4 juillet	0,36	0,69	349,5	17,5	22,5	389,5	1.353,4	1.400,0	15,9	9,7	300,4	88,0	414,0	10,3
8 août	0,36	0,54	348,9	4,1	30,4	383,4	1.393,9	1.425,0	15,9	0,3	287,1	93,7	397,0	8,1
5 septembre	0,36	0,28	318,6	23,0	24,3	365,9	1.353,5	1.400,0	17,3	3,2	279,0	95,1	394,6	11,9
10 octobre	0,36	0,70	342,1	40,0	24,2	406,3	1.352,1	1.400,0	18,8	0,1	300,2	94,2	413,3	11,8
7 novembre	0,36	1,24	330,9	13,1	42,4	386,4	1.357,6	1.400,0	16,6	0,2	300,4	95,4	412,6	10,7
5 décembre	0,36	1,63	360,6	15,7	23,8	400,1	1.383,7	1.400,0	14,1	1,1	296,2	89,0	400,4	4,6
1952 9 janvier	0,36	1,70	339,0	14,2	23,4	376,6	1.395,8	1.450,0	18,2	0,4	304,3	91,9	414,8	13,6
6 février	0,36	1,57	327,2	4,4	42,7	374,3	1.357,6	1.400,0	13,9	14,0	286,6	85,7	400,2	11,1
5 mars	0,36	1,56	334,5	9,5	25,8	369,8	1.375,1	1.400,0	19,6	0,6	274,2	83,7	378,1	7,1

Taux d'escompte { actuel : 4 % depuis le 12 mars 1952.
précédent : 2 1/2 % depuis le 8 novembre 1951.

(1) Non compris les billets émis en contre-partie de l'or.

(2) Compte de Coopération européenne.

Nederlandsche Bank

(millions de florins)

86

DATES	Encaisse or	Portefeuille-effets sur la Hollande	Créances et valeurs libellées en monnaies étrangères	Moyens de paiement à l'étranger	Avances nanties en compte courant (y compris les prêts) sur titres, marchandises et warrants	Cert. de Trésor. repris par la Banque à l'Etat (accord du 26-2-1947)	Créance comptable sur l'Etat (accord du 26-2-1947)	Créances en florins décaissant d'accords de paiement	Billets en circulation		Comptes courants créditeurs						
									Anciennes émissions	Nouvelles émissions	du Trésor		Avoirs des banques en Hollande	Avoirs décaissant d'accords de paiement	Autres avoirs	Avoirs de non-résidents	Avoirs libellés en monnaies étrangères
											ordinaire	spécial					
			(1)				(2)					(3)	(4)	(5)	(6)		
1950 Moyenne annuelle...	867	2,6	1.066	1,4	114	1.404	1.500	383	63	2.879	392	941	40	477	421	—	55
1951 Moyenne annuelle...	1.178	106,6	848	4,1	164	1.507	1.500	267	50	2.788	63	1.550	41	322	163	110	544
1951 8 janvier	1.175	2,3	893	2,1	60	1.600	1.500	282	56	2.864	171	1.348	40	410	213	104	284
5 février	1.175	0,4	939	3,5	91	1.500	1.500	285	55	2.831	191	1.325	29	421	185	106	323
5 mars	1.175	0,9	956	3,3	123	1.500	1.500	263	54	2.812	193	1.386	34	353	171	106	393
9 avril	1.175	1,9	924	2,1	123	1.500	1.500	276	52	2.723	104	1.455	29	434	100	108	484
7 mai	1.177	12,5	779	2,4	155	1.500	1.500	249	51	2.740	19	1.428	30	407	148	108	490
4 juin	1.177	31,2	781	1,4	185	1.500	1.500	211	50	2.750	4	1.470	30	402	174	110	603
9 juillet	1.177	262,1	777	2,9	197	1.500	1.500	265	49	2.749	1	1.548	46	425	210	111	693
6 août	1.177	311,8	764	3,8	206	1.500	1.500	296	48	2.772	28	1.626	25	404	181	114	705
10 septembre	1.177	282,6	812	4,3	214	1.500	1.500	265	47	2.771	32	1.685	28	289	127	114	767
8 octobre	1.177	200,2	867	6,0	234	1.500	1.500	297	47	2.802	35	1.722	33	256	129	114	724
5 novembre	1.182	150,0	908	8,5	222	1.500	1.500	293	46	2.844	44	1.745	35	231	117	114	634
10 décembre	1.182	93,2	1.000	8,1	202	1.500	1.500	281	46	2.843	98	1.762	40	260	125	114	452
1952 7 janvier	1.195	125,1	913	4,8	133	1.500	1.500	237	46	2.925	162	1.692	25	164	138	111	298
4 février	1.195	0,1	882	6,3	114	1.500	1.500	276	45	2.887	232	1.730	54	111	127	113	126
10 mars	1.200	6,0	1.011	2,5	97	1.350	1.500	301	44	2.885	306	1.778	48	97	113	111	38

Taux d'escompte { actuel : 3 1/2 % depuis le 22 janvier 1952.
précédent : 4 % depuis le 17 avril 1951.

(1) Avant le 2 janvier 1951, ce compte se décomposait en « Papier sur l'étranger » et « Avoirs des correspondants à l'étranger ».

(2) Avant le 2 janvier 1951, ce compte s'intitulait « Créances en florins sur les banques d'émission étrangères et institutions similaires ». Ce changement d'intitulé signifie que cette rubrique enregistre désormais uniquement les créances décaissant d'accords de paiement avec l'étranger et dont les comptes sont libellés en florins. Les créances qui ne doivent plus être portées sous cette rubrique ont été transférées à un compte « Divers ».

(3) Avant le 2 janvier 1951, ce compte s'intitulait « Avoirs libres de banques d'émission étrangères et institutions similaires ».

(4) Avant le 2 janvier 1951, ce compte s'intitulait « Autres avoirs libres ». Par suite de la disparition du compte « Avoirs bloqués », ce compte s'intitule à présent : « Autres avoirs ».

(5) Ce compte enregistre les avoirs en florins de non-résidents ne décaissant pas d'accords de paiement.

(6) Avant le 2 janvier 1951, ce compte s'intitulait « Créanciers en monnaies étrangères ».

Banque Nationale Suisse

(millions de francs suisses)

DATES	Encaisse or	Disponibilités à l'étranger pouvant servir de couverture	Portefeuille-effets sur la Suisse	Avances sur nantissement	Correspondants en Suisse	Billets en circulation	Autres engagements à vue	Rapport de l'encaisse et des devises à l'ensemble des engagements à vue %
1950 Moyenne annuelle.....	6.176	297,4	88,7	23,3	11,3	4.249	2.119	101,67
1951 Moyenne annuelle.....	6.003	225,4	154,9	30,9	13,8	4.432	1.858	99,03
1951 6 janvier	5.976	275,7	193,9	34,1	14,6	4.503	1.848	98,42
7 février	5.991	285,1	133,9	25,9	10,6	4.303	2.004	99,53
7 mars	6.025	270,7	152,0	31,6	11,3	4.327	2.024	99,12
7 avril	5.978	239,1	164,7	26,6	7,3	4.337	1.941	99,03
7 mai	5.977	244,5	162,9	32,9	10,4	4.359	1.932	98,89
7 juin	6.028	216,1	141,1	30,7	10,7	4.327	1.963	99,29
7 juillet	5.999	200,0	110,0	32,2	10,8	4.406	1.811	99,73
7 août	6.014	182,8	108,3	32,7	10,3	4.396	1.813	99,79
7 septembre	5.975	212,3	132,4	32,7	8,7	4.451	1.772	99,44
6 octobre	5.976	185,3	178,1	32,9	7,5	4.507	1.734	98,72
7 novembre	5.983	188,0	185,0	32,0	11,8	4.524	1.737	98,55
7 décembre	6.012	207,5	193,4	39,3	10,3	4.654	1.672	98,31
1952 7 janvier	6.003	227,2	245,4	39,5	7,6	4.740	1.645	97,56
7 février	5.935	234,5	205,3	22,1	7,7	4.495	1.770	98,48
7 mars	5.893	270,3	209,1	20,5	9,2	4.503	1.761	98,41

Taux d'escompte { actuel : 1 1/2 % depuis le 26 novembre 1936.
précédent : 2 % depuis le 9 septembre 1936.

Federal Reserve Banks
(millions de \$)

DATES	Réserves de certificats-or			Autres réserves	Fonds publics nationaux	Billets (Federal Reserve Notes)	Dépôts (Banques associées, Trésor, etc.)	Rapport des réserves aux engagements à vue %
	Certificats-or	Fonds de rachat Billets (F.R.N.)	Total					
1950 Moyenne annuelle.	22.143	533	22.676	247	18.411	23.001	18.315	54,9
1951 Moyenne annuelle.	20.147	642	20.789	322	22.738	23.672	20.816	46,7
1951 10 janvier	20.704	589	21.293	320	20.461	23.341	18.947	50,4
7 février	20.513	597	21.110	359	21.641	23.101	21.071	47,8
7 mars	20.115	595	20.710	340	22.179	23.132	20.565	47,4
4 avril	19.948	618	20.566	344	22.914	23.050	21.064	46,6
9 mai	19.891	623	20.514	323	22.544	23.179	20.795	46,6
6 juin	19.883	626	20.509	291	22.653	23.335	20.439	46,9
11 juillet	19.845	666	20.511	304	23.093	23.730	20.724	46,1
8 août	19.851	669	20.520	329	23.118	23.774	20.547	46,3
5 septembre	19.936	675	20.611	299	23.079	24.096	20.255	46,5
10 octobre	20.149	670	20.819	292	24.072	24.254	21.276	45,7
7 novembre	20.381	670	21.051	307	23.507	24.370	20.961	46,4
5 décembre	20.480	685	21.165	297	23.239	24.731	21.207	46,2
1952 9 janvier	20.835	719	21.554	373	23.452	24.785	21.210	46,9
6 février	21.074	708	21.782	423	22.614	24.388	20.927	48,1
5 mars	21.386	706	22.092	396	22.514	24.408	21.353	48,3

Taux d'escompte { actuel : 1,75 % depuis le 21 août 1950.
précédent : 1,50 % depuis le 13 août 1948.

Sveriges Riksbank
(millions de Kr.)

ÉPOQUES (moyenne annuelle ou fin de mois)	Encaisse or (1)	Surplus de valeur d'or	Fonds d'Etat et obligations suédois	Effets payables en Suède, prêts et avances en comptes courants	Fonds d'Etat étran- gers, effets payables à l'étranger et exigible des banques et banquiers étrangers	Tous autres actifs (2)	Billets en circulation	Comptes courants				Tous autres passifs (3)	Droit d'émission total (4)	Rapport en % (5)	
								des institutions d'Etat	de banques commerciales	autres déposants	Ensemble			de l'encaisse métallique aux billets en circui.	de l'encaisse métallique au droit d'émission
1950 Moyenne annuelle	169	228	2.890	163	970	300	3.200	436	203	73	712	809	3.500	12,42	11,36
1951 Moyenne annuelle	276	372	3.419	226	1.001	200	3.568	612	432	57	1.102	865	3.825	17,90	17,20
1950 Décembre	198	267	3.443	209	920	251	3.513	511	312	44	867	910	3.500	13,25	13,30
1951 Janvier	206	278	3.425	189	871	200	3.336	568	337	51	956	876	3.500	14,50	13,82
Février	239	321	3.618	171	779	176	3.363	465	479	43	987	954	3.500	16,05	16,—
Mars	250	337	3.556	178	923	168	3.355	731	263	25	1.020	1.038	3.500	17,52	16,79
Avril	273	367	3.596	201	741	165	3.458	456	352	53	861	1.024	3.500	18,50	18,28
Mai	285	383	3.778	241	761	167	3.407	688	351	72	1.110	1.099	3.500	19,61	19,18
Juin	284	383	3.718	249	886	153	3.530	605	476	54	1.135	1.007	3.500	18,88	19,12
Juillet	284	382	3.526	242	981	129	3.482	636	437	90	1.164	898	4.100	16,24	19,04
Août	283	382	3.454	267	822	211	3.577	459	550	72	1.081	857	4.100	18,59	16,22
Septembre	283	381	3.351	247	955	227	3.636	822	288	55	1.165	739	4.100	18,26	16,20
Octobre	295	397	3.054	238	1.281	217	3.755	529	625	48	1.202	622	4.100	18,43	16,88
Novembre	300	404	3.128	244	1.422	282	3.823	858	508	61	1.428	622	4.100	18,41	17,17
Décembre	334	451	2.821	247	1.594	304	4.090	523	522	60	1.110	649	4.400	19,19	17,84
1952 Janvier	395	532	2.661	248	1.553	204	3.889	785	425	25	1.235	568	4.400	23,83	21,06
Février	465	627	2.559	237	1.366	266	3.895	769	319	30	1.118	559	4.400	28,03	24,81

Taux d'escompte { actuel : 3 % depuis le 1^{er} décembre 1950.
précédent : 2 1/2 % depuis le 9 février 1945.

- (1) La couverture métallique est constituée par la totalité de l'or déposé en Suède et à l'étranger.
(2) A partir d'octobre 1951, non compris les nouveaux comptes : « Participation de la Suède au Fonds Monétaire International » : 517 millions de Kr. et « Actions de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, souscrites par la Suède, partie libérée » : 103 millions de Kr.
(3) A partir d'octobre 1951, non compris les nouveaux comptes : « Fonds Monétaire International » : 429 millions de Kr. et « Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement » : 93 millions de Kr.
(4) Le droit d'émission est fixé à 3.500 millions de Kr. par la loi des 3 juin 1949 et 2 juin 1950, à 4.100 millions de Kr. par la loi du 8 juin 1951 et à 4.400 millions de Kr. par la loi du 14 décembre 1951.
(5) Pour le calcul des rapports, l'encaisse est évaluée au prix courant de l'or.

Taux d'escompte des principales banques d'émission (au 29 février 1952)

	Depuis le	%		Depuis le	%
Allemagne	27 octobre 1950	6,—	Irlande	23 novembre 1943	2,50
Autriche	6 décembre 1951	5,—	Italie	6 avril 1950	4,—
Belgique	13 septembre 1951	3,25 (1)	Norvège	9 janvier 1946	2,50
Bulgarie	27 juillet 1948	3,50	Pays-Bas	22 janvier 1952	3,50
Danemark	2 novembre 1950	5,—	Pologne	1 ^{er} août 1947	6,—
Espagne	22 mars 1949	4,—	Portugal	12 janvier 1944	2,50
Etats-Unis (Federal Reserve Bank of New-York)	21 août 1950	1,75	Roumanie	25 mars 1948	5,—
Finlande	16 décembre 1951	5,75	Suède	1 ^{er} décembre 1950	3,—
France	8 novembre 1951	4,—	Suisse	26 novembre 1936	1,50
Grande-Bretagne	8 novembre 1951	2,50 (2)	Tchécoslovaquie	28 octobre 1945	2,50
Grèce	12 juillet 1948	12,—	Turquie	26 février 1951	3,—
Hongrie	1 ^{er} novembre 1947	5,—	Yougoslavie	20 août 1948	1,— à 3,—

- (1) Taux de traites acceptées domiciliées en banque et warrants. Autres taux, voir tableau 2.
(2) 4 % depuis le 12 mars 1952.

Situations en milliers de francs suisses or
[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

	30 novembre 1951		31 décembre 1951		31 janvier 1952			30 novembre 1951		31 décembre 1951		31 janvier 1952	
ACTIF							PASSIF						
I. Or en lingots et monnayé.....	388.910	39,4	350.573	36,7	355.370	39,0	I. Capital :						
II. Encaisse.							Capital autorisé et émis 200.000 actions de 2.500 francs suisses or chacune	500.000		500.000		500.000	
A la Banque et en compte courant dans d'autres banques	69.579	7,0	28.743	3,0	64.586	7,1	Actions libérées de 25 %	125.000	12,7	125.000	13,1	125.000	13,7
III. Fonds à vue placés à intérêts...	10.565	1,1	10.567	1,1	8.214	0,9	II. Réserves :						
IV. Portefeuille réescomptable :							1. Fonds de Réserve légale	6.813		6.813		6.813	
1. Effets de commerce et acceptations de Banque	40.417	4,1	29.371	3,1	31.266	3,4	2. Fonds de Réserve générale	13.343	2,0	13.343	2,1	13.343	2,2
2. Bons du Trésor	97.380	9,9	39.351	4,1	90.600	9,9	III. Dépôts à court terme et à vue (or) :						
V. Effets divers remobilisables sur demande	137.797		68.722		121.866		1. Banques Centrales pour leur compte :						
VI. Fonds à terme et avances :							a) De 3 à 6 mois						
1. A 3 mois au maximum	23.462	2,4	90.355	9,5	6.026	0,7	b) A 3 mois au maximum	6.891	0,7	6.892	0,7	6.894	0,8
2. De 3 à 6 mois	3.526	0,4	3.531	0,4	6.550	0,7	c) A vue	190.172	19,3	187.762	19,7	200.267	22,0
3. De 6 à 9 mois	11.669	1,2	3.058	0,3			2. Autres déposants :						
4. De 9 à 12 mois			10.842	1,1	10.856	1,2	A vue	13.779	1,4	13.603	1,4	13.603	1,5
5. A plus d'un an							IV. Dépôts à court terme et à vue (diverses monnaies) :						
VII. Effets et placements divers :	38.657		107.786		23.432		1. Banques Centrales pour leur compte :						
1. Bons du Trésor.							a) De 9 à 12 mois						
a) A 3 mois au maximum	76.129	7,7	97.162	10,2	95.279	10,4	b) De 6 à 9 mois	18.343	1,9			3.492	0,4
b) De 3 à 6 mois			21.193	2,2			c) De 3 à 6 mois	12.219	1,2	26.011	2,7	21.446	2,4
c) De 6 à 9 mois							d) A 3 mois au maximum	273.393	27,7	237.924	24,9	211.536	23,2
d) A plus d'un an			9.023	0,9	9.046	1,0	e) A vue	112.889	11,4	129.736	13,6	103.945	11,4
2. Autres effets et placements divers :							2. Banques Centrales pour le compte d'autres déposants :						
a) A 3 mois au maximum	67.951	6,9	73.938	7,8	70.848	7,8	a) A 3 mois au maximum	38.552	3,9	32.309	3,4	32.309	3,5
b) De 3 à 6 mois	37.519	3,8	38.939	4,1	11.318	1,2	b) A vue	241	0,0	15.506	1,6	15.505	1,7
c) De 6 à 9 mois	14.894	1,5	1.946	0,2	317	0,0	3. Autres déposants :						
d) De 9 à 12 mois			1.860	0,2	2.273	0,3	a) De 3 à 6 mois	17.519	1,8	17.531	1,9	17.466	1,9
e) A plus d'un an	12.015	1,2	10.141	1,1	33.944	3,7	b) A 3 mois au maximum	32.356	3,3	16.743	1,8	11.992	1,3
VIII. Actifs divers	1.810	0,2	1.867	0,2	1.525	0,2	c) A vue	2.855	0,3	2.763	0,3	5.785	0,6
IX. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placements en Allemagne (voir ci-dessous)....	68.291	6,9	68.291	7,2	68.291	7,5	V. Divers	508.367		478.523		423.476	
Total actif...	985.883	100,0	954.062	100,0	912.251	100,0	VI. Compte de profits et pertes :	11.443	1,2	12.051	1,3	12.780	1,4
							Report à nouveau	2.926	0,3	2.926	0,3	2.926	0,3
							VII. Provision pour charges éventuelles	107.149	10,9	107.149	11,2	107.149	11,7
							Total passif...	985.883	100,0	954.062	100,0	912.251	100,0

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne :					Dépôts à long terme :				
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank : effets de la Golddiskontbank et de l'administration des chemins de fer et bons de l'administration des Postes (échus)	221.019		221.019		221.019	152.606		152.606	152.606
2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76.181		76.181		76.181	76.303	228.909	76.303	76.303
Total...	297.200		297.200		297.200				228.909
									68.291
									68.291
									68.291

Note 1 : L'or sous dossier et les valeurs détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants, les fonds détenus en qualité d'Agent de l'O.E.C.E. (Union Européenne de Paiements) et les fonds détenus pour le service des emprunts internationaux, dont la Banque est le mandataire-trustee ou l'agent financier, ne sont pas inclus dans la présente situation.

Note 2 : Sur le total des dépôts des Gouvernements créanciers au compte de Trust des Annuités équivalant à francs suisses or 152.606.250,—, la Banque a reçu, de Gouvernements dont les dépôts s'élevaient à l'équivalent de francs suisses or 149.920.380,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts, le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

Note 3 : Des effets équivalant à francs suisses or 1.526.500,— au 30 novembre 1951, francs suisses or 9.159.595,24 au 31 décembre 1951 et francs suisses or 1.526.500,— au 31 janvier 1952 ont été réescomptés avec endos ou engagement de rachat de la Banque.

IV — UNION EUROPEENNE DE PAIEMENTS

Tableau résumant la situation financière au début des opérations et à la fin de chaque période comptable en milliers d'unités de compte — chaque unité équivalant à 0,88867088 gramme d'or fin

	Au début des opérations 1 ^{er} juillet 1950	A l'issue des opérations pour chaque période comptable									
		De juillet à septembre 1950	Décembre 1950	Mars 1951	Juin 1951	Septembre 1951	Octobre 1951	Novembre 1951	Décembre 1951	Janvier 1952	
ACTIF.											
I. Disponibilités.											
a) Montant de l'engagement du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (dollars)	350.000	307.353	307.353	307.353	286.059	235.230	141.034	111.916	111.916	123.311	
b) Or en lingots	—	—	—	—	—	17.105	35.889	65.409	100.291	162.994	
c) Solde du compte courant (dollars)	—	30.958	47.852	58.112	65.908	9.646	2.052	2.980	4.575	8.223	
d) Bons du Trésor des Etats-Unis d'Amérique au prix d'achat	—	—	48.936	4.105	—	—	—	—	—	—	
	350.000	338.311	404.141	369.570	351.967	261.981	178.975	180.305	216.782	294.528	
II. Soldes initiaux débiteurs attribués pour l'exercice financier prenant fin le 30 juin 1951 et non encore utilisés.											
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise	44.050	44.050	22.243	—	—	—	—	—	—	—	
Suède	21.200	15.625	21.200	21.200	21.200	—	—	—	—	—	
Royaume-Uni	150.000	70.254	—	—	—	—	—	—	—	—	
	215.250	129.929	43.443	21.200	21.200	—	—	—	—	—	
III. Crédit spécial ouvert à l'Allemagne en vertu de l'article 13 de l'accord en date du 19 septembre 1950 (1)											
	—	—	24.455	80.119	—	—	—	—	—	—	
IV. Prêts consentis à des Parties contractantes en vertu de l'article 11 de l'accord en date du 19 septembre 1950.											
Danemark	—	15.570	38.413	39.149	61.094	61.609	56.690	45.994	38.523	24.552	
Allemagne	—	142.436	192.000	192.000	182.552	104.775	9.206	—	—	—	
Franco	—	—	—	—	—	—	66.834	112.790	167.978	234.518	
Italie	—	—	30.861	41.000	—	—	—	—	—	—	
Pays-Bas	—	11.492	75.466	118.800	175.599	157.073	108.298	66.244	23.070	—	
Norvège	—	—	—	13.847	20.009	8.446	3.978	1.752	9.669	9.673	
Royaume-Uni	—	—	—	30.251	44.304	141.941	355.598	464.594	539.236	506.691	
Suède	—	—	—	12.182	28.184	30.000	30.000	29.766	30.000	30.000	
Turquie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	—	169.498	336.740	447.229	511.742	503.934	630.804	721.140	808.476	895.434	
V. Prêts consentis aux Parties contractantes au titre des soldes initiaux créditeurs attribués à titre de prêt (2).											
Norvège	—	—	1.077	10.000	10.000	10.000	10.000	10.000	10.000	10.000	
Turquie	—	—	—	—	25.000	25.000	25.000	25.000	25.000	25.000	
	—	—	1.077	10.000	35.000	35.000	35.000	35.000	35.000	35.000	
VI. Divers											
	—	—	167	—	408	406	406	406	—	—	
	565.250	637.738	810.023	928.118	920.317	801.321	844.985	936.851	1.060.258	1.224.962	
PASSIF.											
I. Fonds de roulement											
	286.250	286.250	286.250	286.250	271.575	271.575	271.575	271.575	271.575	271.575	
II. Soldes initiaux créditeurs attribués à titre de dons pour l'exercice financier prenant fin le 30 juin 1951 ou non encore utilisés.											
Autriche	80.000	72.049	42.561	—	—	—	—	—	—	—	
Grèce	115.000	73.509	44.218	22.380	—	—	—	—	—	—	
Islande	4.000	2.127	691	97	—	—	—	—	—	—	
Pays-Bas	30.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Norvège	50.000	39.390	—	—	—	—	—	—	—	—	
	279.000	187.075	87.470	22.477	—	—	—	—	—	—	
III. Crédits reçus de Parties contractantes en vertu de l'article 11 de l'accord en date du 19 septembre 1950.											
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise	—	—	—	61.243	147.391	201.313	201.313	201.313	201.313	201.313	
Allemagne	—	—	—	—	—	—	—	349	43.298	53.720	
France	—	144.810	158.180	187.443	149.633	87.825	—	—	—	—	
Grèce	—	—	—	—	—	188	—	—	—	—	
Islande	—	—	—	—	—	—	24	46	20	225	
Italie	—	2.351	—	—	12.087	91.506	122.983	123.000	123.000	123.000	
Pays-Bas	—	—	—	—	—	—	—	—	—	73.320	
Portugal	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Suède	—	15.839	25.401	38.744	36.541	42.000	42.000	42.000	42.000	42.000	
Suisse	—	—	—	—	—	2.788	68.193	84.063	111.679	143.743	
Turquie	—	1.413	5.250	26.494	11.122	63.399	81.816	89.426	95.962	107.033	
Royaume-Uni	—	—	247.472	305.427	291.968	—	—	—	—	—	
	—	164.413	436.303	619.351	648.742	489.019	516.329	540.197	617.272	744.354	
IV. Crédit reçu des Parties contractantes en vertu de l'article 13 (b) de l'accord en date du 19 septembre 1950.											
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise	—	—	—	—	—	40.072	47.991	102.722	139.994	168.926	
Italie	—	—	—	—	—	—	—	10.735	16.332	23.148	
Portugal	—	—	—	—	—	655	9.090	11.622	14.861	16.735	
	—	—	—	—	—	40.727	57.081	125.079	171.187	208.809	
V. Divers											
	—	—	—	40	—	—	—	—	224	224	
	565.250	637.738	810.023	928.118	920.317	801.321	844.985	936.851	1.060.258	1.224.962	

N. B. — Les intérêts des prêts accordés ou reçus ne figurent pas dans la situation ci-dessus.

(1) Aux termes de décisions prises par le Conseil de l'O.E.C.E., le 13 décembre 1950, un crédit spécial d'un montant maximum de 120 millions d'unités de compte a été ouvert à l'Allemagne pour les périodes comptables comprises entre le 1^{er} novembre 1950 et le 30 septembre 1951. Pour les périodes comptables comprises entre le 1^{er} mai et le 30 septembre 1951, le plafond de 120 millions est réduit mensuellement de 20 millions d'unités de compte.

(2) Le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a attribué à la Norvège un solde initial créditeur de 10 millions d'unités de compte et à la Turquie, un solde initial créditeur de 25 millions d'unités de compte à titre de prêts consentis par l'Union, en vertu de l'article 10 de l'accord en date du 19 septembre 1950.

REGLEMENT DE LA POSITION DES PAYS MEMBRES A L'EGARD DE L'UNION EUROPEENNE DE PAIEMENTS (*)

88.2

 1^{er} juillet 1950 au 31 janvier 1952 (1)

(millions d'unités de compte)

PAYS MEMBRE ET ZONE MONÉTAIRE ASSOCIÉE (2)	POSITION BRUTE Total des excédents (+) et total des déficits (-) bilatéraux		POSITION CUMULATIVE (3) NETTE Excédent (+) ou déficit (-)	Utilisation nette des ressources existantes par (-) ou sur (+) les autres membres	RESSOURCES SPÉCIALES, Montant utilisé	Utilisation des soldes initiaux crédeurs (+) ou débiteurs (-) Montant utilisé	QUOTA DISPONIBLE	UTILISATION DES QUOTAS. MONTANT UTILISÉ (h + i = g)							
	a							b	c	d	e	f	TOTAL Déficit (-) ou excédent (+) comptable cumulatif g = (b + c + d + e)	DONT	
														Prêt reçu (-) ou accordé (+) par le pays membre h	Or versé par (-) ou reçu (+) par le pays membre i
Allemagne	+ 790,0	- 743,6	+ 46,4	+ 11,9	-	-	500	+ 53,7	+ 53,7	-					
Autriche	+ 50,1	- 183,0	+ 132,9	+ -	+ 33,0	+ 80,0	70 (4)	+ 19,9	-	- 19,9 (5)					
Belgique-Luxembourg	+ 948,4	- 297,9	+ 650,4	+ 15,8	-	+ 29,4	360 (6)	+ 639,6	+ 370,2 (7)	+ 269,4 (7)					
Danemark	+ 223,8	- 242,1	+ 18,3	+ 5,0	-	-	195	- 24,6	- 24,6	-					
France	+ 508,9	- 811,5	+ 302,6	+ 12,9	-	-	520	- 286,9	- 234,5	- 52,3					
Grèce	+ 11,8	- 202,9	+ 191,1	+ 1,1	+ 75,0	+ 115,0	45 (4)	Néant	-	-					
Islande	+ 1,8	- 10,1	+ 8,3	+ -	+ 4,5	+ 4,0	15	+ 0,2	+ 0,2	-					
Italie	+ 464,2	- 255,9	+ 208,3	+ 42,5	-	-	205	+ 251,3	+ 146,1 (8)	+ 105,1 (8)					
Norvège	+ 179,6	- 249,2	+ 69,6	+ 0,4	-	-	200	- 9,7	- 9,7	-					
Pays-Bas	+ 637,7	- 588,9	+ 48,7	+ -	-	+ 60,0 (9)	355	+ 75,6	+ 73,3	+ 2,3					
Portugal	+ 157,6	- 55,0	+ 102,6	+ -	-	+ 30,0	70	+ 103,5	+ 58,7(10)	+ 44,7(10)					
Royaume-Uni	+ 1.108,3	- 1.731,5	+ 623,1	+ 93,1	-	-	1.060	+ 863,5	- 596,7	- 266,8					
Suède	+ 492,3	- 262,1	+ 230,2	+ 15,4	-	- 9,8(11)	260	+ 235,5	+ 143,7	+ 91,7					
Suisse	+ 330,8	- 167,4	+ 163,4	+ -	-	-	250	+ 164,1	+ 107,0	+ 57,0					
Turquie	+ 83,0	- 187,1	+ 104,1	+ 1,9	+ 22,0	+ 25,0(12)	50	- 59,7	+ 30,0	- 29,7(13)					
Total ...	+ 5.988,1	-	+ 1.450,1	+ 100,0	+ 134,5	+ 314,0 - 189,2		+ 1.523,5 - 1.264,1	+ 953,2 - 895,4	+ 570,4 - 368,7					

 (1) La Suisse est comprise à partir du 1^{er} novembre 1950.

(2) L'Irlande et Trieste sont comprises dans les zones monétaires du Royaume-Uni et de l'Italie respectivement; le Royaume-Uni comprend, outre ses territoires d'outre-mer, les pays non participants de la zone sterling.

(3) Les intérêts versés au titre de prêts accordés ou reçus devraient être compris dans la position nette (colonne b), mais, pour plus de clarté, ils n'ont été inclus que dans la position comptable (colonne g).

(4) Les quotas de l'Autriche et de la Grèce sont, dans les cas où ces pays ont une position déficitaire, réputés égaux à zéro pour la période antérieure au 30 juin 1952.

(5) Régulé intégralement en dollars conformément à l'article 13 (a).

(6) Par suite de l'attribution du solde initial débiteur de la Belgique pour 1950-1951, celle-ci ne peut utiliser son quota qu'à concurrence d'un montant de 331 millions d'unités de compte pour couvrir ses excédents au cours de cette période.

(7) Dont 309 millions d'unités de compte réglés en dehors du quota conformément aux décisions du Conseil du 18 octobre 1951 et du 7 janvier 1952.

(8) Dont 46,3 millions d'unités de compte réglés en dehors du quota conformément à la décision du Conseil du 21 novembre 1951.

(9) Dont 10 millions d'unités de compte sous forme de prêt remboursable à l'Union.

(10) Dont 33,5 millions d'unités de compte réglés en dehors du quota conformément aux décisions du Conseil du 5 mai 1951 et du 7 janvier 1952.

(11) Correspondant à la conversion du solde initial débiteur réduit en un déficit net conformément à la décision du Conseil du 4 février 1952.

(12) Sous forme de prêt remboursable à l'Union.

(13) Dont 9,7 millions d'unités de compte réglés conformément à l'article 13 (a).

 (*) Pour l'explication des en-têtes des colonnes, voir la notice publiée dans le *Bulletin* de novembre 1951, page 221

V — STOCK MONETAIRE EN FRANCS BELGES (1)
(millions de francs)

ÉPOQUES (fin de mois)	A LA DISPOSITION DE L'ÉCONOMIE BELGE										
	MONNAIE FIDUCIAIRE			MONNAIE SCRIPTURALE					Total du stock monétaire à la disposition de l'écono- mie belge	P. c. de la monnaie fiduciaire dans le stock monétaire	Avoirs de l'étranger en comptes à vue en francs belges
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire (*)	Comptes courants de la Banque Nationale de Belgique (*)	Avoirs en comptes chèques postaux (*)	Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établis- sements paratitulaires (*)	Stock de monnaie scripturale				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) + (5) + (6)	(8) = (3) + (7)	(9) = (3) (8)	(10)	
1949 Novembre	4.107	86.615	89.709	1.076	19.021	42.002	62.099	151.808	59,1	8.172	
1950 Octobre	4.668	86.496	90.023	582	18.991	43.822	63.395	153.418	58,7	10.839	
Novembre	4.687	86.238	89.734	563	18.158	43.812	62.533	152.267	58,9	10.584	
Décembre	4.770	88.599	92.290	988	19.201	42.752	62.941	155.231	59,5	11.112	
1951 Janvier	4.950	88.069	91.761	628	18.554	43.964	63.146	154.907	59,2	11.516	
Février	4.984	86.964	90.682	535	18.324	44.623	63.482	154.164	58,8	12.552	
Mars	4.944	85.953	89.713	598	19.161	45.038	64.797	154.510	58,1	13.433	
Avril	4.999	86.669	90.428	491	18.992	44.935	64.418	154.846	58,4	15.363	
Mai	5.104	86.781	90.534	573	18.501	45.407	64.481	155.015	58,4	15.740	
Juin	5.219	88.167	92.184	500	18.813	45.395	64.708	156.892	58,8	15.547	
Juillet	5.382	90.448	94.576	500	18.914	44.617	64.031	158.607	59,6	15.360	
Août	5.454	91.263	95.484	538	18.982	45.385	64.905	160.389	59,5	15.269	
Septembre	5.516	91.648	96.006	554	19.062	46.998	66.614	162.620	59,0	15.233	
Octobre	5.311	92.512	96.512	501	19.278	47.929	67.708	164.220	58,8	17.692	
Novembre	5.359	92.204	96.301	516	19.462	47.607	67.585	163.886	58,8	16.489	
Décembre	5.433	94.967	99.089	674	20.079	48.977	69.730	168.819	58,7	17.197	

(*) Déduction faite des encaisses du système bancaire.

(1) Cfr. *Bulletin d'information et de Documentation* de décembre 1949, vol. II, n° 6 : « La détermination du stock monétaire dans l'économie belge », pp. 333 et suivantes.

VI — VITESSE DE CIRCULATION DE LA MONNAIE SCRIPTURALE
EN BELGIQUE

Mois	Comptes chèques postaux (1)	Dépôts à vue dans les banques
1950 Octobre	3,51	1,63
Novembre	3,79	1,65
Décembre	3,55	1,85
1951 Janvier	3,69	1,76
Février	3,97	1,75
Mars	3,85	1,96
Avril	3,81	1,87
Mai	4,05	1,90
Juin	3,61	1,88
Juillet	3,78	1,86
Août	3,77	1,79
Septembre	3,48	1,67
Octobre	3,53	1,83
Novembre	3,82	1,85
Décembre	3,77	1,94

(1) Voir tableau n° 36.

Note. — Les coefficients de rotation des comptes chèques postaux et des dépôts à vue dans les banques ne sont pas comparables, n'étant pas calculés sur des bases identiques. Les coefficients relatifs aux comptes bancaires sont plus précis.

STOCK MONETAIRE EN FRANCS BELGES

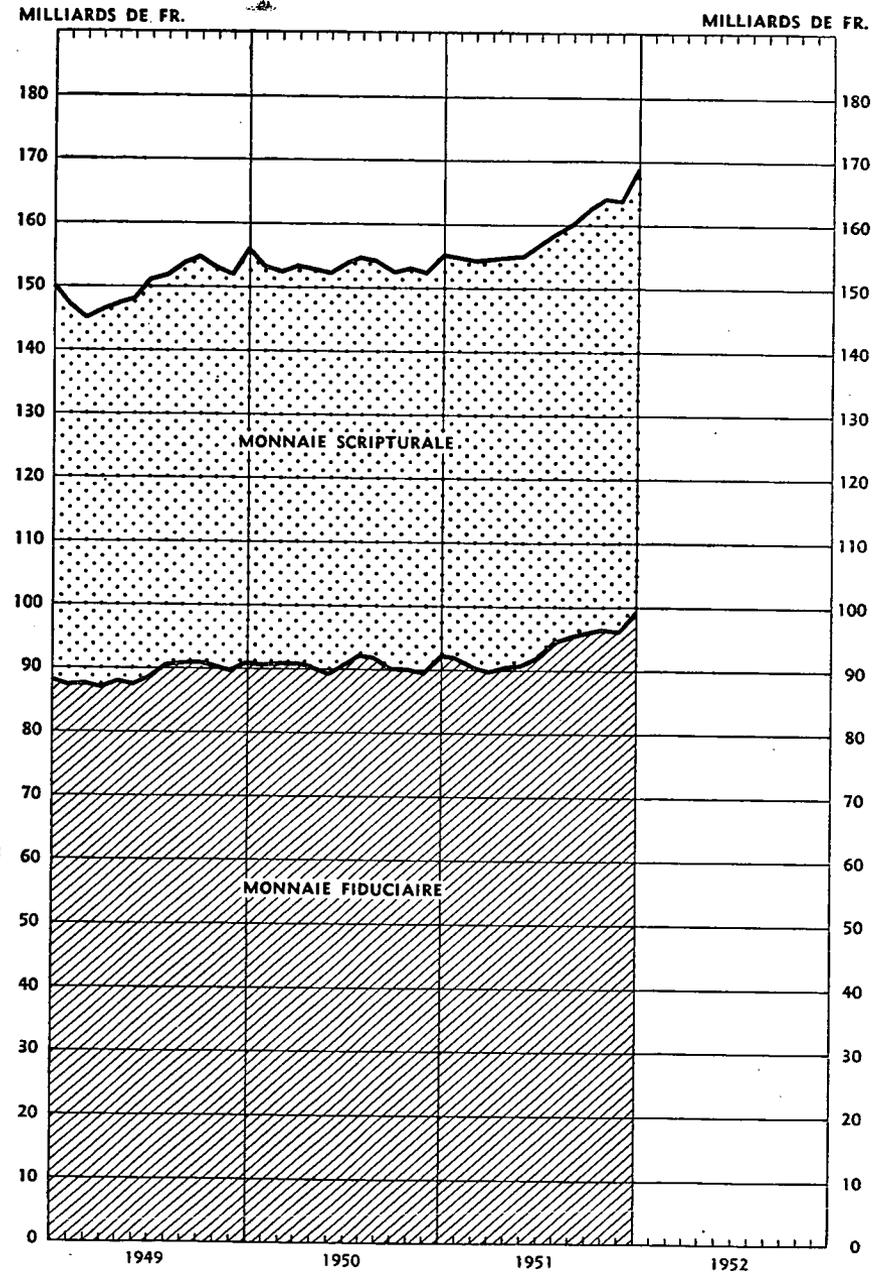


TABLE DES MATIÈRES

(Les chiffres précédés de la lettre « p » sont provisoires)

STATISTIQUES COURANTES

	Tabl.		Tabl.
LE MARCHÉ DE L'ARGENT		LA PRODUCTION	
I — Taux d'escompte et de prêts	2	I — Production charbonnière et métal-	
II — Taux des dépôts en banque et à la		lurgique	55
Caisse Générale d'Épargne	4	II — Industrie textile	56
LE MARCHÉ DES CHANGES ET DES MÉTAUX		III — Productions diverses	56
PRÉCIEUX		IV — Énergie électrique	58
I — Cours des métaux précieux	9	V — Gaz	59
II — Cours officiels des changes	10	LA CONSOMMATION	
LE MARCHÉ DES CAPITAUX		I — Indices des ventes à la consom-	
I — Cours comparés de quelques fonds		mation	65
publics	14	II — Consommation de tabac	66
II — Indices des actions aux Bourses de		III — Abatages dans les 12 principaux	
Bruxelles et d'Anvers	15	abattoirs du pays	67
III — Mouvement des opérations à la		LES TRANSPORTS	
Bourse de Bruxelles	15	I — Activité de la Société nationale des	
IV — Cours et rendements des principaux		Chemins de fer belges	70
types de valeurs à revenu fixe ..	16	a) recettes et dépenses d'explo-	
V — Émissions de capitaux en Belgique et		tation	
au Congo belge	17	b) wagons fournis à l'industrie	
Tableau rétrospectif		c) trafic :	
Émissions des sociétés congolaises en		1° trafic général	
octobre 1951 :		2° grosses marchandises :	
Détail des émissions		A) ensemble du trafic	
Groupement par importance du		B) service interne belge	
capital		II — Activité de la Société nationale des	
Émissions des sociétés belges en		Chemins de fer vicinaux	70
novembre 1951 :		III — Les ports	71
Détail des émissions		a) Anvers	
Groupement par importance du		b) Gand	
capital		IV — Mouvement général de la navigation	
VI — Emprunts des pouvoirs publics	18	intérieure	72
VII — Opérations bancaires du Crédit Com-		LE COMMERCE EXTERIEUR	
munal	19	Classification adoptée par la convention	
VIII — Inscriptions hypothécaires	20	de Bruxelles	75
LES FINANCES PUBLIQUES		LE CHOMAGE	
I — Situation de la Dette publique	25	I — Chômage complet et partiel	81
II — Situation des avoirs en effets publics		II — Répartition des chômeurs contrôlés	
de la Banque Nationale de Bel-		par province	81
gique	25	III — Répartition des chômeurs inscrits par	
III — Rendement des impôts	26	groupe de professions	81
LES REVENUS ET L'ÉPARGNE		STATISTIQUES BANCAIRES ET MONÉTAIRES	
I — Rendement des sociétés par actions		I — Belgique et Congo belge :	
belges et congolaises	30	Situations globales des banques ..	85
Dividendes et coupons d'obliga-		Banque Nationale de Belgique :	
tions mis en paiement :		Situations hebdomadaires	85
Novembre 1951		Banque du Congo belge :	
Décembre 1951		Situations mensuelles	85
Tableau rétrospectif		II — Banques d'émission étrangères :	
II — Caisse Générale d'Épargne et de		Situations	86
Retraite	31	Banque de France	
a) Dépôts sur livrets particuliers		Bank of England	
à la Caisse d'Épargne		Nederlandsche Bank	
b) Versements inscrits aux comp-		Banque Nationale Suisse	
tes des affiliés à la Caisse		Federal Reserve Banks	
de Retraite		Sveriges Riksbank	
III — Indice trimestriel des salaires	32	Taux d'escompte	
LE MOUVEMENT DES AFFAIRES		III — Banque des Règlements Internatio-	
I — Chambres de compensation	35	naux, à Bâle	87
a) Mouvement du débit		IV — Union Européenne de Paiements :	
b) Détail du mouvement de la		Résumé de la situation financière	88.1
compensation à Bruxelles		Règlement de la position des	
II — Chèques postaux	36	pays membres	88.2
LES PRIX		V — Stock monétaire en francs belges ..	89
a) Indices des prix de gros en Belgique ..	45	VI — Vitesse de circulation de la monnaie	
b) Indices des prix de gros en Belgique		scripturale en Belgique	89
et à l'étranger	45		
c) Indices des prix de détail en Belgique	46		

Prix de l'abonnement annuel { Etranger, 300 francs
Belgique, 250 francs

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.
